



Ministère de la Transition Digitale,
des Postes et des Communications
Electroniques



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2024



AVANT PROPOS



Aminata ZERBO/SABANÉ
Ministre de la Transition digitale, des Postes
et des Communications électroniques

Dans une optique de pilotage et de transparence de l'action publique dans les domaines de la transformation digitale, des postes et des communications électroniques, mon département publie annuellement son tableau de bord statistique.

Véritable outil de synthèse, ce document convertit des données complexes en informations visuelles — graphiques, diagrammes et tableaux — pour en faciliter l'appropriation et permettre des analyses tendanciellles indispensables à la prise de décision

L'édition de 2025 s'appuie sur les indicateurs consolidés de l'annuaire 2024. Elle offre une lecture croisée de l'évolution du secteur, couvrant aussi bien les ressources stratégiques (humaines et financières) que le développement des infrastructures, la cybersécurité et l'expansion des services postaux et numériques.

Je salue l'engagement des acteurs ayant contribué à cet outil de redevabilité et les encourage à maintenir cette exigence de qualité.

Le document est consultable sur notre portail officiel : www.mdenp.gov.bf.

La Ministre de la Transition Digitale,
des Postes et des Communications
Electroniques

Dr Aminata ZERBO/SABANE

Officier de l'Ordre de l'Etat



TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	A
TABLE DES MATIERES	B
SIGLES ET ABBREVIATIONS	D
Liste des tableaux	E
Liste des graphiques	F
RESUME	1
Chapitre 1 : Ressources humaines et financières	5
I.Ressources humaines.....	6
1.1 Évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPCCE	6
1.2 Évolution des effectifs des structures rattachées	9
1.2.1 LA POSTE BURKINA FASO (LA POSTE BF)	9
1.2.2 L'Agence Nationale de Promotion des TIC (ANPTIC)	11
1.2.3 Evolution du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie	13
II.Ressources budgétaires.....	15
II.1 Évolution des ressources budgétaires des structures centrales du MTDPCCE	15
II.2 Évolution des ressources budgétaires des structures rattachées.....	18
II.2.1 Évolution du budget de l'ANPTIC.....	18
II.2.2 Évolution du budget de LA POSTE BF	22
Chapitre 2 : Données synoptiques	25
I.Données économiques.....	26
II.Ressources énergétiques	28
III.Technologies.....	29
Chapitre 3 : Communications électroniques	31
I.Réseaux de téléphonie fixe	33
II.Réseaux de téléphonie mobile.....	36
III.Indicateurs d'accès à Internet.....	40
Chapitre 4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC	45
I.Infrastructures de communications électroniques	46
II.Promotion et usage des TIC	49
Chapitre 5 : Volume d'activités et concurrence entre opérateurs de téléphonie.....	53
I.Trafics voix et SMS	54
II.Chiffre d'affaires et investissements	58
III.Tarif de la téléphonie mobile et de l'Internet.....	60
Chapitre 6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information	63

I.Diffusion des TIC.....	64
II.Gestion de la sécurité des systèmes d'information	66
Chapitre 7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique	69
I.Accès aux services de la monnaie électronique.....	70
I.1. Evolution des Services financiers via la téléphonie mobile.....	70
I.2. Evolution des comptes de monnaie électronique.....	72
I.3. Evolution des transactions et des transferts	74
Chapitre 8 : Services postaux et financiers.....	77
I.Service Colis Postaux	78
II.Services courriers.....	80
III.Services financiers de LA POSTE BF.....	82
III.Evolution du nombre de Boites Postales (BP)	86
IV.Extension et modernisation du réseau postal.....	88
IV.1. Couverture géographique	88
IV.2. Développement de produits et services numériques	89
ANNEXES	I

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADSL	: Asymetric digital subscriber line
ANPTIC	: Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication
ANSSI	: Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations
ATI	: Agrément Technique en Informatique
ARCEP	: Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
BCEAO	: Banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest
BFIX	: Burkina Faso Internet eXchange
BP	: Boîte postale
CCP	: Compte courant postal
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
CIL	: Commission de l'informatique et des libertés
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CSC	: Conseil supérieur de la communication
FAI	: Fournisseurs d'accès à internet
Gbps	: Gigabit par seconde
Go	: Giga octet
GVA	: Group Vivendi Africa
PAV	: Point d'atterrissage virtuel
PBNT	: Projet Backbone national des télécommunications
PTF	: Partenaires techniques et financiers
PIB	: Produit intérieur brut
PSSM	Pilotage et soutien aux structures du ministère
SI	: Système d'information
SIM	: Subscriber Identity Module
SITARAIL	: Société internationale de transport africain par rail
SMART BP	: Boîtes postales virtuelles
SMS	: Short message system
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina Faso
TAMA	: Taux d'accroissement moyen annuel
TEN	: Transformation et écosystème numériques
TIC	: Technologies de l'information et de la communication
TTC	: Toutes taxes comprises
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VTs	: Virtual technologies solution

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution du personnel du MTDPCE selon le sexe de 2015 à 2024	8
Tableau 2 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon le sexe	10
Tableau 3 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe	12
Tableau 4 : Evolution du personnel des opérateurs selon le sexe	14
Tableau 5 : Evolution des dotations budgétaires par catégorie de dépenses du MTDPCE	17
Tableau 6 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de l'ANPTIC	20
Tableau 7 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de LA POSTE BF entre 2015 et 2024	24
Tableau 8 : Liste des opérateurs titulaires de licences individuelles en 2024	32
Tableau 9 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe active	35
Tableau 10 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie mobile active	39
Tableau 11 : Evolution du parc des abonnements à internet mobile et fixe	43
Tableau 12 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique	48
Tableau 13 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs interconnectés au RESINA	48
Tableau 14 : Indicateurs relatifs à la promotion et à la diffusion des TIC	51
Tableau 15 : Evolution du nombre de noms de domaines	51
Tableau 16 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe et mobile	56
Tableau 17 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs	57
Tableau 18 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie	59
Tableau 19 : Evolution du montant des investissements en 2023 (En milliard de FCFA)	59
Tableau 20 : Evolution du coût réel HT d'un Go de 2020 à 2024 par opérateur de téléphonie (en F CFA)	62
Tableau 21 : Evolution du coût réel HT de la minute d'appel de 2020 à 2024 par opérateur de téléphonie (en F CFA)	62
Tableau 22 : Evolution du nombre de canaux de diffusion	65
Tableau 23 : Gestion de la sécurité des systèmes d'information	68
Tableau 24 : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2023	76
Tableau 25 : Evolution du volume du courrier au niveau national et à l'international	81
Tableau 26 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP	83
Tableau 27 : Evolution du parc de boîtes postales virtuelles entre 2019 et 2024	87
Tableau 28 : Répartition des agences postales par région et par commune en 2024 (Nombre)	90

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de l'effectif du personnel du MTDPCE selon le sexe de 2015 à 2024 (en nombre).....	8
Graphique 2 : Evolution du personnel du MTDPCE selon le sexe de 2015 à 2024 (En %).....	8
Graphique 3 : Répartition du personnel du MTDPCE par catégorie en 2024 (En %)	8
Graphique 4 : Evolution du personnel selon le type d'emploi de 2016 à 2024 (En %)	8
Graphique 5 : Evolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2024 (Nombre) ...	10
Graphique 6 : Evolution du personnel de LA POSTE BF par sexe de 2016 à 2024 (Nombre).....	10
Graphique 7 : Personnel de LA POSTE BF par catégorie en 2024	10
Graphique 8 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon les emplois (En %)	10
Graphique 9 : Evolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC de 2015 à 2024	12
Graphique 10 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe (%)	12
Graphique 11 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par catégorie en 2024	12
Graphique 12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois (En %)	12
Graphique 13: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile	14
Graphique 14: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile par opérateur.....	14
Graphique 15 : Répartition du personnel féminin par opérateurs de téléphonie mobile en 2024 ...	14
Graphique 16 : Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie mobile selon le sexe.....	14
Graphique 17 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses courantes du MTDPCE (En millions de FCFA et en %).	17
Graphique 18 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses en capital du MTDPCE (En millions de FCFA et en %).	17
Graphique 19 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2024.	17
Graphique 20 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2024 (hors financements extérieurs).....	17
Graphique 21 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC selon les sources de financement entre 2015 et 2024 (en millions de F CFA)	20
Graphique 22 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC entre 2015 et 2024 (En millions de F CFA).....	20
Graphique 23 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC en 2024 (En millions de F CFA).....	21
Graphique 24: Evolution des recettes propres	21
Graphique 25 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (En millions de F CFA) .	24
Graphique 26 : Evolution des parts allouées aux investissements dans le budget prévisionnel de LA POSTE BF (en %).....	24
Graphique 27 : Evolution de l'exécution budgétaire de LA POSTE BF (En millions de F CFA)	24
Graphique 28 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF en 2024 (en millions de F CFA).....	24
Graphique 29 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications (en millions de FCFA et en %)	27
Graphique 30 : Evolution comparée du taux d'électrification dans les pays de l'UEMOA de 2015 à 2023 (En %).	28
Graphique 31 : Evolution comparée du taux de pénétration à la téléphonie fixe dans les pays de l'UEMOA de 2015 à 2023 (En %).	30
Graphique 32 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie mobile dans les pays de l'UEMOA de 2015 à 2023 (En %).	30

Graphique 33 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service	35
Graphique 34 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux par région de ONATEL SA Burkina (en nombre d'abonnés).....	35
Graphique 35 : Répartition du parc d'abonnements à internet mobile en 2024	43
Graphique 36 : Evolution du Trafic Internet sur les réseaux de téléphonie mobile (En millions de Go)	43
Graphique 37 : Evolution du trafic Internet moyen mensuel par abonnement en Go par opérateur entre 2020 et 2024	43
Graphique 38 : Evolution du taux de	43
Graphique 39 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde)	44
Graphique 40 capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde) en 2024	44
Graphique 41 : Evolution du ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnement à la téléphonie mobile	44
Graphique 42 : Ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile des opérateurs de la téléphonie mobile en 2024	44
Graphique 43 : Proportion du parc Internet connecté au Haut débit (3G/4G ET FIXE) de 2021 à 2024 (en %)	44
Graphique 44 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA.....	48
Graphique 45 : Répartition du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA selon le type de connexion en 2024	48
Graphique 46 : Evolution du nombre de types de services réseaux utilisés	48
Graphique 47 : Evolution du débit de connectivité de l'administration (Gbps).....	48
Graphique 48 : Répartition par région du nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivrés en 2024	52
Graphique 49 : Evolution du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC.....	52
Graphique 50 : Évolution du nombre de plaintes traitées par la CIL.....	52
Graphique 51 : Evolution du nombre de déclarations de traitements	52
Graphique 52 : Evolution du nombre de missions de contrôle de traitements de données auprès des structures publiques et privées	52
Graphique 53 : Répartition du trafic voix par opérateur en 2024	56
Graphique 54 : Répartition du trafic voix selon	56
Graphique 55 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par mois.....	56
Graphique 56 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par opérateur et par mois	56
Graphique 57 : Répartition du trafic SMS par opérateurs en 2024	57
Graphique 58 : Répartition du trafic voix selon le type.....	57
Graphique 59 Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois .	57
Graphique 60 : Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois par opérateur.....	57
Graphique 61 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie (en milliard de F CFA)59	
Graphique 62 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels des opérateurs de téléphonie (en milliard de F CFA)	59
Graphique 63 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels	65
Graphique 64 : Répartition du nombre de stations de télévision locale détentrice d'une licence par région en 2023	65
Graphique 65 : Evolution du nombre d'alertes diffusées.....	68

Graphique 66 : Évolution de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT (Nombre)	68
Graphique 67 : Taux de résolution des incidents de sécurité de l'information (En %)	68
Graphique 68 : Taux d'organismes particuliers supervisés (En %)	68
Graphique 69 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina (En milliers)	71
Graphique 70 : Evolution du nombre de points	71
Graphique 71 : Evolution du nombre de comptes monnaie électroniques ouverts dans l'UEMOA (En millions)	73
Graphique 72 : Evolution du nombre de	73
Graphique 73 : Evolution du volume d'utilisation des services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso de 2016 à 2023 (par type de services en millions)	76
Graphique 74 : Evolution du nombre de colis internationaux traités par composante (En milliers)	79
Graphique 75 : Evolution du nombre total de	79
Graphique 76 : Répartition des colis postaux traités en 2024	79
Graphique 77 : Répartition du volume du courrier traité en 2024	81
Graphique 78 : Evolution du volume total du courrier traité (En millions)	81
Graphique 79 : Evolution du volume du courrier traité au niveau national et international (En millions)	81
Graphique 80 : Evolution du nombre de comptes CNE (En milliers)	83
Graphique 81 : Evolution du nombre de comptes CCP (En milliers)	83
Graphique 82 : Evolution du nombre de mandats ordinaires traités (ensemble, en milliers)	85
Graphique 83 : Evolution du nombre de mandats ordinaires émis et payés (En milliers)	85
Graphique 83 : Evolution des transferts de fonds émis et payés (En milliers)	85
Graphique 85 : Evolution du parc BP physiques et BP physiques louées	87
Graphique 86 : Evolution du nombre d'agences postales au BF	90
Graphique 87 : Répartition des agences postales par région administrative en 2024 (Nombre)	90
Graphique 88 : Taux de couverture des agences par région postale en 2024	91
Graphique 89 : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique de 2016 à 2024	91

RESUME

Le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Électroniques assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de transition digitale, des postes et des communications électroniques. A ce titre, il entend jouer un rôle majeur à travers le développement des services de communications électroniques et postaux de qualité, accessibles et abordables sur l'ensemble du territoire. La présente synthèse porte sur les moyens financiers et humains ainsi que les actions majeures du secteur au cours des dix (10) dernières années.

1. Ressources humaines et financières

Sur la période 2015-2024, l'effectif du personnel du MTDPCCE affiche une tendance à la hausse, passant de 197 agents en 2015 à 311 agents en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 5,2%. Les emplois non spécifiques prédominent sur les emplois spécifiques depuis 2016 avec un poids moyen de 59,1% sur la période. En 2024, l'effectif a augmenté de 9,9%, dû essentiellement aux recrutements exceptionnels pour relever le défi de la dématérialisation des procédures administratives.

L'effectif du personnel de LA POSTE BF est passé de 1 126 en 2016 à 1 004 agents en 2024. Cet effectif enregistre une tendance à la baisse, avec une régression de 122 agents sur la période et un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 1,4%. La baisse continue des effectifs du personnel de LA POSTE BF constatée depuis 2019 s'explique par la suspension des recrutements par concours directs en 2018.

L'effectif du personnel de l'ANPTIC enregistre une tendance à la hausse, passant de 20 à 88 agents entre 2015 et 2024 avec un pic de 100 agents, atteint en 2020. Il ressort donc une augmentation globale de 68 agents sur la période correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 17,9%.

L'effectif du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie est passé de 1 327 agents en 2015 à 1 185 agents en 2024. Cet effectif affiche une tendance à la baisse, avec une régression de 142 agents sur la période et un taux d'accroissement annuel moyen négatif de 1,3%. Cette baisse générale est induite par ONATEL SA et s'explique notamment par les départs à la retraite, les démissions, la faiblesse des effectifs de recrutement externe et le recours à la sous-traitance. Malgré cette situation, le personnel de ONATEL SA reste largement supérieur aux effectifs des deux autres opérateurs.

De 2015 à 2024, les ressources budgétaires allouées au ministère en charge de la transition digitale ont évolué en dents de scie avec un pic en 2020 (32,1 milliards de FCFA) et la plus faible dotation est enregistrée en 2024 (6,8 milliards de FCFA). Au cours de cette période, les dotations du ministère ont connu une régression globale de l'ordre de 37,5% avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 5,1%. Cette évolution globale à la baisse est également observée en 2024 avec une contraction de 13,3% des crédits alloués au département, imputable aux dépenses de transferts courants et d'investissements. En termes de structure des dotations du ministère en 2024, les dépenses en capital représentent 45,8% des crédits alloués contre 54,2% pour les dépenses courantes.

En ce qui concerne l'exécution du budget, le taux a connu une évolution en dents de scie avec une moyenne de 67,3% sur la période 2015-2024. Le taux d'exécution le plus élevé est observé en 2020 avec 98,6% et le plus faible en 2015 avec 32,0%. Ce taux est passé de 83,8% en 2023 à 71,8% en 2024, soit une régression de 11,9 points.

De 2015 à 2024, les ressources budgétaires de l'ANPTIC sont passées de 683 millions de FCFA à 3,8 milliards de FCFA, avec un pic de 19,4 milliards en 2018. Au cours de cette période, les ressources de l'ANPTIC ont donc connu une forte hausse, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 20,9%. En 2024, ces ressources ont baissé de 7,1%, imputable en partie à la diminution des crédits budgétaires au niveau des départements

ministériels, principaux clients de l'ANPTIC. L'évolution du taux d'exécution budgétaire est ressortie en moyenne à 86,0% sur la période 2015-2024. Entre 2023 et 2024, ce taux est passé de 57,8% à 72,6%, soit une progression de 14,7 points.

Les ressources budgétaires de LA POSTE BF sont passées de 21,2 milliards de FCFA en 2015 à 33,9 milliards de FCFA en 2024 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 5,4%. L'évolution du taux d'exécution budgétaire de LA POSTE BF est ressortie en moyenne à 105,7% sur la période 2015-2024. Entre 2023 et 2024, ce taux est passé de 75,8% à 98,8%, soit une progression de 23,0 points.

2. Valeur ajoutée « des Postes et télécommunications »

La valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant est passée de 198,6 milliards de FCFA en 2015 à 279,0 milliards de FCFA en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 3,8%. Malgré cette augmentation générale moyenne sur la période 2015-2024, cet indicateur a enregistré des baisses en 2018 (-3,5%) et en 2022 (-6,6%). Entre 2023 et 2024, on note une légère progression de l'indicateur de 0,7%, soit une augmentation de 1,9 milliard de FCFA.

En rapportant la valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant au PIB du Burkina Faso sur la période 2015-2024, il ressort que ce secteur a contribué en moyenne à hauteur de 2,5% malgré une tendance générale à la baisse. En 2024, la contribution du secteur des Postes et télécommunications a baissé de 0,2 point par rapport à 2023, malgré la hausse de sa valeur ajoutée.

3. Technologies au sein de l'UEMOA

En 2022, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal avec respectivement 0,9%, 1,3% et 1,7% sont les pays qui présentent les meilleurs taux de pénétration de la téléphonie fixe tandis que le Bénin avec 0,01% a le plus faible taux. Le Burkina occupe le 5ème rang sur 7 pays concernés avec un taux de 0,3%.

Pour la téléphonie mobile, le Burkina Faso avec 119,5%, a un taux de pénétration supérieur à celui du Togo (72,2%), du Bénin (105,7%), du Mali (112,1%) et du Sénégal (118,2%) ; mais inférieur à celui de la Guinée-Bissau (125,9%) et de la Côte d'Ivoire (161,2%) en 2022.

4. Communications électroniques, promotion et usage des TIC

La mise en place du PAV et les efforts consentis par les opérateurs et les FAI ont permis une croissance remarquable de la capacité de la bande passante internationale qui est passée de 11 Gbps en 2016 à 275 Gbps en 2023 pour atteindre 608 Gbps en 2024.

Lancée officiellement en 2019 au Burkina Faso, la technologie 4G a connu globalement une progression notable de sa couverture. Ainsi, le taux de couverture de la population, est passé de 34,4% en 2019 à 66,8% en 2024, soit une augmentation globale de 32,4 points de pourcentage. Pour le territoire, le taux est passé de 11,4% en 2019 à 50,3% en 2024, soit une hausse globale de 38,9 points de pourcentage. Entre 2023 et 2024, le taux de couverture de cette technologie a progressé de 3,5 points et de 3,8 points respectivement en termes de population et de territoire.

Le parc global des abonnements actifs à Internet (fixe et mobile) a été multiplié par 7 passant de 2,8 millions en 2015 à 19,4 millions en 2024, ce qui correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 24,2%, essentiellement imputable au mobile. Le taux de pénétration à l'Internet (fixe et mobile) est passé de 15,0% en 2015 à 83,0% en 2024, soit une variation globale de 68,0 points de pourcentage.

Le parc des abonnements à internet haut débit (3G, 4G et fixe) a plus que doublé en trois (03) ans, passant de 6,3 millions en 2021 à 13,6 millions en 2024, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 29,3%. En 2024, les abonnements à Internet haut débit représentent 69,8% de l'ensemble des abonnements à Internet.

Le volume total du trafic Internet des réseaux mobiles a plus que décuplé en quatre (04) ans, passant de 27,4 millions de Go en 2020 à 367,9 millions de Go en 2024. En outre, le débit de la connectivité de l'Administration s'est nettement amélioré en passant de 0,14 Gbps en 2016 à 12,7 Gbps en 2024.

5. Infrastructures de télécommunications

Les infrastructures de communications électroniques connaissent une progression significative. Ainsi, le linéaire de fibre optique a presque sextuplé, passant de 1 901 Km en 2015 à 11 291,5 km en 2023¹. Le nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA par la Fibre Optique et la Technologie sans fil est passé de 1 052 en 2017 à 3 026 en 2024 avec une progression moyenne annuelle de 16,3%. En termes de couverture spatiale, 43 provinces sur les 45 que compte le pays sont couvertes par le RESINA en 2024. Enfin, le MTDPCE dispose en 2024 de cinq (5) Datacenters, 90 pylônes, 23 serveurs et utilise 10 types de services de réseaux.

6. Volume d'activités et concurrence dans le domaine de l'économie numérique

Le volume du trafic total voix mobile de l'ensemble des opérateurs est passé de 7,9 milliards de minutes en 2015 à 14,7 milliards de minutes en 2024, soit une progression annuelle moyenne de 7,2%. Le temps moyen d'usage du réseau mobile par mois et par carte SIM active pour la voix a varié entre 33,8 minutes (2016) et 56,3 minutes (2021) sur la période 2015-2024. Depuis 2022, on constate une régression continue de cet indicateur pour se situer à 45,0 minutes par carte SIM et par mois en 2024. Cette régression pourrait s'expliquer par la réduction des gratuités (bonus de recharge) offertes aux abonnés et le développement des communications via WhatsApp, Messenger, ...

Les prix unitaires réels de trafics voix estimés pour l'ensemble des trois réseaux mobiles affichent une moyenne qui est passée de 12,6 FCFA Hors TVA/Min en 2020 à 9,6 FCFA TTC/Min en 2024. Les prix réels des appels vers les autres réseaux nationaux qui sont moins concernés par les offres promotionnelles n'ont pas trop évolué sur la période avec une moyenne de 70,6 FCFA Hors TVA/min.

Pour ce qui est des appels à l'international, les tarifs sont restés quasi-stationnaires sur la période 2020-2024 avec une moyenne des trois opérateurs de 134,7 FCFA la minute. Il est à noter que le tarif à l'international de ORANGE BF SA est plus bas que celui des deux (02) autres avec une moyenne de 108,7 FCFA la minute.

Une baisse progressive du prix réel unitaire du Giga-octet (Go) est également constatée. En effet, le prix réel moyen du Go pour l'ensemble des trois réseaux mobiles est passé de 987,9 FCFA Hors TVA en 2020 à 596,6 FCFA en 2024.

7. Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information

Concernant la diffusion des TIC au Burkina Faso, on note que sur la période 2015-2024, le nombre de stations radio disposant d'une licence est passé de 155 à 187, le nombre de stations de télévision de 19 à 32 et le nombre de presses en ligne de 6 à 153.

Pour ce qui est de la sécurité des systèmes d'informations, on note pour l'année 2024 cinq (5) organismes audités par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), vingt (20) organismes bénéficiaires d'une protection spéciale de leur système d'information, vingt-six (26) organismes alertés, trois (3) incidents rapportés, dix-neuf (19) alertes diffusées, 67% d'incidents de sécurité résolus et 556 acteurs assistés par le CIRT-BF.

¹ Les données de 2024 ne sont pas disponibles.

8. Accès aux services de la monnaie électronique

Le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso est passé de 12 730 en 2016 à 127 582 en 2023, soit une croissance moyenne de 39,0% l'an. Par rapport à sa valeur de 2022 qui ressortait à 150 249, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile a baissé de 15,1% en 2023, entraînant ainsi une augmentation du nombre moyen d'utilisateurs par point de service financier de 126 en 2022 à 158 en 2023.

Pour ce qui est du nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso, il enregistre une progression moyenne annuelle de 35,8% sur la période 2016-2023, correspondant à des volumes de 11 794 et 100 641 respectivement en 2016 et 2023.

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts est passé de 4,1 millions en 2016 à 20,1 millions en 2023. Ce nombre a évolué de 2,3 millions en moyenne l'an correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 25,4%. Entre 2022 et 2023, ce nombre a progressé de 6,3%.

Pour ce qui est des comptes de monnaie électronique actifs, leur nombre a augmenté en moyenne de 33,4% l'an, passant ainsi de 1,2 million en 2016 à 8,9 millions en 2023, soit environ 1,1 million de comptes supplémentaires chaque année. Entre 2022 et 2023, le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a régressé de 33,1% correspondant à une baisse de 4,4 millions de comptes.

Les transactions via la téléphonie mobile au Burkina Faso ont progressé en moyenne annuellement de 45,0% en volume et de 31,7% en valeur pour atteindre 1 854,2 millions d'opérations d'une valeur de 16 638,8 milliards de FCFA en 2023.

9. Services postaux et financiers de la POSTE BF

Au titre des services postaux, le volume de colis postaux internationaux traités s'est globalement inscrit à la hausse en passant de 13 294 en 2016 à 14 473 en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 0,9%. On note une augmentation particulière de 21,5% entre 2020 et 2021. Cette progression pourrait s'expliquer par le développement du commerce en ligne dont la livraison se fait dans la plupart des cas par le biais du service colis de LA POSTE-BF.

L'évolution du volume total du courrier traité affiche une tendance baissière avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 3,2% sur la période 2015-2024, en lien avec l'évolution technologique et l'influence des nouveaux modes de communication. Entre 2023 et 2024, cet indicateur a baissé de 1,1%, passant de 3,05 millions à 3,01 millions.

Le nombre total de compte de services financiers postaux (CCP et CNE) affiche une tendance haussière sur la période 2015-2024 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 8,3%. En 2024, le volume total de comptes de services financiers postaux est de 906 376.

Au cours de la période 2015-2024, le nombre d'agences de LA POSTE BF a augmenté en moyenne de deux (2) l'an pour atteindre 127 en 2024. Compte tenu du contexte sécuritaire, 109 agences sont fonctionnelles. Toutes ces agences sont interconnectées au réseau informatique en 2024.

En termes de couverture géographique des agences de LA POSTE BF, le taux de couverture nationale est de 36,2% en 2024. Tous les chefs-lieux de région administrative et chefs-lieux de province ont bénéficié d'au moins une agence, de même que toutes les communes urbaines. Par contre, seulement 16,2% des communes rurales sont dotées en agence. La région du centre enregistre le plus grand nombre d'agences (28) qui reste tout de même inférieur à la norme nationale qui est de 36 agences.

Le parc des boîtes postales physiques est passé de 36 046 en 2015 à 39 333 en 2024, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,0%. En 2024, le taux d'abonnement aux boîtes postales physiques est de 50,4% contre 1,8% pour celles virtuelles.

De 2016 à 2024, LA POSTE BF a développé 8 nouveaux produits et services dans le cadre de la digitalisation. Ces produits sont dominés par les services en ligne (Post connect, Alert SMS, Post-Banking, Suivi et localisation, et Notification SMS).

Chapitre 1 : Ressources humaines et financières

I. Ressources humaines

L'analyse des ressources humaines traite de l'évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPC, des structures rattachées et des opérateurs de réseau de téléphonie.

I.1 Évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPC

Points saillants :

- ✚ Le personnel féminin a presque triplé entre 2015 et 2024 mais demeure largement minoritaire avec un poids moyen de 24,7% sur la période ;
- ✚ Effectif du personnel spécifique inférieur à l'effectif du personnel non spécifique depuis 2016 ;
- ✚ Sous-effectif des agents d'application par rapport aux agents de conception.

Commentaire général :

Cette section fait l'analyse de l'évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPC. De 2015 à 2024, l'effectif du personnel du MTDPC affiche une tendance à la hausse, passant de 197 à 311 agents, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 5,2%.

Selon les emplois, cet effectif est passé de 100 à 115 agents pour les emplois spécifiques au domaine du numérique et de la poste, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 1,6% sur la période 2015-2024. Quant à l'effectif du personnel non spécifique, il est passé de 97 à 196 agents, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 8,1% sur la même période. Les emplois non spécifiques prédominent sur les emplois spécifiques depuis 2016 avec un poids moyen de 59,1% sur la période.

En ce qui concerne l'évolution de l'effectif du personnel du MTDPC par sexe, il ressort une prédominance du sexe masculin sur la période 2015-2024, avec un poids moyen de 75,3%. Néanmoins, on constate que le personnel féminin a plus que doublé au cours de la période, passant de 32 à 89, avec en moyenne 6 agents de sexe féminin de plus chaque année.

Au cours des deux dernières années, l'effectif du personnel du département a connu une hausse de 9,9% en 2024, imputable aux emplois spécifiques (22,3%) et non spécifiques (3,7%). Cette progression s'explique par les recrutements exceptionnels pour relever le défi de la dématérialisation des procédures administratives. L'analyse par sexe montre que l'effectif du personnel féminin a connu une hausse de 29,0% en passant de 69 à 89 agents entre 2023 et 2024. L'effectif des hommes a également augmenté de 3,7%.

En 2024, sur les 311 agents en activité au MTDPC, la répartition des effectifs selon la catégorie fait ressortir une prédominance des cadres de conception avec 194 agents contre 55 agents d'application et 62 agents d'exécution. Il est à noter un déséquilibre dans la répartition par catégorie du personnel. Ce déséquilibre affecte l'exécution des activités en ce sens que les cadres de conception sont obligés de s'impliquer également dans les tâches d'application, faute de personnel suffisant destiné à l'exécution des tâches. Selon la répartition par sexe au cours de la même année, on dénombre 89 femmes, soit 28,6% de l'effectif total.

Notes méthodologiques

TAMA : Taux d'accroissement moyen annuel.

$$\text{TAMA} = \left(\left(\frac{P_t}{P_0} \right)^{1/n} - 1 \right) * 100$$

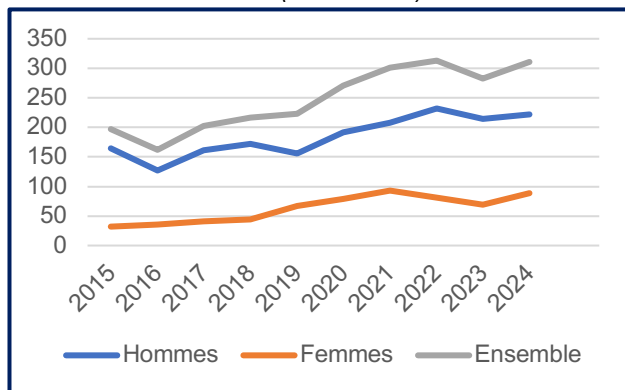
Avec P_t la valeur de la variable à la date t, P_0 la valeur de la variable initiale et n le nombre de période

Tableau 1 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe

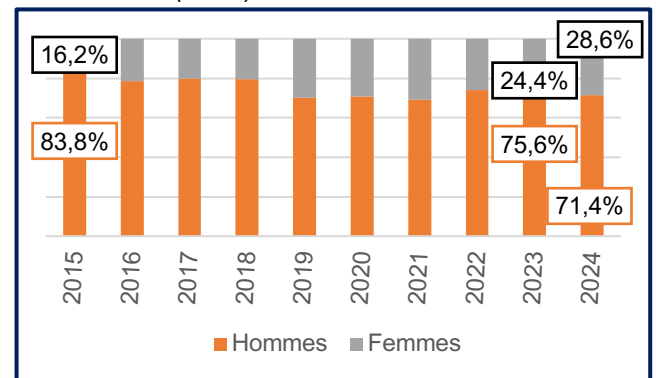
Sexe	Personnel en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Hommes	222	57	34,5%	8	3,7%	3,4%
Femmes	89	57	178,1%	20	29,0%	12,0%
Ensemble	311	114	57,9%	28	9,9%	5,2%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCCE.

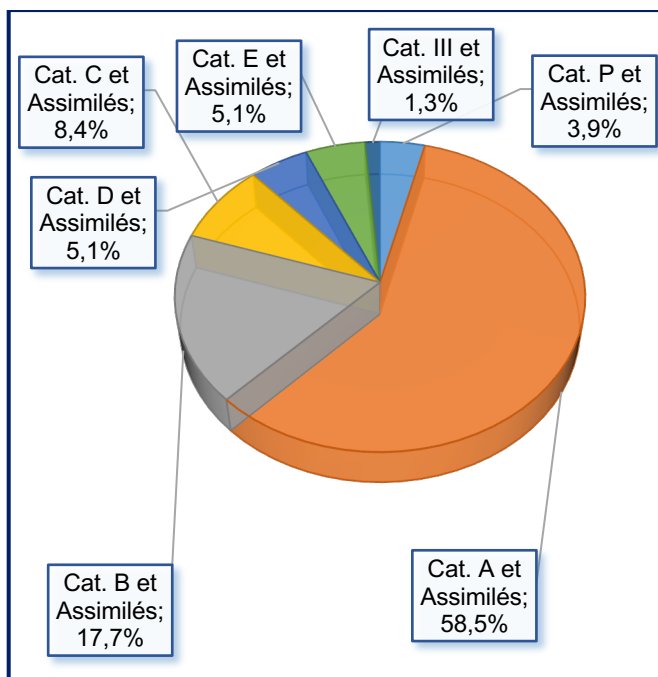
Graphique 1 : Evolution de l'effectif du personnel du MTDPCCE selon le sexe (En nombre)



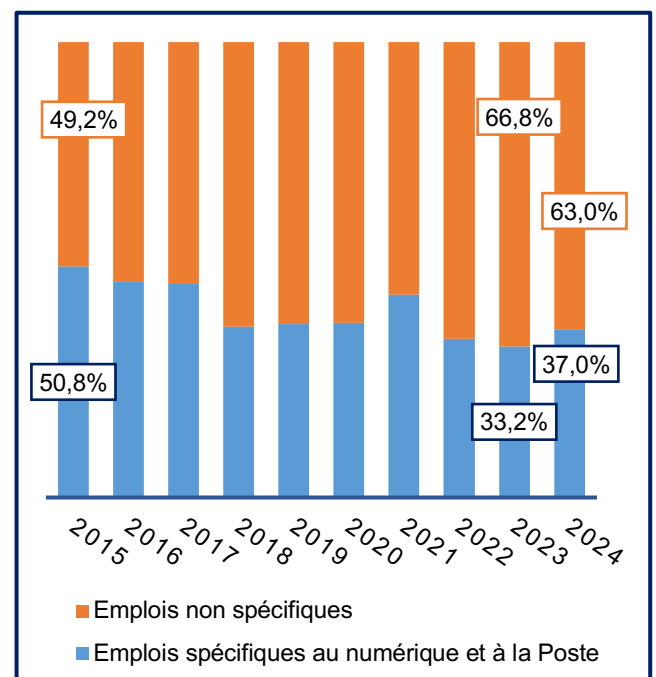
Graphique 2 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe (En %)



Graphique 3 : Répartition du personnel du MTDPCCE par catégorie en 2024 (En %)



Graphique 4 : Evolution du personnel selon le type d'emploi de 2016 à 2024 (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCCE.

I.2 Évolution des effectifs des structures rattachées

I.2.1 LA POSTE BURKINA FASO (LA POSTE BF)

Points saillants :

- ✚ Régression continue des effectifs de LA POSTE BF depuis 2019 ;
- ✚ Prédominance du personnel spécifique au domaine postal avec une moyenne de 57,5% sur la période 2015-2024
- ✚ Plus d'un tiers de personnel féminin employé par LA POSTE BF en 2024 ;

Commentaire général :

Dans cette section, il est question d'analyser l'évolution globale de l'effectif du personnel de LA POSTE BF sur la période 2015-2024. Toutefois, l'analyse par sexe est faite sur la période 2016-2024 en raison de l'indisponibilité des données y relatives en 2015.

L'effectif du personnel de LA POSTE BF est passé de 1 126 en 2016 à 1 004 agents en 2024. Cet effectif enregistre une tendance à la baisse, avec une régression de 122 agents sur la période et un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 1,4%. La baisse continue des effectifs du personnel de LA POSTE BF constatée depuis 2019 s'explique par la suspension des recrutements par concours directs en 2018.

Selon les emplois, l'effectif des agents ayant un profil lié aux emplois spécifiques au domaine de la poste est passé de 584 à 616 sur la période 2015-2024, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 0,6%. Quant aux effectifs des emplois non spécifiques au domaine de la poste, on note une tendance baissière avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 2,8%. Les emplois spécifiques prédominent sur les emplois non spécifiques sur la période avec un poids moyen de 57,5%.

L'évolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF par sexe laisse apparaître un effectif des femmes inférieur à celui des hommes sur la période 2016-2024, avec une proportion moyenne de 34,6%. L'effectif des femmes a enregistré un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 2,1% sur la période.

En 2024, l'effectif du personnel de LA POSTE BF est en baisse de 2,4% par rapport à 2023. Au cours de la même période, l'effectif du personnel spécifique au domaine de la poste a enregistré une baisse passant de 630 à 616 agents. La tranche du personnel non spécifique enregistre une baisse de 2,8% par rapport à 2023.

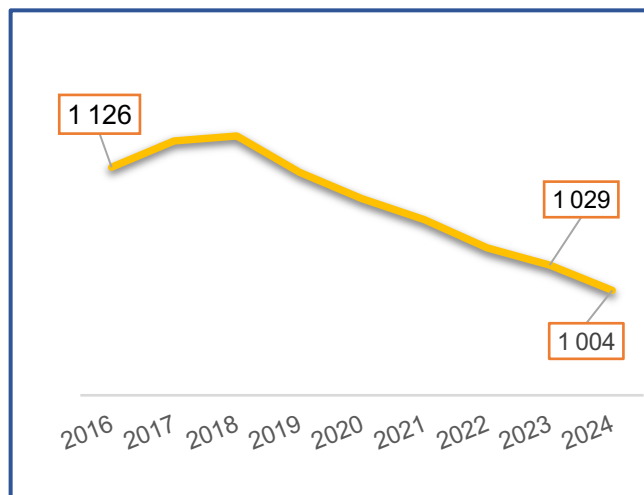
Sur les 1 004 agents en activité à LA POSTE BF en 2024, le personnel spécifique représente près de deux tiers (61,4%). L'effectif total est constitué des agents d'exécution (57,3%) suivi des agents de maîtrise (32,0%) et des cadres de conception 10,8%. Selon la répartition par sexe en 2024, on dénombre 363 femmes soit 36,2% de l'effectif total des agents de LA POSTE BF.

Tableau 2 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon le sexe

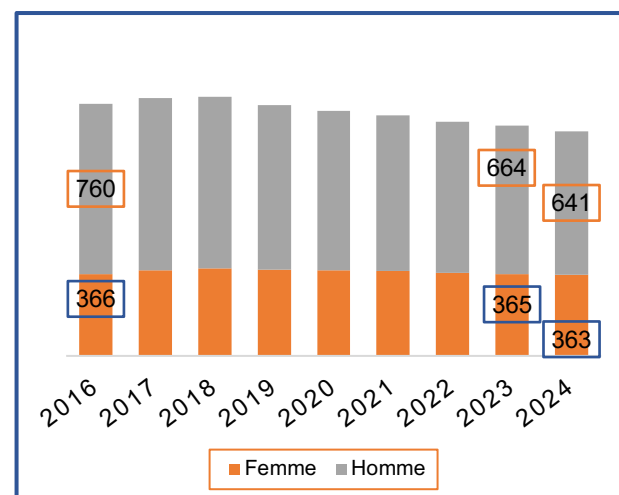
Sexe	Personnel en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2016		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2016
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Hommes	363	-3	-0,8%	-2	-0,5%	-0,1%
Femmes	641	-119	-15,7%	-23	-3,5%	-2,1%
Ensemble	1 004	-122	-10,8%	-25	-2,4%	-1,4%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE.

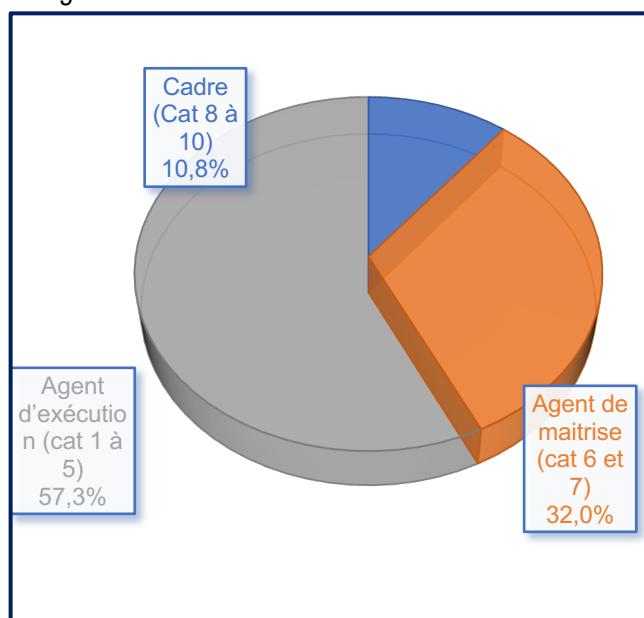
Graphique 5 : Evolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2024 (Nombre)



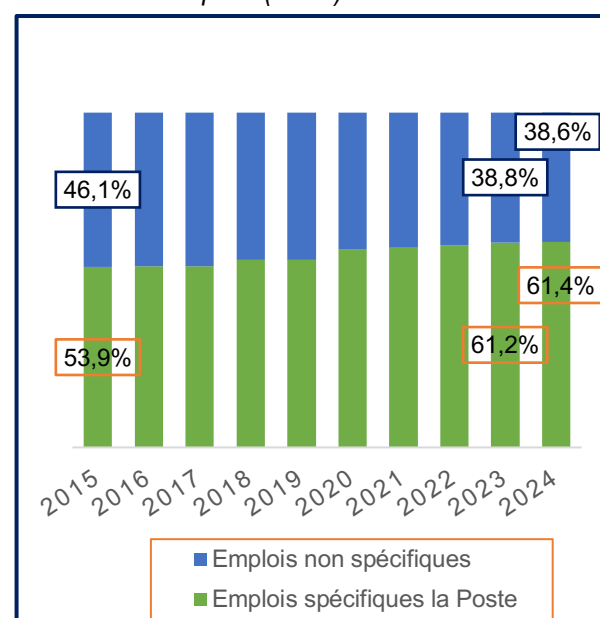
Graphique 6 : Evolution du personnel de LA POSTE BF par sexe de 2016 à 2024 (Nombre)



Graphique 7 : Personnel de LA POSTE BF par catégorie en 2024



Graphique 8 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon les emplois (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE.

1.2.2 L'Agence Nationale de Promotion des TIC (ANPTIC)

Points saillants :

- + Hausse de 10% du personnel de l'ANPTIC en 2024 ;
- + Proportion moyenne du personnel féminin de 21,0% entre 2015 et 2024 malgré un décuplement sur la période.

Commentaire général

L'effectif du personnel de l'ANPTIC enregistre une tendance à la hausse, passant de 20 à 88 agents entre 2015 et 2024 avec un pic de 100 atteint en 2020. Il ressort donc une augmentation globale de 68 agents sur la période correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 17,9%.

Selon les emplois, cet effectif est passé de 11 à 52 agents pour les emplois spécifiques au domaine du numérique, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 18,8%, sur la période 2015-2024. Il en est de même pour les emplois non spécifiques au domaine du numérique qui ont augmenté en moyenne de 16,7% par an. Les emplois spécifiques prédominent sur les emplois non spécifiques sur la période avec un poids moyen de 64,5%.

Quant à l'évolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC par sexe, on note une prédominance du personnel masculin avec une moyenne de 79,0% sur la période 2015-2024. Néanmoins, on constate que l'effectif du personnel féminin a été multiplié par 10, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 29,2% sur la période.

Au cours des deux dernières années, l'effectif du personnel de l'Agence a enregistré une hausse de 8 agents en 2024 imputable exclusivement au personnel spécifique. En ce qui concerne la répartition par sexe de ce supplément d'agents, il est composé de 7 de sexe masculin et de 1 de sexe féminin.

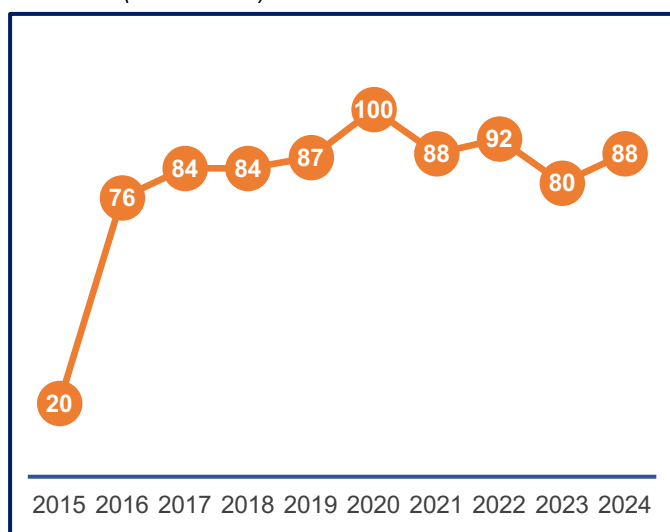
En 2024, sur les 88 agents de l'ANPTIC, 52 ont un profil lié au domaine du numérique. Cet effectif est dominé par les agents de la catégorie A (47,7%) suivi de la catégorie B (38,6%). La catégorie E (3,4%) est la moins représentée. S'agissant de la répartition par sexe en 2024, l'ANPTIC compte 20 femmes, soit 22,7% de l'effectif total.

Tableau 3 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe

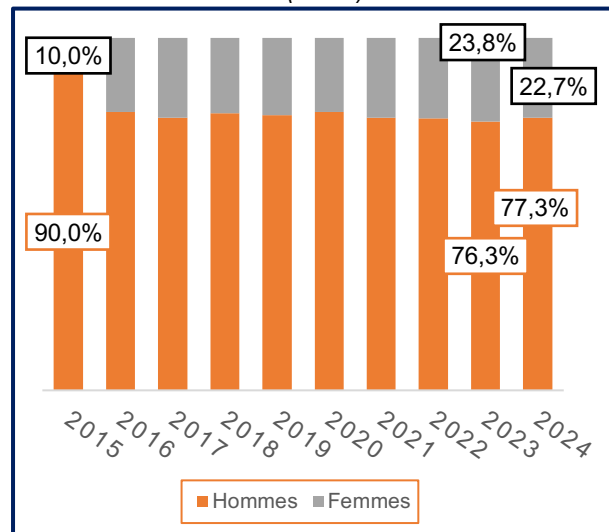
Sexe	Personnel en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Hommes	68	50	277,8%	7	11,5%	15,9%
Femmes	20	18	900,0%	1	5,3%	29,2%
Ensemble	88	68	340,0%	8	10,0%	17,9%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE.

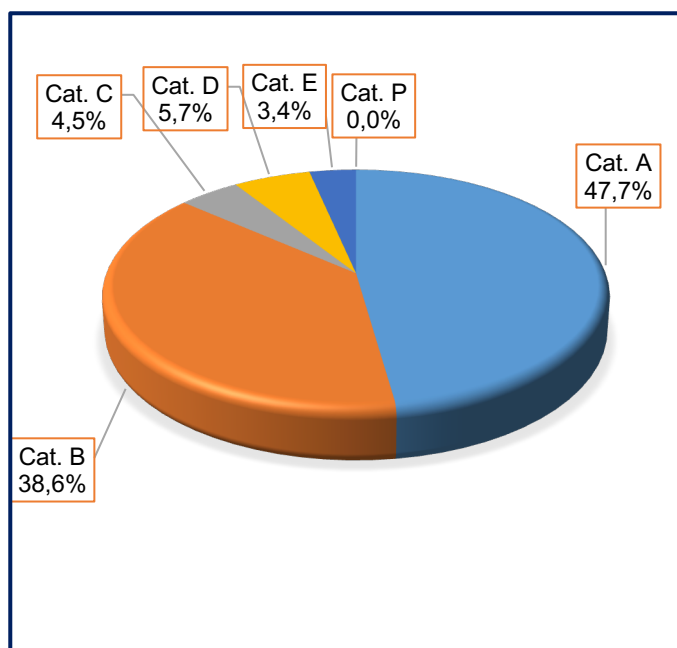
Graphique 9 : Evolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC (En nombre)



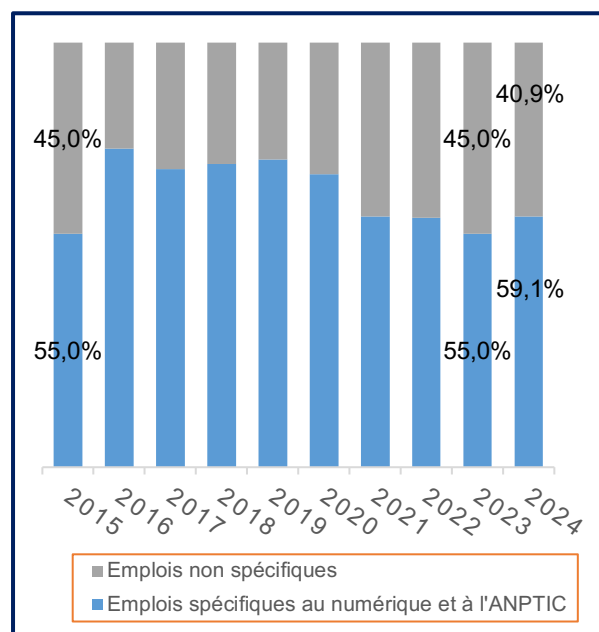
Graphique 10 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe (En %)



Graphique 11 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par catégorie en 2024



Graphique 12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

1.2.3 Evolution du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie

Points saillants :

- + *Tendance globale à la baisse de l'effectif du personnel des opérateurs sur la période 2015-2024 imputable essentiellement à ONATEL SA ;*
- + *25,2% de personnel féminin employé par les opérateurs en 2024.*

Commentaire général :

Cette partie analyse l'évolution du personnel des opérateurs de téléphonie que sont ORANGE BF SA, ONATEL SA et TELECEL FASO SA.

L'effectif du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie est passé de 1 327 agents en 2015 à 1 185 agents en 2024. Cet effectif affiche une tendance à la baisse, avec une régression de 142 agents sur la période et un taux d'accroissement annuel moyen négatif de 1,3%. Cette baisse générale est induite par ONATEL SA et s'explique par les départs à la retraite, les démissions, la faiblesse des effectifs de recrutement externe et le recours à la sous-traitance. Malgré cette situation, le personnel de ONATEL SA reste largement supérieur aux effectifs des deux autres opérateurs. Suivant l'évolution de l'effectif du personnel des opérateurs par sexe, on constate une régression globale du personnel féminin de 7,7% et 11,7% pour le personnel masculin sur la période 2015-2024.

En 2024, l'effectif du personnel des opérateurs est de 1185 agents, soit une baisse de 7 agents par rapport à 2023 dont 5 de sexe féminin. Cette variation résulte essentiellement d'une diminution de 26 agents de ONATEL SA.

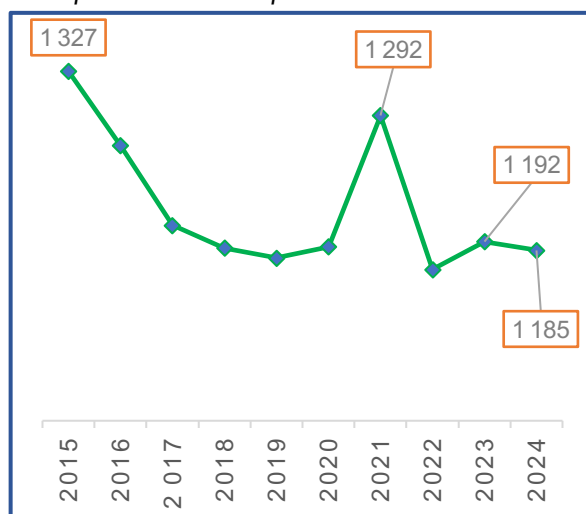
Sur l'ensemble du personnel en activité des opérateurs de réseau de téléphonie en 2024, on dénombre 584 agents pour ONATEL SA, 385 agents pour ORANGE BURKINA FASO SA et 216 agents pour TELECEL FASO SA. Concernant la répartition par sexe, on enregistre 299 agents de sexe féminin soit 25,2% et 886 de sexe masculin, soit 74,8%. Suivant la répartition du personnel féminin par opérateur, il ressort que 36,8% du personnel féminin est issu de ORANGE BURKINA FASO SA ; 34,8% de ONATEL SA et 28,4% de TELECEL FASO SA.

Tableau 4 : Evolution du personnel des opérateurs selon le sexe

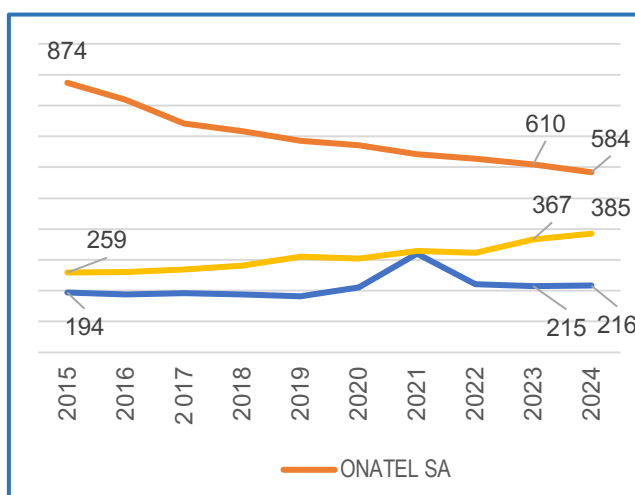
Opérateur	Personnel en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	584	-290	-33,2%	-26	-4,3%	-4,4%
TELECEL FASO SA	216	22	11,3%	1	0,5%	1,2%
ORANGE BF	385	126	48,6%	18	4,9%	4,5%
Ensemble	1 185	-142	-10,7%	-7	-0,6%	-1,2%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

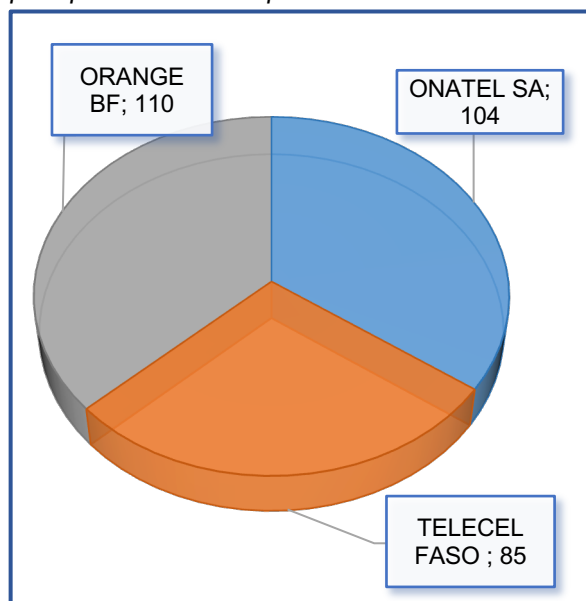
Graphique 13: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile



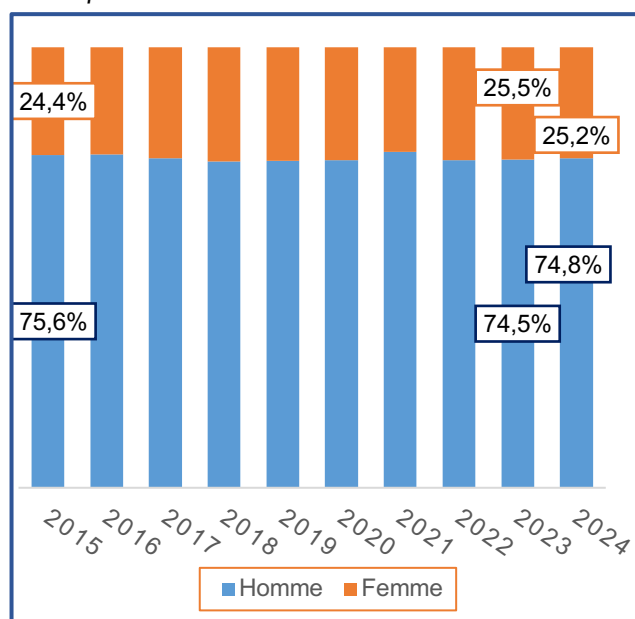
Graphique 14: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile par opérateur



Graphique 15 : Répartition du personnel féminin par opérateurs de téléphonie mobile en 2024



Graphique 16 : Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie mobile selon le sexe



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II. Ressources budgétaires

L'analyse des ressources budgétaires traite de l'évolution des ressources budgétaires des structures centrales et rattachées du MTDPCCE.

II.1 Évolution des ressources budgétaires des structures centrales du MTDPCCE

Points saillants :

- ✚ 45,8% du budget global de 2024 alloué aux investissements ;
- ✚ 36,2% des ressources allouées aux investissements en 2024 proviennent des ressources propres de l'Etat ;
- ✚ Plus Faible dotation enregistrée en 2024 (6,8 milliards de FCFA)

Commentaire général :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques bénéficie non seulement des ressources du budget de l'Etat, mais aussi de celles des Partenaires techniques et financiers (PTF). Ces activités sont exécutées à travers quatre (04) programmes budgétaires que sont : (i) Développement d'infrastructures de communications électroniques (DICE) ; (ii) Transformation et écosystème numériques (TEN) ; (iii) Appui au sous-secteur postal (ASSP) et (iv) Pilotage et soutien aux structures du ministère (PSSM). Cette section traite de la dotation et de l'exécution budgétaire.

➤ Dotation budgétaire

De 2015 à 2024 les ressources budgétaires allouées au ministère ont évolué en dents de scie avec un pic en 2020 (32,1 milliards de FCFA) et la plus faible dotation est enregistrée en 2024 (6,8 milliards de FCFA). Au cours de cette période, les dotations du ministère ont connu une régression globale de l'ordre de 37,5% avec un taux d'accroissement moyen annuel des ressources budgétaires négatif de 5,1%.

L'analyse des dotations budgétaires du ministère par catégorie de dépenses révèle que les dépenses en capital représentent chaque année en moyenne 78,4% du budget total du ministère sur la période 2015-2024, avec toutefois un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 10,8%. Pour ce qui est du financement extérieur, il représente en moyenne chaque année 73,0% des dépenses en capital. Quant aux dépenses ordinaires (courantes), elles représentent en moyenne 21,6% des dotations budgétaires sur la période 2015-2024.

Au titre des deux dernières années, les crédits alloués au ministère sont passés de 7,8 milliards de FCFA en 2023 à 6,8 milliards de FCFA en 2024, soit une baisse de 13,3% imputable aux dépenses de transferts courants et d'investissements. En effet, la dotation des transferts courants est passée de 766,7 millions de FCFA à 472,3 millions de FCFA, soit une régression de 38,4% due à une réduction² des crédits destinés

² En 2023, le ministère a bénéficié d'une inscription budgétaire de plus de 300 millions pour l'apurement des arriérés de paiement des factures du PAV et du BFIX.

au paiement des frais d'écoulement du trafic internet du RESINA vers le PAV et le BFIX. La baisse des investissements de 1,7 milliards de FCFA entre 2023 et 2024, s'explique essentiellement par des ouvertures de crédits opérés à l'occasion de la loi de finances rectificative en vue de la prise en charge des dossiers non aboutis de l'exercice antérieur.

En 2024, les dotations budgétaires du MTDPCE étaient de 6,8 milliards de FCFA. Les dépenses en capital représentent 45,8% et les dépenses courantes 54,2% de ce montant. La répartition des dotations par programme budgétaire (hors financement extérieur) en 2024 fait ressortir un relatif équilibre entre les différents programmes budgétaires opérationnels du ministère. En effet, les dotations budgétaires des programmes « DICE », « TEN » et « ASSP » représentent respectivement 22,1%, 19,3% et 22,0% des dotations budgétaires du ministère. En ce qui concerne le « PSSM », il représente 36,6% des dotations. Cette proportion est supérieure à la norme de 25% établie pour les programmes budgétaires de pilotage.

➤ Exécution du budget

Les taux d'exécution sont calculés en rapportant les dépenses exécutées aux dotations. Les financements extérieurs sont pris en compte aussi bien dans les dotations que dans l'exécution.

En ce qui concerne donc l'exécution du budget, les taux ont connu une évolution en dents de scie avec une moyenne de 67,3% sur la période 2015-2024. Le taux d'exécution le plus élevé est observé en 2020 avec 98,6% et le plus faible en 2015 avec 32,0%.

Au titre des deux dernières années, le taux de consommation des crédits alloués au ministère est passé de 83,8% en 2023 à 71,8% en 2024, soit une régression de 11,9 points. Cette régression s'explique par les facteurs suivants :

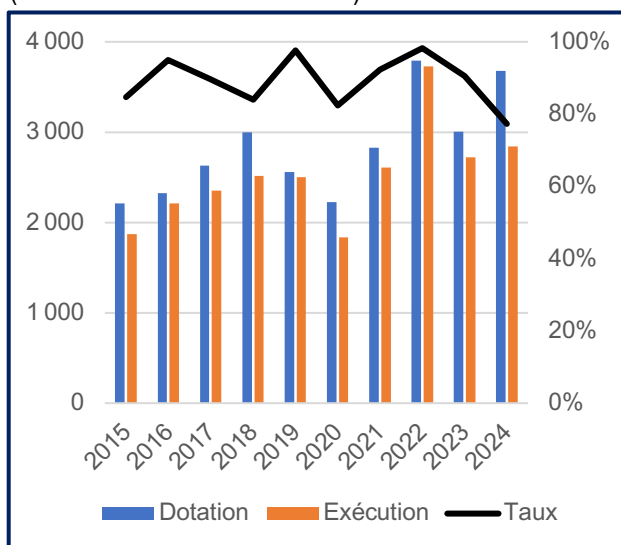
- la non-liquidation avant la clôture des opérations budgétaires de plusieurs marchés passés au profit du RESINA ;
- l'incidence salariale inemployée de 103 personnes qui n'ont pas pu être recrutées ;
- le faible emploi des crédits relatifs aux charges d'eau, d'électricité et de téléphone en raison d'une inadéquation entre les prévisions budgétaires et les besoins réels du ministère.

Tableau 5 : Evolution des dotations budgétaires par catégorie de dépenses du MTDPC

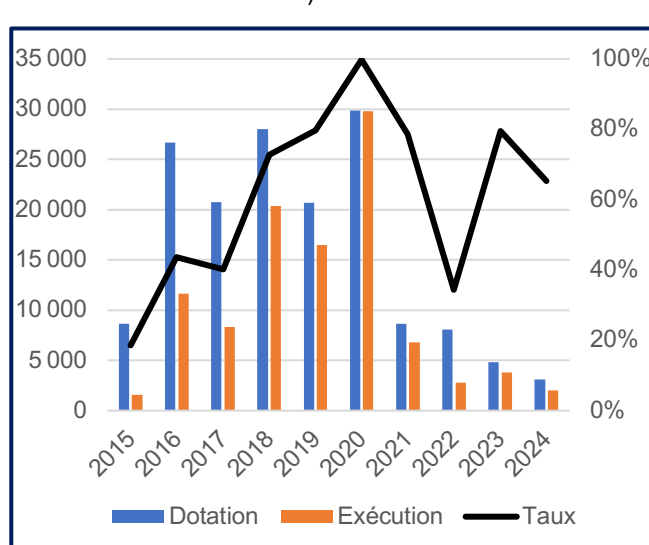
Catégorie de dépenses	Dotations en 2024 (En millier de FCFA)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Dépenses courantes	3 675 577	1 466 800	66,4%	668 475	22,2%	5,8%
Dépenses en capital	3 100 858	-5 540 441	-64,1%	-1 708 901	-35,5%	-10,8%
Total	6 776 435	-4 073 641	-37,5%	-1 040 426	-13,3%	-5,1%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPC

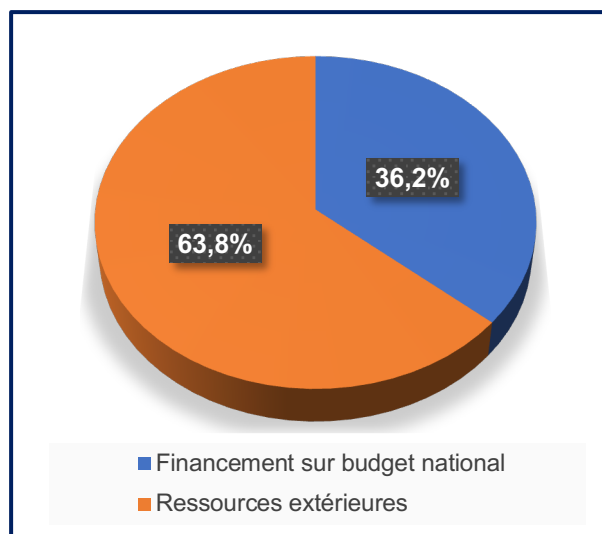
Graphique 17 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses courantes du MTDPC (En millions de FCFA et en %).



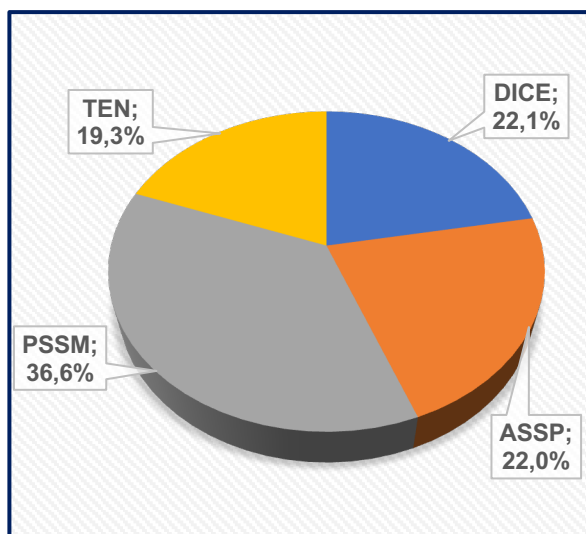
Graphique 18 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses en capital du MTDPC (En millions de FCFA et en %).



Graphique 19 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2024



Graphique 20 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2024 (hors financements extérieurs)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPC

II.2 Évolution des ressources budgétaires des structures rattachées

II.2.1 Évolution du budget de l'ANPTIC

Points saillants :

- + Régression de 7,1% des ressources budgétaires en 2024 imputable aux subventions ;
- + Hausse des recettes propres de 21,5% par rapport à 2023.

Commentaire général :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) mobilise ses ressources propres mais bénéficie aussi de la subvention de l'Etat et des financements de partenaires techniques et financiers. Cette section fait l'analyse des ressources et de l'exécution budgétaire.

➤ Ressources budgétaires

De 2015 à 2024, les ressources budgétaires de l'ANPTIC sont passées de 683 millions de FCFA à 3,8 milliards de FCFA, avec un pic de 19,4 milliards en 2018. Au cours de cette période, les ressources de l'ANPTIC ont donc connu une forte hausse, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 20,9%.

Par nature de ressources budgétaires, les recettes propres de l'Agence connaissent une tendance haussière passant de 428 millions de FCFA à 2,9 milliards de FCFA avec un taux d'accroissement moyen annuel de 23,8% sur la même période. Quant aux subventions de l'Etat, elles ont évolué de 255 millions de FCFA en 2015 à 842 millions de FCFA en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 14,2%.

Au cours des deux dernières années, les ressources globales de l'ANPTIC sont passées de 4,1 milliards de FCFA en 2023 à 3,8 milliards de FCFA en 2024, soit une régression de 7,1%. Cette régression pourrait s'expliquer par la diminution des crédits budgétaires au niveau des départements ministériels principaux clients de l'ANPTIC.

Sur la même période, les recettes propres de l'ANPTIC ont connu une hausse de 21,5% pour s'établir à 2,9 milliards de FCFA en 2024, soit 77,6% du budget global de l'ANPTIC.

S'agissant des subventions de l'Etat, elles sont passées de 1,6 milliard de FCFA en 2023 à 842 millions en 2024, soit une baisse de 48,8%. La baisse du montant de la subvention en 2024 s'explique par le respect du principe selon lequel les dépenses d'investissement ne peuvent pas faire l'objet de transfert. En effet, en 2023, à titre exceptionnel, des crédits avaient été mis à la disposition de l'ANPTIC pour le renforcement et la maintenance du RESINA.

En 2024, les recettes propres et les subventions de l'Etat représentent respectivement 77,6% et 22,4% des ressources budgétaires de la structure.

➤ **Exécution budgétaire**

• **Prévisions budgétaires**

De 2015 à 2024, les prévisions budgétaires de l'ANPTIC sont passées de 727,9 millions de FCFA à 4,9 milliards de FCFA, avec un pic de 20,2 milliards en 2018, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 23,5%.

Par nature de dépenses budgétaires, les dépenses d'investissement de l'ANPTIC demeurent la principale composante avec un poids moyen de 57,9% sur la période 2015-2024. Quant aux dépenses de fonctionnement et de personnel, elles représentent respectivement en moyenne 35,9% et 6,2% des prévisions budgétaires sur la période.

Au cours des deux dernières années, les prévisions budgétaires de l'ANPTIC sont passées de 6,0 milliards de FCFA en 2023 à 4,9 milliards de FCFA en 2024, soit une régression de 27,4% imputable à l'ensemble des natures de dépenses.

En 2024, les prévisions budgétaires de l'ANPTIC sont composées de 65,8% de dépenses de fonctionnement ; 10,7% de dépenses de personnel et de 23,5% de dépenses d'investissements.

• **Exécution des dépenses**

De 2015 à 2024, l'ANPTIC a exécuté en moyenne 8,6 milliards de FCFA de dépenses par an.

L'évolution du taux d'exécution budgétaire de l'ANPTIC est ressortie en moyenne à 86,0% sur la période 2015-2024. Entre 2023 et 2024, ce taux est passé de 57,8% à 72,6% soit une progression de 14,7 points.

L'analyse par nature de dépenses fait ressortir des taux d'exécution moyens de 91,6% ; 76,2% et 84,2% respectivement pour les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement sur la période 2015-2024.

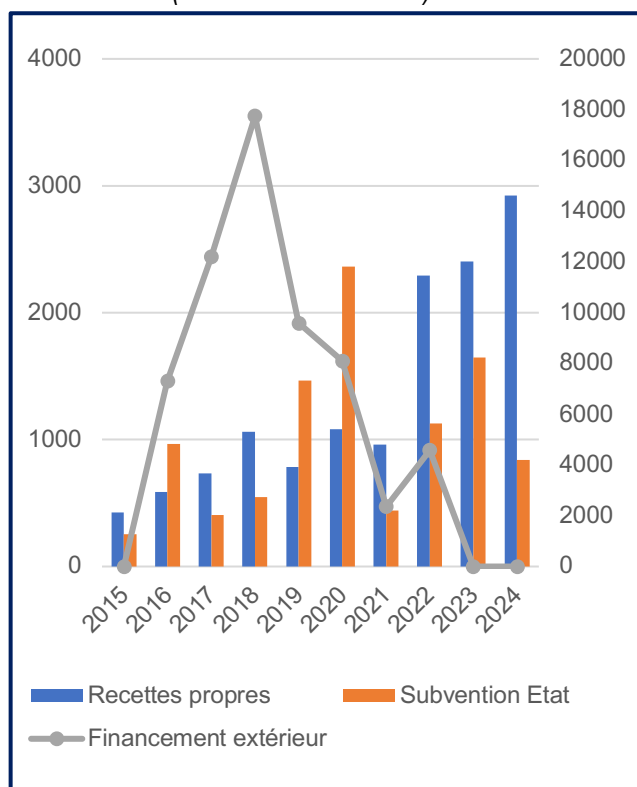
En 2024, les dépenses exécutées par l'ANPTIC d'un montant total de 3,5 milliards de F CFA se répartissent par nature de dépenses comme suit : 12,2% pour les dépenses de personnel ; 20,7% pour les investissements et 67,1% pour les dépenses de fonctionnement. Les taux d'exécution correspondant sont de 82,6% pour le personnel, 74,0% pour le fonctionnement et 64,0% pour les investissements.

Tableau 6 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de l'ANPTIC

Nature de dépenses	Ressources budgétaires en 2024 (En millions de FCFA)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Recettes propres	2 924	2 496	583,2%	518	21,5%	23,8%
Subvention Etat	842	587	230,2%	-804	-48,8%	14,2%
Financement extérieur	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Autres	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	#DIV/0!
Total	3 766	3 083	451,4%	-286	-7,1%	20,9%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE.

Graphique 21 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC selon les sources de financement entre 2015 et 2024 (en millions de F CFA)

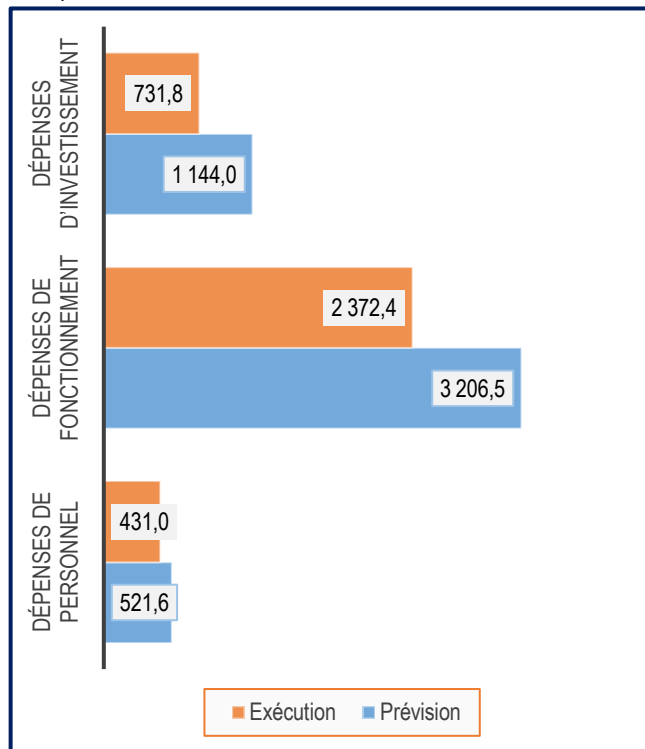


Graphique 22 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC entre 2015 et 2024 (En millions de F CFA)

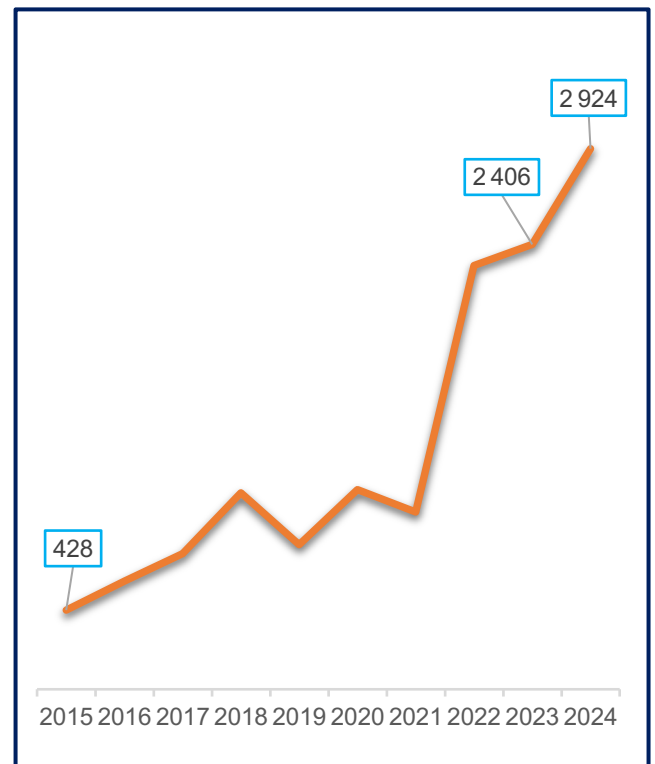


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE.

Graphique 23 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC en 2024 (En millions de F CFA)



Graphique 24 : Evolution des recettes propres de l'ANPTIC entre 2015 et 2024 (En millions de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II.2.2 Évolution du budget de LA POSTE BF

Points saillants :

- ✚ Hausse de 23 points du taux d'exécution du budget en 2024 ;
- ✚ 70,3% de dépenses de fonctionnement en 2024.

Commentaire général :

LA POSTE BF est une société d'Etat avec une autonomie de gestion. Elle est une structure rattachée au MTDPCF. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, elle fonctionne principalement sur ressources propres. L'analyse porte sur les ressources budgétaires et l'exécution des dépenses.

➤ **Ressources budgétaires**

Les ressources budgétaires de LA POSTE BF sont passées de 21,2 milliards de FCFA en 2015 à 33,9 milliards de FCFA en 2024 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 5,4%.

L'analyse par nature de ressources sur la période 2015-2024 montre que les recettes propres connaissent une tendance haussière, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 5,3%. Quant aux subventions de l'Etat, elles ont fortement augmenté passant de 1,1 million de FCFA en 2015 à 100 millions de FCFA en 2024. Il convient toutefois de relever que les années 2016, 2018, 2021 et 2022 n'ont enregistré aucune subvention. Les subventions enregistrées au titre des années 2023 et 2024 étaient destinées au fonctionnement de l'antenne nationale de l'Ecole Supérieure Multinationale des Télécommunications (ESMT).

Au titre des deux dernières années, les ressources de LA POSTE BF sont passées de 30,6 milliards de FCFA en 2023 à 33,9 milliards, soit une hausse de 11,0%. Pour ce qui est des recettes propres, elles ont enregistré une hausse de 11,9% passant ainsi de 30,2 à 33,8 milliards de FCFA.

En 2024, les ressources budgétaires de LA POSTE BF sont constituées de 99,6% de ressources propres, 0,3% de subventions et 0,1% d'autres ressources.

➤ **Exécution budgétaire**

• **Prévisions budgétaires**

De 2015 à 2024, les prévisions budgétaires de LA POSTE BF sont passées de 26,3 milliards de FCFA à 34,0 milliards de FCFA, avec un pic de 36,2 milliards en 2022, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 2,9%.

Par nature de dépenses budgétaires, les dépenses de fonctionnement de LA POSTE BF demeurent la principale composante avec un poids moyen de 67,0% sur la période 2015-2024. Quant aux dépenses d'investissement et de personnel, elles représentent respectivement en moyenne 11,4% et 22,9% des prévisions budgétaires sur la période.

Au cours des deux dernières années, les prévisions budgétaires de LA POSTE BF sont passées de 29,6 milliards de FCFA en 2023 à 34,0 milliards de FCFA en 2024, soit une progression de 14,8% imputable à l'ensemble des natures de dépenses.

En 2024, les prévisions budgétaires de LA POSTE BF sont composées de 64,7% de dépenses de

fonctionnement ; 22,9% de dépenses de personnel et de 12,4% de dépenses d'investissements.

- **Exécution des dépenses**

De 2015 à 2024, LA POSTE BF a exécuté en moyenne 31,1 milliards de FCFA de dépenses par an.

L'évolution du taux d'exécution budgétaire de LA POSTE BF est ressortie en moyenne à 105,7% sur la période 2015-2024. Entre 2023 et 2024, ce taux est passé de 75,8% à 98,8% soit une progression de 23,0 points.

L'analyse par nature de dépenses fait ressortir des taux d'exécution moyens de 113,8% ; 107,6% et 78,7% respectivement pour les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement sur la période 2015-2024.

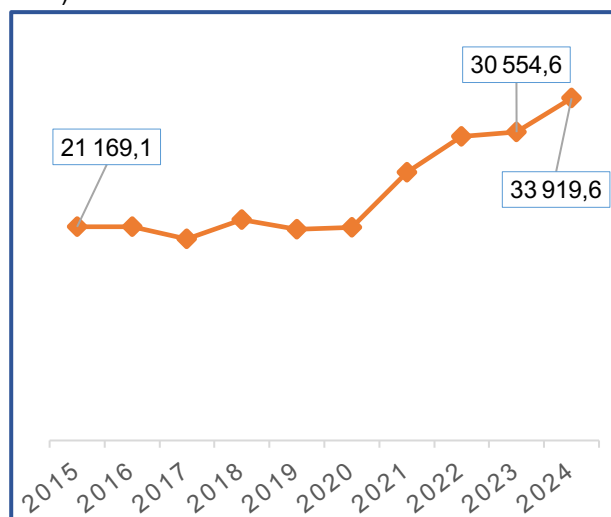
En 2024, les dépenses exécutées par LA POSTE BF d'un montant total de 33,6 milliards de CFA se répartissent par nature de dépenses comme suit : 22,4% pour les dépenses de personnel, 70,3% pour les dépenses de fonctionnement et 7,3% pour les investissements. Les taux d'exécution correspondant sont de 96,5% pour le personnel, 107,4% pour le fonctionnement et 58,1% pour les investissements.

Tableau 7 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de LA POSTE BF entre 2015 et 2024

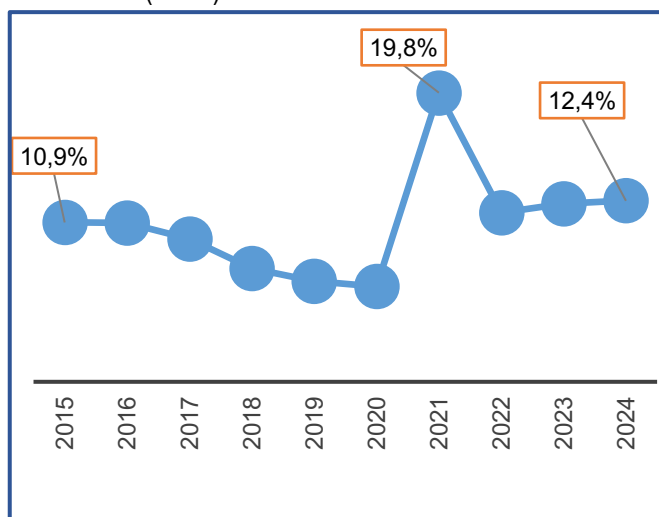
Nature de dépenses	Ressources budgétaires en 2024 (En millier de FCFA)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Recettes propres	33 796 809	12 630 827	59,7%	3 592 220	11,9%	5,3%
Subvention Etat	100 000	98 857	8648,9%	0	0,0%	64,4%
Financement extérieur	0	-1 956	-100,0%	-250 000	-100,0%	-100,0%
Autres	22 835	22 835	NA	22 835	NA	NA
Total	33 919 644	12 750 563	60,2%	3 365 055	11,0%	5,4%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

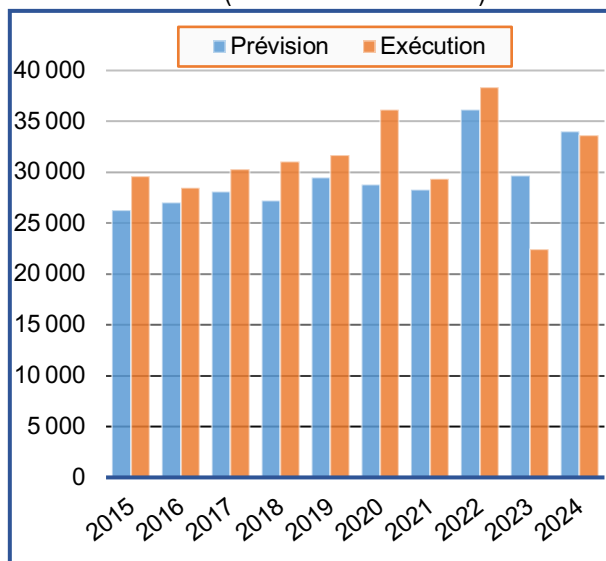
Graphique 25 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (En millions de F CFA)



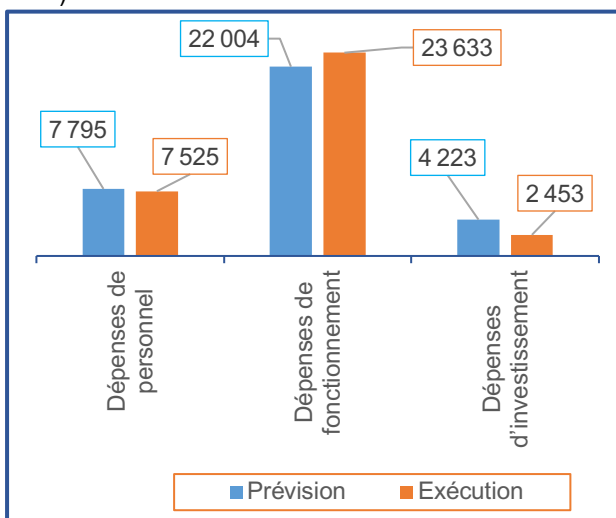
Graphique 26 : Evolution des parts allouées aux investissements dans le budget prévisionnel de LA POSTE BF (en %)



Graphique 27 : Evolution de l'exécution budgétaire de LA POSTE BF (En millions de F CFA)



Graphique 28 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF en 2024 (en millions de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Chapitre 2 : Données synoptiques

I. Données économiques

Points saillants :

- + Légère hausse de 0,7% de la valeur ajoutée des Postes et Télécommunications à prix courant entre 2023 et 2024 ;
- + Contribution moyenne de 2,5% du secteur des Postes et Télécommunications au PIB sur la période 2015-2024 ;
- + Baisse de 0,2 point de la part contributive des Postes et Télécommunications entre 2023 et 2024.

Commentaire général :

Cette partie traite de la valeur ajoutée des Postes et Télécommunications à prix courant ainsi que la contribution du secteur des postes et télécommunications au Produit Intérieur Brut (PIB).

La valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant est passée de 198,6 milliards de FCFA en 2015 à 279,0 milliards de FCFA en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 3,8%. Malgré cette augmentation générale moyenne sur la période 2015-2024, cet indicateur a enregistré des baisses en 2018 (-3,5%) et en 2022 (-6,6%). Entre 2023 et 2024, on note une légère progression de l'indicateur de 0,7%, soit une augmentation de 1,9 milliard de FCFA.

En rapportant la valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant au PIB du Burkina Faso sur la période 2015-2024, il ressort qu'elle a contribué en moyenne à hauteur de 2,5% malgré une tendance générale à la baisse, imputable aux années 2018 (-0,3 point), 2020 (-0,2 point), 2022 (-0,4 point) et 2024 (-0,2 point). On note par ailleurs une stagnation de cette contribution d'une part, sur la période 2015-2017 et d'autre part entre 2020 et 2021. En 2024, la contribution du secteur des Postes et télécommunications a baissé de 0,2 point par rapport à 2023, malgré la hausse de sa valeur ajoutée.

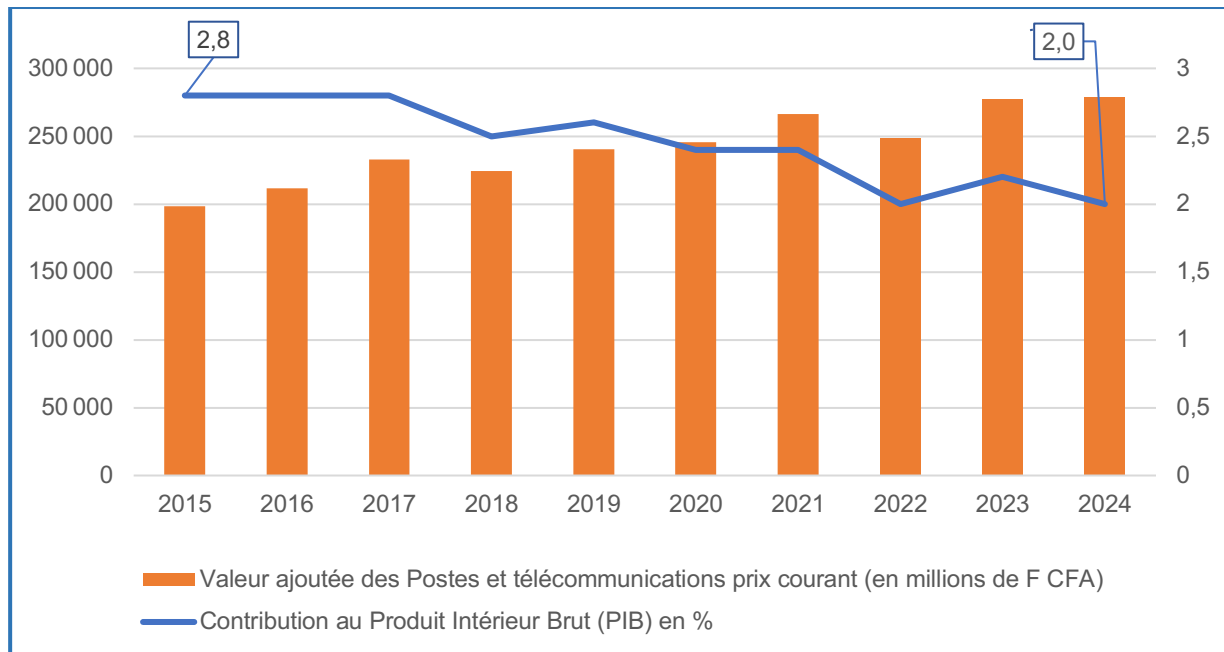
Notes méthodologiques :

Produit Intérieur Brut (PIB) du Burkina Faso : C'est un indicateur économique qui mesure la valeur totale de la richesse annuelle produite par les agents économiques résidents au Burkina Faso.

Valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant : C'est un indicateur économique qui mesure la valeur ou la richesse créée par le secteur des postes et télécommunications au cours d'une période donnée.

Part des Postes et télécommunications dans le Produit Intérieur Brut (PIB) : Rapport entre la valeur ajoutée des postes et télécommunications et le PIB du Burkina Faso.

Graphique 29 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications
(en millions de FCFA et en %)



Source : DGEPI/AP, décembre 2024

II. Ressources énergétiques

Points saillants :

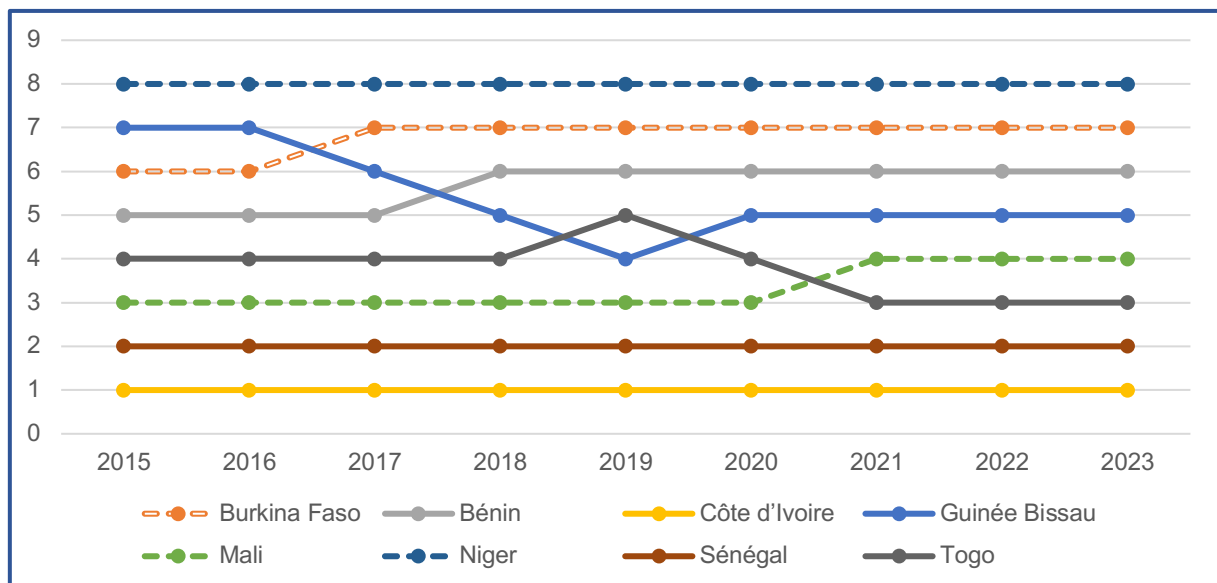
- ✚ Stagnation du Burkina Faso à la 7^{ème} place depuis 2017 en termes d'accès à l'électricité dans l'espace UEMOA ;
- ✚ 4^{ème} et 8^{ème} places occupés respectivement par le Mali et le Niger en 2023 en termes d'accès à l'électricité dans l'espace UEMOA.

Commentaire général :

Cette section traite du taux d'accès à l'électricité au Burkina Faso, du Mali, du Niger et dans les autres pays de l'UEMOA. Les données sont issues de la base de données du système d'information énergétique de l'UEMOA (SIE-UEMOA).

Sur la période 2015-2023, le Burkina Faso occupe en moyenne le 7^{ème} rang en termes d'accès à l'électricité dans l'espace UEMOA. En 2023, ce classement reste inchangé, le pays ne dépassant que le Niger. Pour la même année, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo occupent respectivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} place. Quant au Mali, il occupe la 4^{ème} place.

Graphique 30 : Évolution du classement des pays de l'UEMOA en termes de taux d'accès à l'électricité de 2015 à 2023.



Source : SIE-UEMOA, novembre 2025

III. Technologies

Points saillants :

- ✚ Le Burkina Faso occupe en moyenne le 6^{ème} rang sur la période 2015-2022 en termes de taux de pénétration de la téléphonie fixe dans l'UEMOA ;
- ✚ Le Burkina Faso occupe en moyenne le 3^{ème} rang sur la période 2015-2022 en termes de taux de pénétration de la téléphonie mobile dans l'UEMOA.

Commentaire général

Cette partie analyse les taux de pénétration de la téléphonie fixe et de la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA.

➤ Proportion des abonnements pour 100 habitants (Taux de pénétration de la téléphonie fixe)

Il convient de noter que la Guinée-Bissau n'a pas fourni de données sur toute la période. Quant au Niger, ce sont les données des années 2018 et 2023 qui ne sont pas disponibles. Pour le Burkina Faso, ce sont les données de 2023 qui ne sont pas disponibles. Par ailleurs, étant donné l'indisponibilité de données de quatre (4) pays sur huit (8), l'analyse portera sur la période de 2015 à 2022.

Entre 2015 et 2022, le taux de pénétration de la téléphonie fixe du Burkina Faso est passé de 0,4% à 0,3%, soit une régression de 0,1 point sur la période. En moyenne sur la période, le pays occupe le 6^{ème} rang sur 7, les données de la Guinée Bissau n'étant pas disponibles.

Au sein de l'UEMOA en 2022, il apparaît que la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal avec respectivement 0,9%, 1,3% et 1,7% sont les pays qui présentent les meilleurs taux de pénétration de la téléphonie fixe tandis que le Bénin avec 0,01% a le plus faible taux. Le Burkina occupe le 5^{ème} rang sur 7 pays concernés.

➤ Proportion des abonnements de la téléphonie mobile pour 100 habitants (taux de pénétration à la téléphonie mobile)

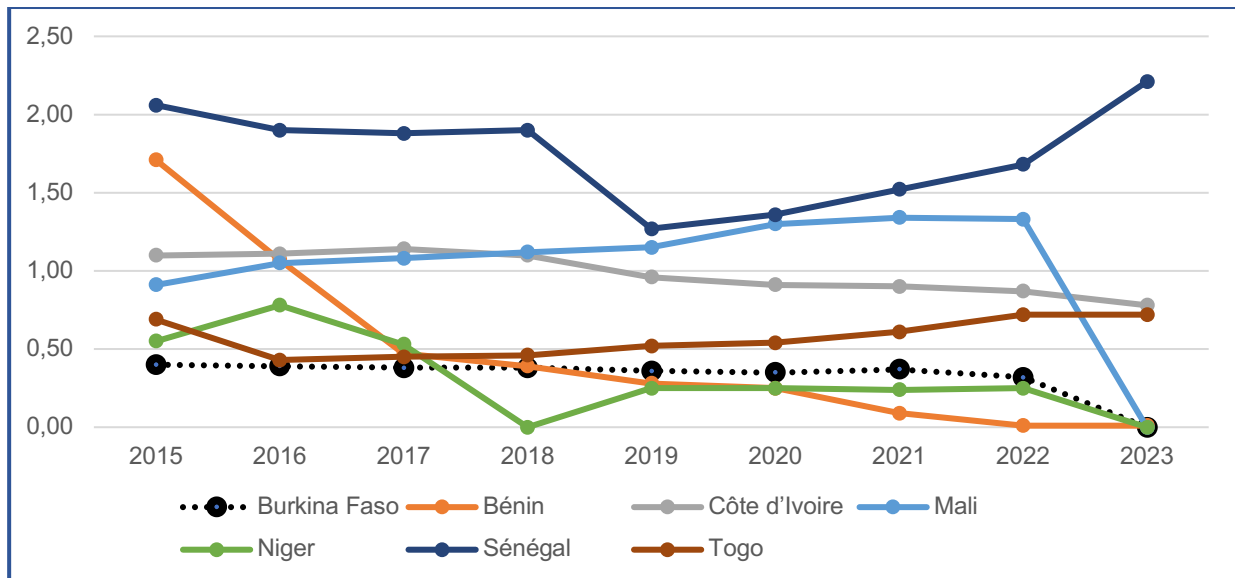
Du fait de l'indisponibilité des données pour le Burkina Faso en 2023, l'analyse portera sur la période 2015-2022.

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile du Burkina Faso a connu une hausse continue sur la période 2015-2022, passant de 76,9% en 2015 à 119,5% en 2022, soit une hausse de 42,5 points sur la période. C'est en 2020 que le pays franchit pour la première fois le cap de 100% de taux de pénétration de la téléphonie mobile, signifiant que le nombre d'abonnements actifs sur le territoire est supérieur à la population du pays.

Au sein de l'UEMOA sur la période 2015-2022, le Burkina Faso enregistre un taux de pénétration moyen de la téléphonie mobile de 96,7%, le plaçant au 3^e rang tandis que la Côte d'Ivoire occupe le premier rang avec un taux moyen de 128,9%.

En 2022, au sein de l'UEMOA, le Burkina Faso a un taux de pénétration à la téléphonie mobile supérieur à celui du Togo (72,2%), du Bénin (105,7%), du Mali (112,1%) et du Sénégal (118,2%) ; mais inférieur à celui de la Guinée-Bissau (125,9%) et de la Côte d'Ivoire (161,2%).

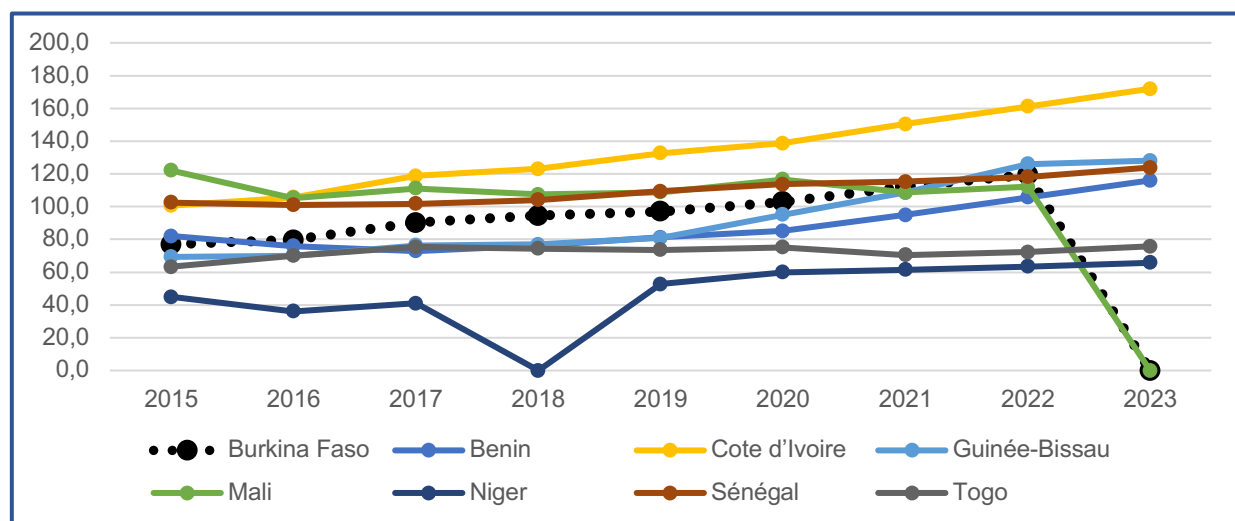
Graphique 31 : Evolution comparée du taux de pénétration à la téléphonie fixe dans les pays de l'UEMOA de 2015 à 2023 (%).



Source : The World Bank, World development indicators, janvier 2025

NB : Données non disponibles pour le Niger en 2018 et 2023 ainsi que pour le Burkina Faso et pour le Mali en 2023.

Graphique 32 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie mobile dans les pays de l'UEMOA de 2015 à 2023 (%).



Source : The World Bank, World development indicators, janvier 2025.

NB : Données non disponibles pour le Niger en 2018 et pour le Burkina Faso et le Mali en 2023.

Chapitre 3 : Communications électroniques

Le secteur des communications électroniques au Burkina Faso compte 11 opérateurs titulaires de licences individuelles en fin 2024. Selon l'objet de ces licences, ces opérateurs se regroupent comme suit :

- ✓ Trois (3) opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public ;
- ✓ Quatre (4) opérateurs de réseaux de fibre optique ;
- ✓ Deux (2) opérateurs de réseaux d'infrastructures passives ;
- ✓ Un (1) opérateur de réseau de radiodiffusion numérique terrestre ;
- ✓ Un (1) opérateur de réseau de transport de capacité.

Le tableau ci-dessous présente la liste des opérateurs et les dates d'attribution des licences en cours d'exploitation :

Tableau 8 : Liste des opérateurs titulaires de licences individuelles en 2024

	Opérateurs titulaires de licences individuelles	Objet des licences individuelles	Date d'attribution des licences en cours d'exploitation
1	ONATEL SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	21/06/2020
2	TELECEL FASO SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	27/05/2020
3	ORANGE BURKINA FASO SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	27/05/2020
4	GVA BURKINA	Réseau en fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès à Internet	11/10/2019
5	Virtual Technologies and Solutions (VTS)	Réseau en fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès à Internet	04/02/2021
6	SONABEL	Réseau en fibre optique pour la fourniture de capacités de transmission	08/04/2020
7	BRIDGE FIBER SOLUTIONS (BFS)	Réseau à fibre optique	03/11/2022
8	PAV BURKINA	Transport de capacité	28/11/2017
9	ATC Burkina Faso	Infrastructures passives	06/09/2021
10	LORYNE SA	Infrastructures passives	22/12/2022
11	Société Burkinabè de Télédiffusion (SBT)	Réseau de radiodiffusion numérique terrestre	21/06/2016

Source : ARCEP

I. Réseaux de téléphonie fixe

Points saillants :

- ✚ Multiplication par plus de 8 des abonnements à la téléphonie fixe de ORANGE BF SA entre 2016 et 2024 ;
- ✚ Baisse continue du parc global des abonnements à la téléphonie fixe filaire malgré une forte disponibilité de la capacité des commutateurs locaux de ONATEL SA.

Commentaire général :

Cette section présente les évolutions enregistrées entre 2015 et 2024 des données concernant les parcs d'abonnements à la téléphonie fixe et les capacités des commutateurs publics locaux.

Le service de téléphonie fixe est offert par ONATEL SA via les technologies filaire et radio (sans fil) et ORANGE BURKINA FASO SA via la technologie radio.

➤ Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe filaire

L'évolution du nombre de lignes de téléphonie fixe filaire de ONATEL SA sur la période 2015-2024 se caractérise par une baisse continue du fait de la substitution du fixe par le mobile dans l'usage des services de téléphonie.

Le nombre de lignes téléphoniques fixes filaires est passé de 132 947 en 2015 à 47 089 en 2024 soit une réduction globale de 85 858 lignes correspondant à une baisse moyenne annuelle de 10,9%. Cette diminution est plus remarquable entre 2020 et 2021 où le parc est passé de 131 154 à 56 220 suite à un apurement du parc effectué par l'opérateur, en lien avec la non utilisation du service par les utilisateurs. La tendance baissière s'est poursuivie en 2024 avec une diminution de 14,6% du parc par rapport à 2023.

➤ Evolution du parc global des abonnements actifs à la téléphonie fixe (filaire et radio) de 2016 à 2024

Les abonnements à la téléphonie fixe sont offerts par ONATEL SA et ORANGE BURKINA FASO SA.

Sur la période 2016-2024, le nombre total de lignes téléphoniques fixes (filaire et radio) actives s'est inscrit globalement à la baisse en passant de 76 468 à 74 902, soit un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 0,3%. Cette évolution globale cache une tendance à la hausse observée sur la période 2016-2023 imputable à ORANGE BURKINA FASO SA qui a vu son parc se multiplier par plus de 9 en passant de 741 à 6 965.

Cependant, le nombre de lignes de téléphonie fixe filaire active a baissé de 6 816 entre 2023 et 2024 (est passé de 81 518 en 2023 à 74 902 en 2024) soit une régression de 8,3% imputable essentiellement à ONATEL SA (-5853). Cette baisse s'explique principalement par la migration des abonnés fixes vers la fibre optique (Fiber to the home FTTH).

➤ Evolution des capacités des commutateurs publics locaux de ONATEL SA

La capacité des commutateurs publics locaux de ONATEL SA (exprimée en nombre d'abonnés) est passée de 231 161 en 2015 à 195 016 en 2024, soit un taux d'accroissement annuel moyen négatif de 1,9 %. En 2024, une légère hausse de 0,5 % a toutefois été enregistrée par rapport à 2023.

L'évolution sur la période 2015–2024 se décompose en trois phases principales :

- 2015–2020 : une croissance soutenue, avec une progression moyenne annuelle de 4,6 %, portant la capacité à 302 555 abonnés en 2020 ;
- 2020–2021 : une forte contraction de 43,3%, ramenant la capacité à 171 493 abonnés, due principalement à l'abandon de la technologie CDMA ;
- 2021–2024 : une reprise modérée, marquée par une croissance moyenne annuelle de 13,7 %, permettant d'atteindre 195 016 abonnés en 2024.

En outre en 2024, la capacité des commutateurs locaux publics est de 195 016 pour un nombre effectif d'abonnements à la téléphonie fixe filaire de 47 089.

Notes méthodologiques

Une ligne téléphonique principale fixe active : C'est une ligne téléphonique fixe qui a relié l'équipement terminal de l'abonné au réseau public commuté et qui dispose d'un accès individualisé dans l'équipement de commutation téléphonique au moins une seule fois au cours des trois (3) derniers mois.

Le parc d'abonnements fixes : est le nombre des abonnements actifs à un réseau fixe. Il s'agit des abonnements ayant émis ou reçus un trafic au cours des trois derniers mois.

Le commutateur local public : est un équipement qui établit des connexions temporaires entre deux abonnés.

La capacité d'un commutateur local public : est le nombre d'abonnés que le commutateur peut raccorder.

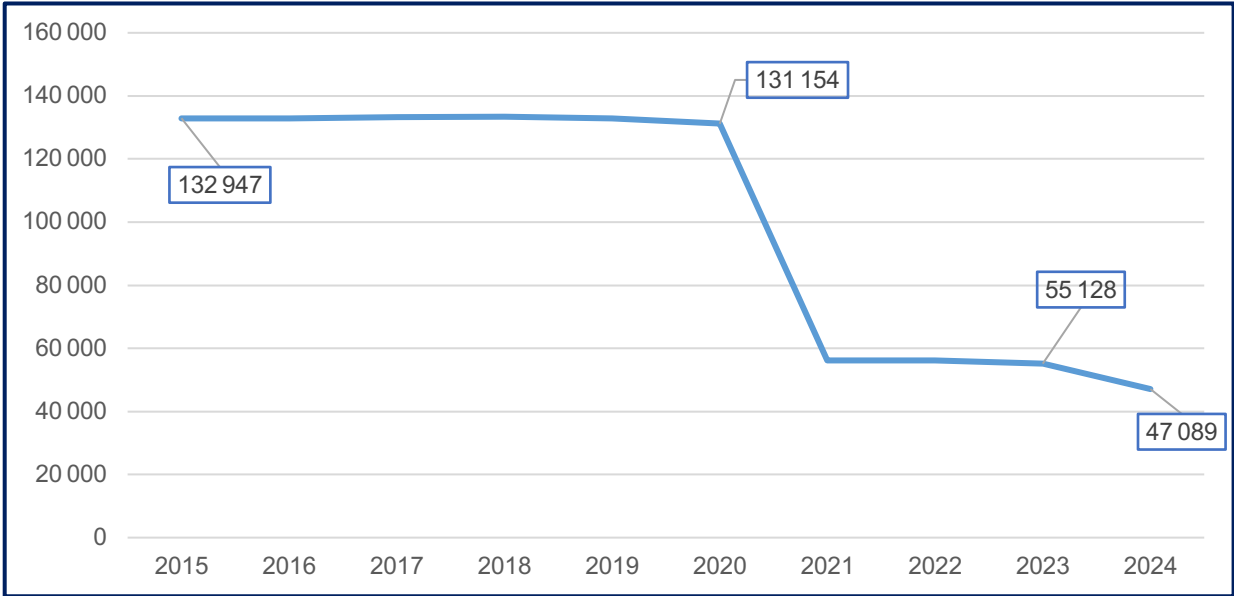
CDMA : Code Division Multiple Access (en français, accès multiple par répartition en code).

Tableau 9 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe active

Opérateur	Nombre de lignes téléphoniques principales fixes en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2016		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2016
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ORANGE-BF	6 002	5 261	710,0%	-963	-13,8%	29,9%
ONATEL SA	68 900	-6 827	-9,0%	-5 853	-7,8%	-1,2%
Ensemble	74 902	-1 566	-2,0%	-6 816	-8,3%	-0,3%

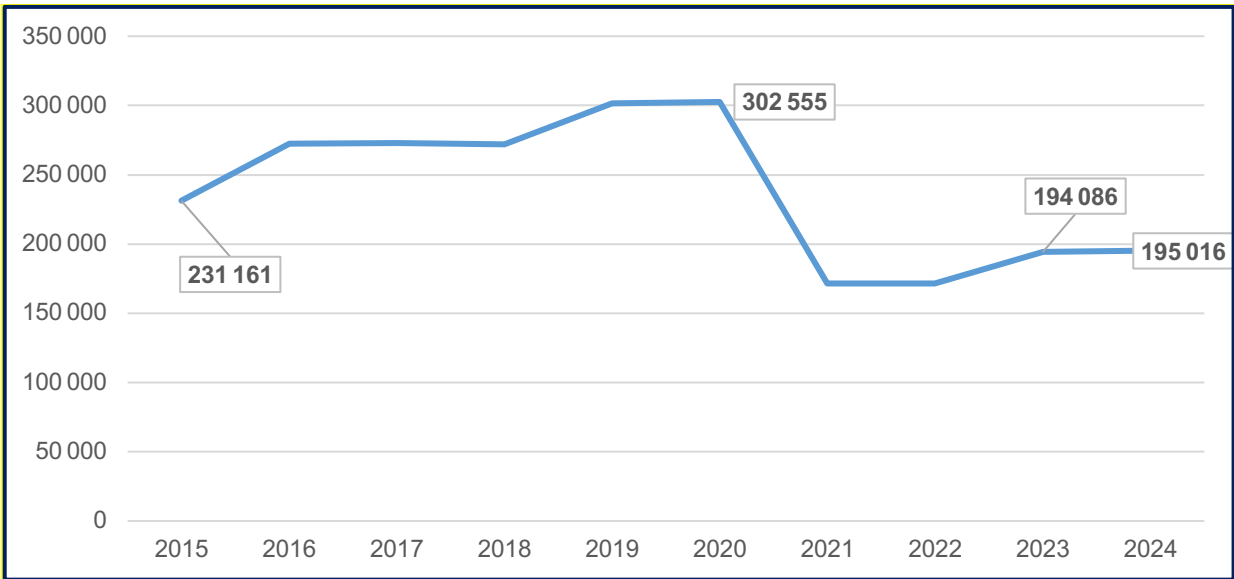
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 33 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 34 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux par région de ONATEL SA Burkina (en nombre d'abonnés)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTD PCE

II. Réseaux de téléphonie mobile

Points saillants :

- ✚ *Accroissement de 7,2% l'an du parc global des abonnements à la téléphonie mobile de 2015 à 2024 ;*
- ✚ *Accroissement de la couverture de la population en 4G de 32,4 points de pourcentage entre 2019 et 2024 ;*
- ✚ *Accroissement de la couverture du territoire en 4G de 38,9 points de pourcentage entre 2019 et 2024.*

Commentaire général

Cette section présente l'évolution des abonnements à la téléphonie mobile, le taux de pénétration ainsi que la couverture du territoire et de la population par les technologies 2G, 3G et 4G.

➤ Evolution du parc global des abonnements à la téléphonie mobile

L'avènement de la téléphonie mobile contribue à l'amélioration de la communication entre les communautés.

Au Burkina Faso, trois (03) opérateurs se partagent le marché de la téléphonie mobile : ONATEL SA, ORANGE BURKINA FASO SA et TELECEL FASO SA. Au cours de la dernière décennie, le parc total des abonnements mobiles s'est accru en moyenne de 7,2% l'an (14 715 643 en 2015 et 27 518 972 en 2024).

Cette hausse globale du parc s'explique entre autres par l'extension des couvertures ainsi que la densification des réseaux de téléphonie, l'accessibilité aux terminaux à moindre coût, la technologie des objets connectés, le multi-siming (un abonné avec plusieurs abonnements), la baisse des tarifs réels, la croissance démographique, l'adoption et la diffusion des services de monnaie électronique.

La progression entre 2023 et 2024 est de 2,9% pour le parc global à la téléphonie mobile prépayée et postpayée. Ce parc global des abonnements actifs en 2024 est réparti comme suit par opérateur : 12 023 406 pour ONATEL SA, 12 699 823 pour ORANGE BURKINA FASO SA et 2 795 743 pour TELECEL FASO SA.

➤ Evolution du taux de pénétration à la téléphonie mobile

Le taux de pénétration à la téléphonie mobile représente le rapport entre le nombre d'abonnements et la population nationale. La forte croissance du parc a amélioré le taux de pénétration (télédensité) de la téléphonie mobile. Ce taux qui était de 79,8% en 2015 a atteint 117,1% en 2023 puis 117,3% en 2024.

La répartition de ce taux en 2024 par opérateur est la suivante : 51,4% pour ONATEL SA, 54,0% pour ORANGE BURKINA FASO SA et 11,9% pour TELECEL FASO SA.

➤ **Evolution de la couverture du territoire et de la population par les différentes technologies**

❖ **Couverture du réseau 2G**

— **Couverture de la population en 2G**

Sur la période 2018-2024, le taux de couverture de la population en technologie 2G a enregistré sa plus faible valeur (91,4%) en 2019 et sa plus forte valeur (93,1%) en 2023. Ce taux a régressé de 0,1 point entre 2023 et 2024.

Le taux de couverture de la population en 2G en 2024 se présente comme suit pour chacun des trois opérateurs :

- 86,0% pour ONATEL SA ;
- 85,0% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 72,0% pour TELECEL FASO SA.

— **Couverture du territoire en 2G**

Sur la période 2018-2024, le taux de couverture du territoire en technologie 2G a enregistré sa plus faible valeur (79,8%) en 2019 et sa plus forte valeur (84,1%) en 2023. Ce taux a régressé de 0,1 point entre 2023 et 2024.

Le taux de couverture du territoire en 2G en 2024 par opérateur se présente comme suit :

- 74,0% pour ONATEL SA ;
- 72,0% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 58,0% pour TELECEL FASO SA.

❖ **Couverture du réseau 3G**

— **Couverture de la population en 3G**

Entre 2018 et 2024, la couverture de la population en réseau 3G a connu une nette progression passant de 48,4% à 80,3%, soit une augmentation globale de 31,9 points de pourcentage. La progression enregistrée entre 2023 et 2024 est de 0,7 point de pourcentage.

En 2024, la couverture de la population pour chaque opérateur en technologie 3G se présente comme suit :

- 62,5 % pour ONATEL SA ;
- 78,3 % pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 33,6% pour TELECEL FASO SA.

— **Couverture du territoire en 3G**

La couverture du territoire en réseau 3G est passée de 23,7% en 2018 à 66,3% en 2024 soit une hausse de 42,6 points de pourcentage. Entre 2023 et 2024, ce taux a progressé de 0,8 point de pourcentage.

La couverture du territoire par opérateur en technologie 3G se présente comme suit en 2024:

- 46,0% pour ONATEL SA ;
- 63,4% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 13,1% pour TELECEL FASO SA.

❖ Couverture du réseau 4G

— Couverture de la population en 4G

Lancée officiellement en 2019 au Burkina Faso, la technologie 4G a connu globalement une progression notable de son taux de couverture de la population, passant de 34,4 % en 2019 à 66,8 % en 2024, soit une augmentation de 32,4 points de pourcentage. Toutefois, une légère baisse de 1,3 point a été enregistrée entre 2019 et 2020.

En 2024, la couverture en 4G a connu une hausse de 3,5 points de pourcentage par rapport à 2023.

Le taux de couverture de la population en 4G en 2024 se présente comme suit par opérateur :

- 54,7% pour ONATEL SA ;
- 62,3% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 11,3% pour TELECEL FASO SA.

— Couverture du territoire en 4G

Le taux de couverture du territoire en technologie 4G a enregistré une hausse continue passant de 11,4% en 2019 à 50,3% en 2024, soit une hausse globale de 38,9 points de pourcentage. Ce taux a progressé de 3,8 points entre 2023 et 2024.

Le taux de couverture du territoire en 4G par opérateur en 2024 se présente comme suit :

- 37,6% pour ONATEL SA ;
- 45,0% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 3,5% pour TELECEL FASO SA.

Notes méthodologiques

Le parc d'abonnements mobiles : c'est le nombre des abonnements à post paiement et à prépaiement actifs à un réseau mobile. Il s'agit des abonnements ayant émis ou reçus un trafic (voix, SMS, data) au cours des trois derniers mois.

Le taux de pénétration de la population ou télé densité : c'est le rapport entre le parc total des abonnements actifs de la téléphonie mobile et la population nationale en nombre d'habitants.

La couverture de la population en réseau 2G, 3G ou 4G : c'est le nombre d'habitants à la portée d'un signal 2G, 3G ou 4G respectivement, rapportés à la population totale du pays.

La couverture du territoire nationale en réseau 2G, 3G ou 4G : c'est la superficie du territoire couverte par un signal 2G, 3G ou 4G respectivement, rapportée à la superficie totale du territoire nationale.

Tableau 10 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie mobile active

Opérateur	Parc des abonnements en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	12 023 406	5 263 584	77,9%	460 390	4,0%	6,6%
ORANGE BF SA	12 699 823	7 238 713	132,6%	417 950	3,4%	9,8%
TELECEL-FASO SA	2 795 743	301 032	12,1%	-106 832	-3,7%	1,3%
Ensemble	27 518 972	12 803 329	87,0%	771 508	2,9%	7,2%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCÉ

III. Indicateurs d'accès à Internet

Points saillants :

- ✚ Augmentation du parc d'abonnements à Internet (mobile et fixe) de 6,3% entre 2023 et 2024 ;
- ✚ 83,0% de taux de pénétration à l'Internet (fixe et mobile) en 2024 ;
- ✚ 608 Gbps de la capacité de la bande passante internationale en 2024 ;
- ✚ 1,6 Go de consommation mensuelle par abonnement en 2024.

Commentaire général

Les indicateurs d'accès à Internet concernent le parc des abonnements, le taux de pénétration, le trafic et la capacité de la Bande passante internationale (BPI).

○ Evolution des abonnements à Internet (fixe + mobile)

Le parc global des abonnements actifs à Internet (fixe et mobile) a été multiplié par 7 passant de 2,8 millions en 2015 à 19,4 millions en 2024, ce qui correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 24,2%, essentiellement imputable au mobile.

En 2024, ce parc a progressé de 1,1 million d'abonnements, soit une hausse de 6,3% par rapport à 2023.

○ Evolution des abonnements à Internet fixe

L'accès à Internet fixe est offert par les opérateurs (ONATEL SA et ORANGE BURKINA FASO SA) et les FAI (GVA BURKINA, VTS, ...).

Le parc actif des abonnements à Internet fixe qui était de 15 767 en 2015 a atteint 202 596 en 2024. Cette progression a connu deux (02) grandes étapes :

- de 2015 à 2021, le parc est resté quasi-stationnaire variant entre 14 753 (2016) et 16 958 (2021) d'abonnements ;
- entre 2021 et 2024, le parc d'abonnements à Internet fixe a connu une très forte progression, passant de 16 958 à 202 596. Le nombre d'abonnements a considérablement augmenté de 88,4% entre 2023 et 2024. Cette augmentation s'explique notamment par l'extension du réseau FTTH.

○ Evolution des abonnements à Internet mobile

L'Internet mobile est offert par les opérateurs ONATEL SA, ORANGE BURKINA FASO SA et TELECEL FASO SA.

Le parc actif des abonnements à Internet mobile a été multiplié par 7 passant de 2,8 millions en 2015 à 19,2 millions en 2024. Cette augmentation correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 24,0%. La hausse enregistrée entre 2023 et 2024 est de 5,8%. La répartition du parc en 2024 par opérateur est la suivante : 51,0% pour ORANGE BURKINA FASO SA, 39,5% pour ONATEL SA et 9,5% pour TELECEL FASO SA.

La proportion de cartes SIM actives utilisant Internet est passée de 23,8% en 2016 à 69,9% en 2024, soit une progression de 46,1 points de pourcentage. En 2024, ce ratio par opérateur se présente comme suit : 65,2% pour TELECEL FASO SA ; 63,1% pour ONATEL SA et 77,3% pour ORANGE BURKINA FASO SA.

Le parc des abonnements à internet haut débit (3G, 4G et fixe³) a plus que doublé en trois (03) ans, passant de 6,3 millions en 2021 à 13,6 millions en 2024, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 29,3%. En 2024, les abonnements à Internet haut débit représentent 69,8% de l'ensemble des abonnements à Internet.

Evolution du taux de pénétration à l'internet (fixe et mobile)

L'évolution significative du parc d'abonnements à Internet (fixe et mobile) a permis de faire progresser le taux de pénétration à l'Internet de 15,0 % en 2015 à 83,0% en 2024, soit une variation globale de 68,0 points de pourcentage. Ce taux a progressé de 3 points entre 2023 et 2024.

Le taux de pénétration à l'Internet mobile de ONATEL SA est passé de 9,3% en 2016 à 32,4% en 2024 soit un gain de 23,1 points.

Sur le réseau ORANGE BURKINA FASO SA, le taux de pénétration à l'Internet mobile est passé de 9,8% en 2016 à 41,9% en 2024, soit un gain de 32,1 points.

Quant à TELECEL FASO SA, son taux de pénétration à l'Internet mobile est passé de 0,1% en 2016 à 7,8 % en 2024 soit un gain de 7,7 points.

➤ Evolution du trafic Internet mobile

Le volume total du trafic Internet des réseaux mobiles a plus que décuplé en quatre (04) ans, passant de 27,4 millions de Go en 2020 à 367,9 millions de Go en 2024. Cet accroissement soutenu du trafic de la Data mobile s'explique par l'extension et la densification des réseaux 4G depuis 2019, la multiplicité des offres promotionnelles, l'accessibilité des terminaux mobiles compatibles, la technologie des objets connectés et la diversification croissante des usages.

En 2024, le volume total du trafic Internet au Burkina Faso a atteint 367,9 millions de Go, soit une consommation moyenne de 1,6 Go par mois et par abonnement. La répartition de ce trafic entre les trois principaux opérateurs se présente comme suit :

- ORANGE Burkina Faso SA détient la part la plus importante avec 56,1% du trafic Internet, avec une consommation mensuelle moyenne de 1,9 Go par abonnement ;
- ONATEL SA capte 31,3% du trafic, avec une consommation mensuelle moyenne par abonnement de 1,2 Go ;
- TELECEL Faso SA représente 12,5 % du trafic, mais enregistre la consommation moyenne la plus élevée avec 2,3 Go par abonnement.

➤ Evolution de la capacité de la bande passante internationale

La capacité de la bande passante achetée aux fournisseurs à l'International a évolué de 11 Gbps en 2016 à 275 Gbps en 2023 pour atteindre 608 Gbps en 2024. Cette forte progression s'explique par l'augmentation de la capacité de l'ensemble des opérateurs qui ont diversifié leurs fournisseurs.

La capacité disponible par opérateur en fin 2024 est de 270 Gbps pour VTS, 221 Gbps pour ORANGE BURKINA FASO SA, 190 Gbps pour ONATEL SA, 140 Gbps pour GVA BURKINA, 27 Gbps pour TELECEL FASO SA et 10 Gbps pour PAV BURKINA.

Notes méthodologiques

Abonnement : une souscription aux services du réseau d'un opérateur de réseau mobile, matérialisée par l'activation d'une carte SIM à laquelle est associé un numéro d'appel.

Abonné : Personne (physique ou morale) qui reçoit et paye un service de communications électroniques pendant une certaine période en vertu d'un accord conforme aux modalités établies par le fournisseur de services et respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Parc des abonnements actifs d'Internet fixe ou mobile : le nombre des abonnements au réseau fixe ou mobile qui se sont connectés à internet au cours des trois derniers mois

Internet fixe : ici désigne l'accès à Internet fixe fourni via notamment l'ADSL la BLR, la fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH)

Internet haut débit : concerne la 3G, 4G, et l'internet fixe dont le débit est supérieur à 2 Mbps

Taux de pénétration à internet : est le rapport entre le parc des abonnements actifs à Internet et la population totale en nombre d'habitants

Bande passante internationale : est la quantité maximale (ou le débit) de transmission des données d'un pays vers le reste du monde

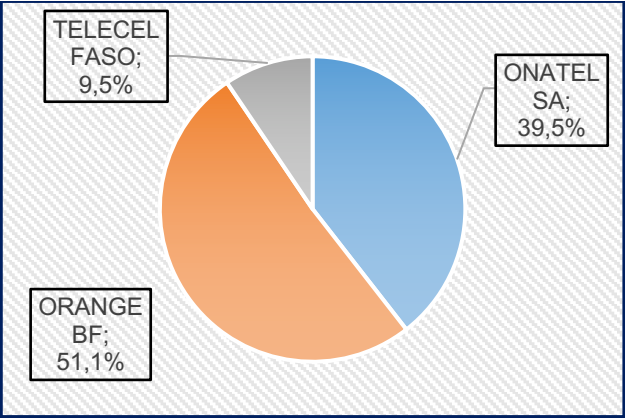
Trafic internet en Giga-octets : est le volume mesuré en Giga-octets en additionnant le volume des téléchargements (trafic descendant) et le volume des transferts de données (trafic montant) enregistrés sur un réseau donné (fixe ou mobile). Le trafic est mesuré au point d'accès de l'utilisateur final. Il exclut le trafic de gros, des domaines privés, de l'IPTV et le trafic de la télévision par câble.

Tableau 11 : Evolution du parc des abonnements à internet mobile et fixe

Types d'Internet	Parc des abonnements en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Internet Fixe (Opérateurs, GVA, VTS)	200 485	185 629	1249,5%	94 690	89,5%	33,5%
Internet Mobiles (Opérateurs)	19 228 436	16 462 925	595,3%	1 051 147	5,8%	24,0%
Internet Fixe (Autres FAI)	2 111	1 200	131,7%	376	21,7%	9,8%
Ensemble	19 431 032	16 664 610	602,4%	1 146 213	6,3%	24,2%

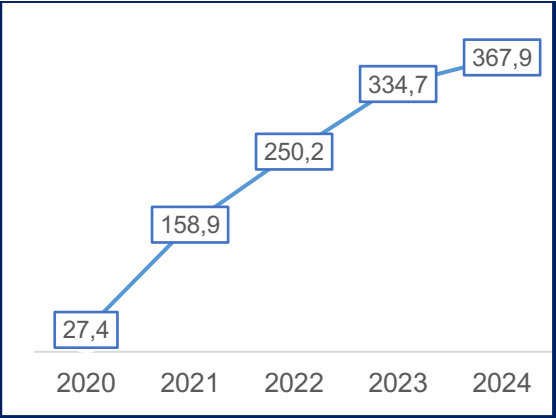
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 35 : Répartition du parc d'abonnements à internet mobile en 2024

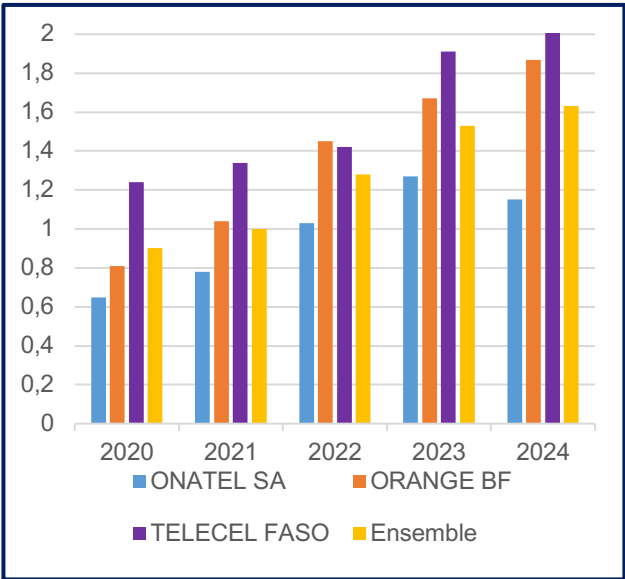


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 36 : Evolution du Trafic Internet sur les réseaux de téléphonie mobile (En millions de Go)

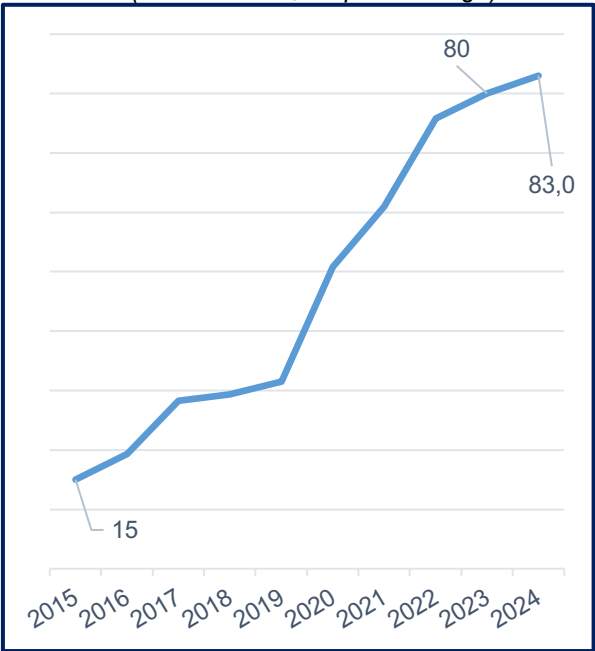


Graphique 37 : Evolution du trafic Internet moyen mensuel par abonnement en Go par opérateur entre 2020 et 2024

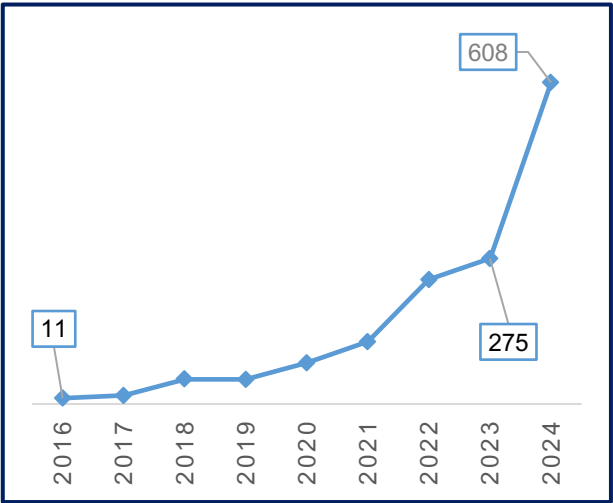


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 38 : Evolution du taux de pénétration à l'Internet (fixe et mobile, en pourcentage)

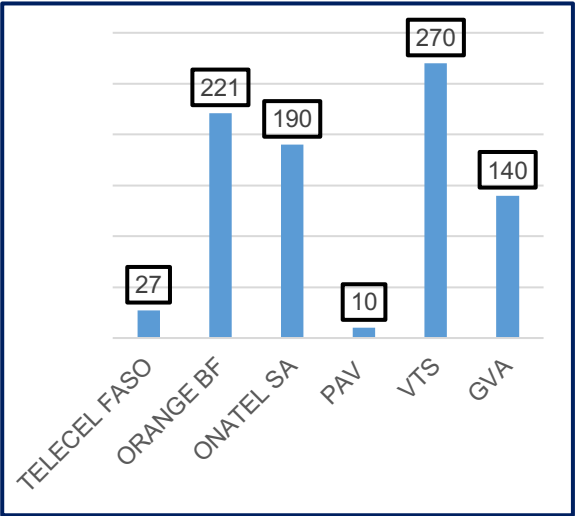


Graphique 39 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde)

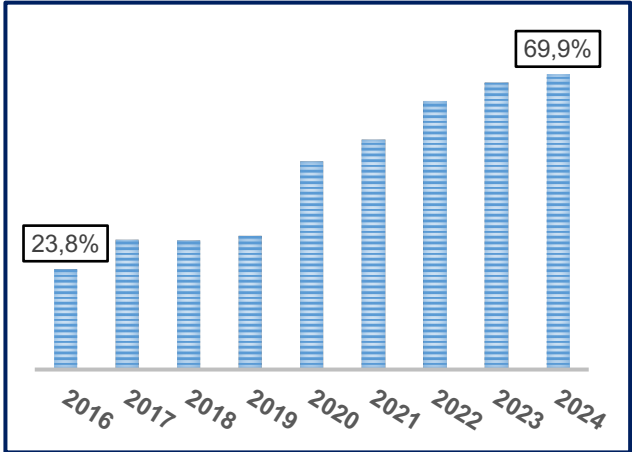


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

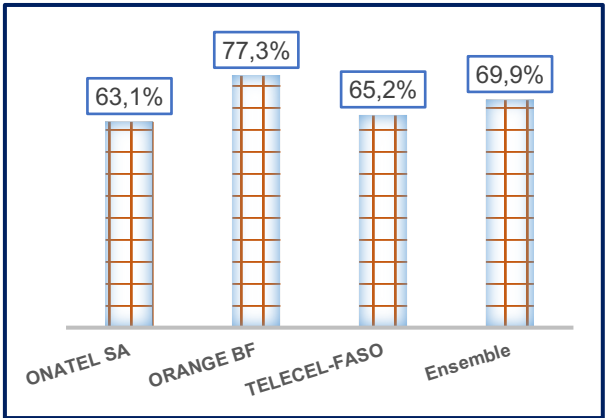
Graphique 40 : capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde) en 2024



Graphique 41 : Evolution du ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnement à la téléphonie mobile

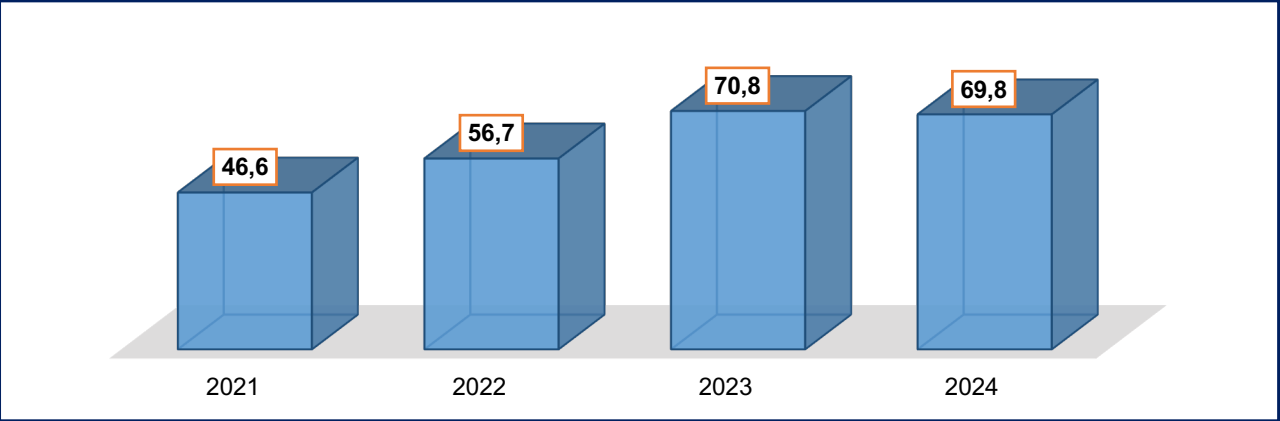


Graphique 42 : Ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile des opérateurs de la téléphonie mobile en 2024



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 43 : Proportion du parc Internet connecté au Haut débit (3G/4G ET FIXE) de 2021 à 2024 (en %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Chapitre 4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC

I. Infrastructures de communications électroniques

Points saillants :

- ✚ 11 291,5 km de linéaire de Fibre Optique disponibles au Burkina Faso en 2024 ;
- ✚ 3 026 bâtiments administratifs interconnectés au RESINA à fin 2024 ;
- ✚ 43 provinces sur 45 sont couvertes par le RESINA à fin 2024 ;
- ✚ 26 nouveaux serveurs effectifs dans l'administration à fin 2024.

Commentaire général

Cette partie traite de l'évolution du linéaire de la fibre optique, des Datacenters et pylônes déployés par le Ministère, des services du RESINA et de l'interconnexion des bâtiments administratifs au RESINA.

➤ **Fibre optique**

Le linéaire de fibre optique disponible au Burkina Faso a été multipliée presque par 6 passant de 1 901 km en 2015 à 11 291,5 km en 2024 avec une progression moyenne annuelle de 21,9%. Cette progression a été plus accentuée à partir de 2017 grâce à la mise en œuvre des projets PRICAO BF, PBNT et G-CLOUD. La longueur de la fibre optique n'a pas évolué entre 2023 et 2024. La longueur de fibre optique disponible en 2024 est composée de 7 253,9 km (64,2%) déployés par le privé et de 4 037,6 km (35,8%) par le public.

➤ **Evolution du nombre de datacenters, de pylônes déployés par le MTDPCE et de serveurs**

Le nombre de Datacenters mis en place par le ministère en charge des communications électroniques est de 5 depuis 2019. Celui des pylônes⁴ est passé de 13 en 2017 à 90 en 2024. On dénombre depuis 2022, huit (08) pylônes non fonctionnels du fait de l'insécurité.

Pour ce qui est du nombre de serveurs effectifs mis en service dans l'Administration par le MTDPCE, il est passé de 17 en 2015 à 23 en 2017. Aucun nouveau serveur n'a été installé entre 2017 et 2022 du fait de la mise en place de l'infrastructure CLOUD. Cependant, le nombre de serveurs a évolué de 10 en 2023 pour atteindre 33, puis de 26 en 2024 pour atteindre 59. Cette augmentation s'explique notamment par la montée en puissance du Cloud gouvernemental, la multiplication des services numériques et la nécessité d'assurer la sécurité et la redondance.

➤ **Evolution des services du RESINA**

Le nombre de provinces couvertes par le RESINA est passé de 11 en 2015 à 43 en 2024. Deux (02) provinces à savoir Pama et Sebba ne sont pas encore couvertes par le RESINA du fait de l'insécurité.

Pour ce qui est du nombre de types de services de réseaux utilisés au compte du ministère, il est passé de 5 en 2015 à 10 en 2024. Notons que ce nombre n'a pas évolué depuis 2020 du fait que les besoins essentiels sont couverts, et l'accent est dès lors mis sur la consolidation, la sécurisation et l'optimisation des services existants. Les types de services de réseaux utilisés au titre de l'année 2024 sont l'accès à Internet, la messagerie électronique professionnelle, l'exploitation des applications métiers, l'hébergement des sites web « Infrastructure as a Service (IaaS) », « Software as a Service (SaaS) », « Platform as a Service (PaaS) », la téléphonie sur IP, l'annuaire électronique, le contrôleur de domaine et la visioconférence.

⁴ Les pylônes servent de répéteur pour l'inter connexion entre les bâtiments.

➤ **Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés**

Le nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA par la Fibre Optique et la Technologie sans fil est passé de 1 052 en 2017 à 3 026 en 2024 avec une progression moyenne annuelle de 16,3%. Cette situation se présente comme suit : 900 bâtiments (29,7%) connectés par la fibre optique et 2 126 bâtiments (70,3%) par la technologie sans fil. Au titre de l'année 2024, de nouveaux bâtiments au nombre de 104 ont été connectés au RESINA dont 81 par la technologie sans fil.

Notes méthodologiques

Réseau fibre optique : c'est ensemble de fils (très fins en verre ou en plastique) reliés entre eux et à des équipements ayant la propriété de faire circuler des données numériques

Services du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA) : sont composés de l'Intranet et de l'Internet.

Cloud (nuage) : C'est un ensemble de serveurs informatiques distants, gérés par des fournisseurs, qui met à disposition des utilisateurs des ressources (stockage, puissance de calcul, logiciels) via Internet à la demande et selon l'usage.

Internet : C'est un réseau informatique mondial qui rend accessible au public des services divers et variés.

Intranet : C'est un réseau informatique privé utilisé par des employés d'une entreprise ou de toute autre entité organisationnelle et qui utilise les mêmes protocoles qu'Internet.

Le nombre de localités couvertes par le RESINA : correspond au nombre de chefs-lieux de provinces couverts

Tableau 12 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique

Projet/Structure	Longueur du réseau de fibre optique en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Public	4 037,6	3 997,6	9994,0%	0	0,0%	67,0%
Privé	7 253,9	5 392,9	289,8%	0	0,0%	16,3%
Ensemble	11 291,5	9 390,5	494,0%	0	0,0%	21,9%

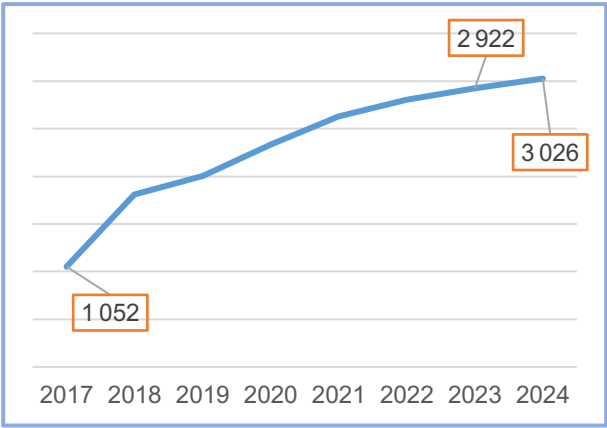
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Tableau 13 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs interconnectés au RESINA

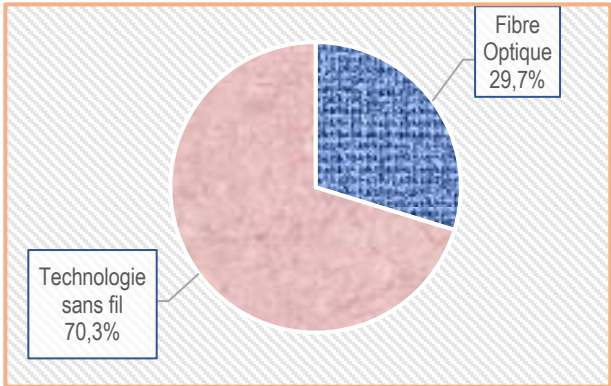
Indicateur	Bâtiments administratifs en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2017		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2017
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Fibre Optique	900	823	1068,8%	23	2,6%	42,1%
Technologie sans fil	2 126	1 151	118,1%	81	4,0%	11,8%
Ensemble	3 026	1 974	187,6%	104	3,6%	16,3%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 44 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA

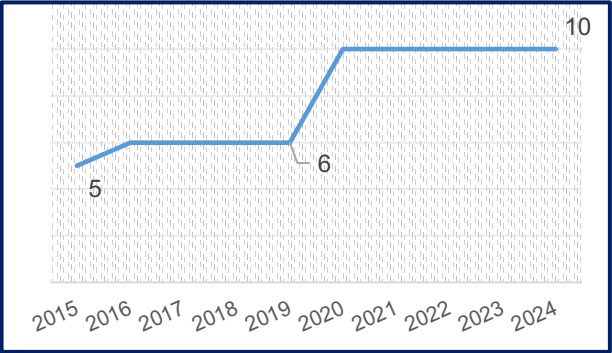


Graphique 45 : Répartition du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA selon le type de connexion en 2024

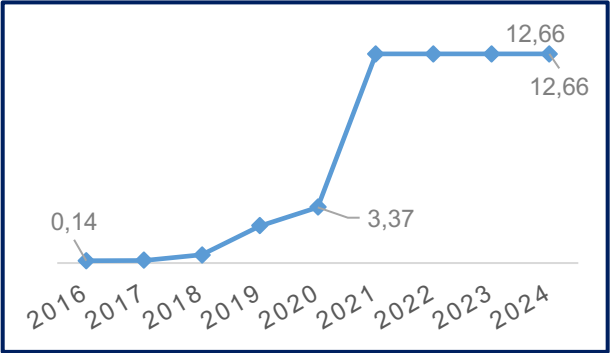


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 46 : Evolution du nombre de types de services réseaux utilisés



Graphique 47 : Evolution du débit de connectivité de l'administration (Gbps)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II. Promotion et usage des TIC

Points saillants :

- ✚ 474 ATI délivrés et 1 069 ATI valides en 2024 ;
- ✚ 5 679 noms de domaines « .bf » actifs en 2024.

Commentaire général

Cette section présente le débit de la connectivité de l'Administration, le point de la délivrance des agréments techniques en matière informatique (ATI) du MTDPCE, des noms de domaine « .bf », de la protection des données à caractère personnel, des plaintes traitées par la CIL, des missions de contrôle des traitements de données et des déclarations de traitements.

➤ Evolution du Débit de la connectivité de l'Administration

Le débit de la connectivité de l'Administration s'est nettement amélioré en passant de 0,14 Gbps en 2016 à 12,66 Gbps en 2021. Cette progression est très remarquable entre 2020 et 2021 avec un débit de connectivité qui a presque quadruplé passant de 3,4 Gbps à 12,66 Gbps. Cela, pour prendre en compte le déficit en matière de connectivité d'une part et à accompagner la politique de dématérialisation des actes administratifs entreprise par le gouvernement d'autre part. Ce débit n'a pas évolué depuis 2021.

➤ Evolution des agréments techniques en matière informatique

Les agréments techniques en matière informatique (ATI) sont octroyés par le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques dans les 5 domaines suivants :

- le domaine 1 (D1) : "vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques" ;
- le domaine 2 (D2) : "études, audits, assistance et conseil" ;
- le domaine 3 (D3) : "réseaux informatiques" ;
- le domaine 4 (D4) : "formation en informatique" ;
- le domaine 5 (D5) : "intégrateur de solutions informatiques".

Chaque domaine est subdivisé en trois (03) catégories selon l'ordre croissant A, B et C ; exception faite du domaine 5 qui a une catégorie particulière dite UNIQUE. L'ATI a une durée de validité de trois (03) ans à compter de la date de signature de l'arrêté d'octroi.

Les ATI délivrés annuellement par le MTDPCE ont évolué en dents de scie durant la période 2017 à 2024 variant de 62 agréments délivrés à 474. Entre 2023 et 2024, le nombre d'ATI délivrés a connu une hausse de 31,7%. Quant à la répartition des ATI délivrés selon le domaine en 2024, il ressort que le D1 vient largement en tête avec 359 ATI suivi de loin par le D5 avec 83 ATI et du D3 avec 27 ATI. Les domaines 2 et 4 enregistrent respectivement 4 et 1 ATI.

La répartition de l'ensemble des ATI délivrés en 2024 par région montre que la région du Centre occupe la première place avec 394 ATI octroyés suivie de la région des Haut-Bassins (23 ATI). Les régions du Centre-Ouest et de la Boucle du Mouhoun occupent les troisième et quatrième places avec respectivement 10 ATI et 9 ATI.

Concernant les ATI valides, on note une hausse continue entre 2017 et 2020 passant de 62 à 738, avant d'enregistrer une baisse pour atteindre 678 en 2022. De 2022 à 2024, Ce nombre a augmenté de 391 pour atteindre 1 069 ATI valides en 2024.

Quant à la répartition des ATI valides selon le domaine en 2024, elle a la même structure que celle des ATI délivrés avec en tête le domaine 1 (830) suivi du domaine 5 (169) et du domaine 3 (53). Les domaines 4 et 2 sont classés quatrième et cinquième avec respectivement 11 et 6 ATI valides.

➤ **Evolution du nombre de Noms de domaine « .bf »**

Sur la période 2015-2024, le nombre de noms de domaine « .bf » actifs est passé 1 021 à 5 679 en 2024 avec un taux de croissance moyen annuel de 21,01%. Le nombre de nouveaux noms de domaine « .bf » créés en 2023 et en 2024 est respectivement de 3 124 et 537.

➤ **Dépenses de communication téléphonique des ministères/institutions**

Les dotations en dépenses de communication téléphonique des ministères/institutions ont évolué en dents de scie de 5,9 milliards en 2019 à 7,5 milliards en 2024. Quant au taux d'exécution de ces dotations, il est de 74,3% en 2024 contre 98,4% en 2023 et 92,6% en 2022. Ce taux était de 100,0% en 2019.

➤ **Evolution du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC**

Au cours de la dernière décennie, 74 612 personnes ont été sensibilisées au bon usage des TIC au niveau national, soit en moyenne 7 461 personnes sensibilisées par an.

Le nombre de personnes sensibilisées est de 11 094 en 2023 contre 8 708 en 2024. Ces chiffres ne prennent pas en compte la population touchée par les messages diffusés par voie de presse, les communiqués, les jeux radiophoniques et en ligne, les émissions-débat radiophoniques et télévisuelles, les réalisations de téléfilms visant la promotion du droit à la protection des données à caractère personnel.

➤ **Evolution des plaintes traitées par la CIL**

Le nombre des plaintes traitées par la CIL a connu une variation relativement modérée sur la période 2015-2019. En effet, ce nombre est resté compris entre 17 et 32. A partir de 2020, il a connu une forte hausse en passant de 444 à 1 605 plaintes traitées en 2024.

➤ **Evolution des missions de contrôle de traitements des données**

L'évolution des missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées a connu une variation relativement modérée sur la période 2015-2021. En effet, cette évolution est restée comprise entre 5 (2016) et 19 (2021).

En 2024, le nombre de missions de contrôle se chiffre à 65 contre 127 en 2023.

➤ **Evolution du nombre de déclarations de traitements de données à caractère personnel**

Le nombre de déclaration de traitements de données à caractère personnel a varié en dents de scie de 31 à 208 sur la période 2015-2024, soit une progression de 177 de déclarations de traitements.

Notes méthodologiques

Déclaration de traitement : formalité selon laquelle un responsable de traitement porte à la connaissance de la CIL son projet de création d'un traitement de données à caractère personnel. Les différentes formalités applicables devant la Commission sont les suivantes : la demande de conseils, les déclarations simplifiées, les déclarations normales de traitement, les autorisations de mise en œuvre de traitement ou de transfert de données hors du Burkina et les demandes d'avis. Les formalités sont catégorisées selon la nature des données à traiter, les informations à fournir dans le dossier ou la qualité du responsable de traitement.

Plaintes traitées : plaintes enregistrées par la CIL et ayant fait l'objet d'instruction.

Agrément technique en matière informatique (ATI) : Reconnaissance des capacités techniques en matière informatique des entreprises régulièrement installées au Burkina Faso selon leurs domaines d'activité. Le but est d'assainir et de permettre aux entreprises de mener sereinement leurs activités en offrant des services de qualité selon les règles et normes nationales et internationales. Il est octroyé pour trois ans par arrêté du Ministre en charge du numérique.

Noms de domaine « .bf » : est l'ensemble des ordinateurs hébergeant des activités des sociétés ou des organismes ayant une certaine relation avec le Burkina Faso.

Tableau 14 : Indicateurs relatifs à la promotion et à la diffusion des TIC

Indicateurs	Total (2015 à 2024)	Moyenne	Variation entre 2023 et 2024
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	74 612	7 461	-2 386
Évolution des plaintes traitées par la CIL	5030	503	627
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	384	38	-62
Nombre de déclarations de traitements	870	87	106

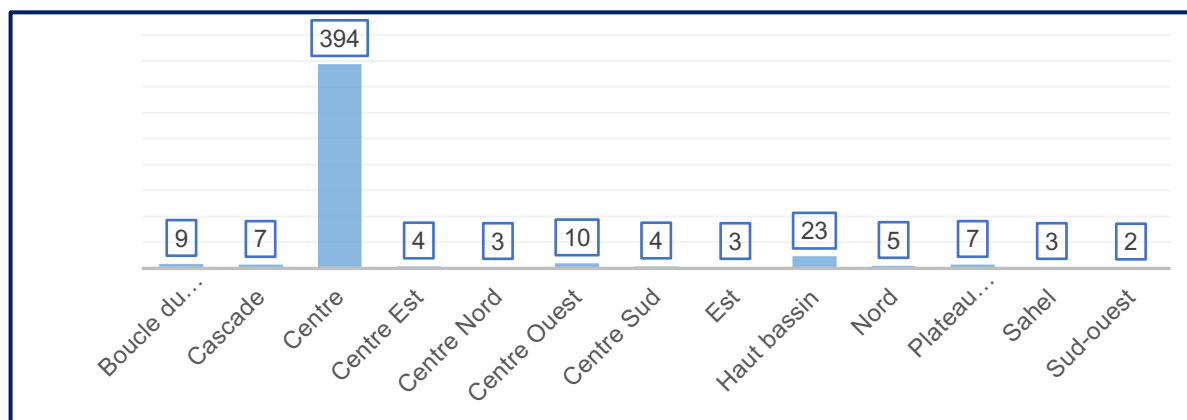
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Tableau 15 : Evolution du nombre de noms de domaines

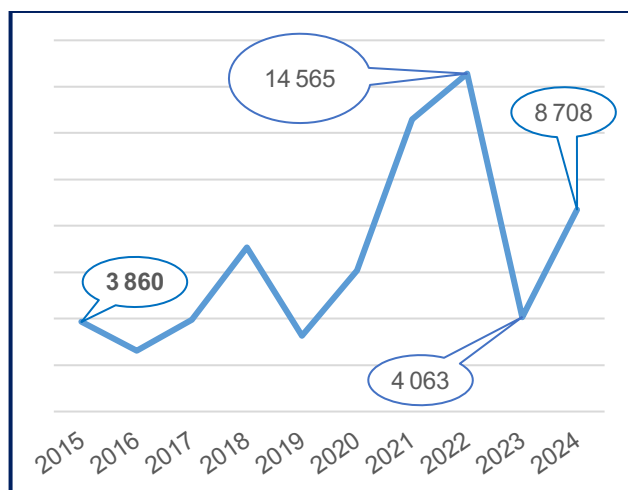
Types d'Internet	Nom de domaines en 2024 (En nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Nombre de noms de domaine « .bf » créés au cours de l'année	537	421	362,9%	-2 587	-82,8%	18,6%
Nombre de noms de domaine « .bf » actifs	5 679	4 658	456,2%	531	10,3%	21,0%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

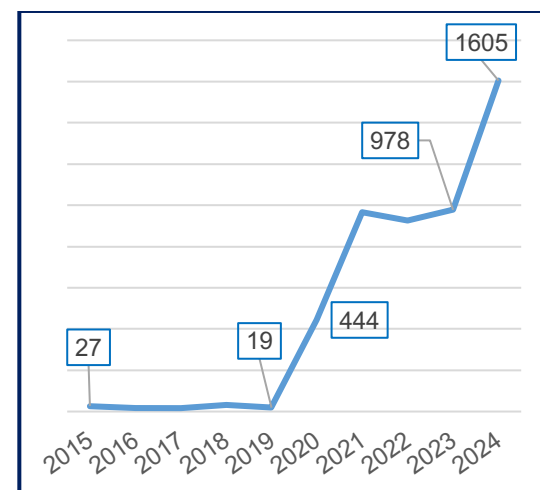
Graphique 48 : Répartition par région du nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivrés en 2024



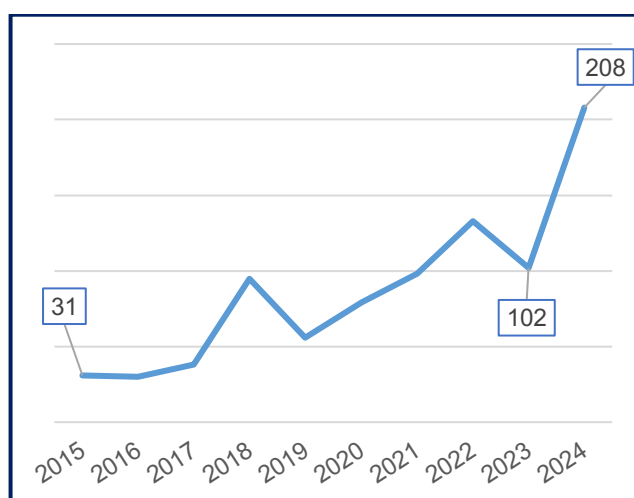
Graphique 49 : Evolution du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC



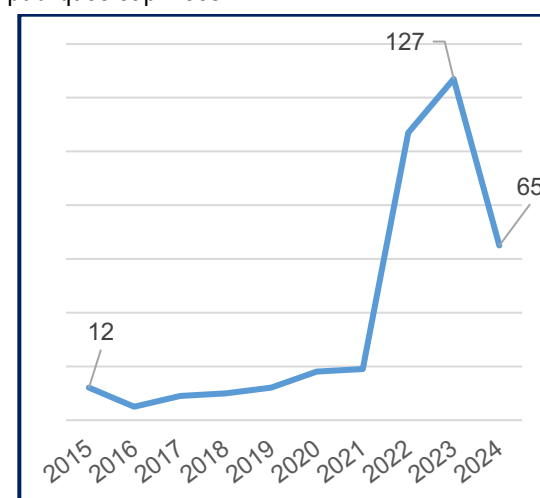
Graphique 50 : Évolution du nombre de plaintes traitées par la CIL



Graphique 51 : Evolution du nombre de déclarations de traitements



Graphique 52 : Evolution du nombre de missions de contrôle de traitements de données auprès des structures publiques et privées



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Chapitre 5 : Volume d'activités et concurrence entre opérateurs de téléphonie

I. Trafics voix et SMS

Points saillants :

- + Baisse progressive du volume global du trafic voix entrant et sortant depuis 2022 ;
- + En moyenne 45 min de communication par abonnement et par mois pour le fixe et le mobile en 2024.

Commentaire général :

Cette section présente les évolutions enregistrées sur les volumes des trafics voix et SMS.

➤ Evolution du trafic voix mobile

Les composantes pour le trafic voix sont les suivantes :

- le trafic On Net ou intra réseau ;
- le trafic inter réseau ou le départ vers autres réseaux nationaux ;
- le trafic départ vers l'International ;
- le trafic arrivé des autres réseaux nationaux ;
- le trafic arrivé de l'International.

Le volume du trafic total voix mobile de l'ensemble des opérateurs est passé de 7,9 milliards de minutes en 2015 à 14,7 milliards de minutes en 2024 soit une progression annuelle moyenne de 7,2%. On constate toutefois une baisse progressive au cours des trois dernières années avec des variations de -6,1% ; -5,8% et -0,7% respectivement en 2022, 2023 et 2024. L'adoption et l'expansion de l'utilisation de la VoIP (whatsapp, messenger, instagram...) par les abonnés pourraient expliquer cette baisse constatée depuis 2022.

Sur la période 2015-2024, le volume du trafic On Net domine largement les autres types de trafic. En 2024, il représente 88,6% du volume total du trafic entrant et sortant. La prédominance de ce type de trafic est induite par les offres promotionnelles utilisables pour les communications intra réseau principalement.

En 2024, le volume du trafic voix mobile est reparti comme suit par opérateur : 57,7% pour ORANGE BURKINA FASO SA ; 33,0% pour ONATEL SA et 9,3% pour TELECEL FASO SA.

○ Durée moyenne de communication mobile par mois

Le temps moyen d'usage du réseau mobile par mois et par carte SIM active pour la voix a varié entre 33,8 (2016) min et 56,3 min (2021) sur la période 2015-2024. Depuis 2022, on constate une régression continue de cet indicateur pour se situer à 45,0 min par carte SIM par mois en 2024. Cette régression pourrait s'expliquer par la réduction des gratuités (bonus de recharge) offertes aux abonnés et le développement des communications via WhatsApp, Messenger, ...

De 2015 à 2020, le temps moyen de communication par abonnement le plus élevé était détenu par TELECEL FASO SA avec 68,7 min par mois. Par contre de 2020 à 2024, c'est ORANGE BURKINA

FASO SA qui a le temps moyen de communication par abonnement le plus élevé avec 58,4 min.

➤ **Evolution du trafic voix fixe**

Le trafic voix fixe est généré essentiellement sur le réseau de ONATEL SA.

On constate une diminution globale du volume de ce trafic entre 2015 et 2024. En effet le trafic total (entrant et sortant) est passé de 67,4 millions à 40,5 millions de minutes sur cette période, ce qui correspond à une chute de 39,9%.

Cette régression s'explique principalement par la substitution des services du fixe par le mobile pour ce qui concerne la voix.

○ **Durée moyenne de communication fixe par mois**

Le temps moyen d'usage par abonnement et par mois du réseau fixe pour la voix a suivi la même tendance baissière que le trafic en passant de 66,4 min en 2016 à 42,2 min en 2023. Ce temps a augmenté entre 2023 et 2024 pour atteindre 45,1 min.

➤ **Evolution du trafic SMS**

Les composantes pour le trafic SMS sont les suivantes :

- le trafic On Net ou intra réseau ;
- le trafic inter réseau ou le départ vers autres réseaux nationaux.
- le trafic départ vers l'International ;
- le trafic arrivé des autres réseaux nationaux et
- le trafic arrivé de l'International.

Le volume du trafic total SMS de l'ensemble des opérateurs est passé de 2,0 milliards de SMS en 2015 à 10,0 milliards de SMS en 2024, soit une progression annuelle moyenne de 19,5%. Une hausse de 9,9% a été constatée entre 2023 et 2024.

Le trafic On Net est la composante principale (96,7%) du volume total des SMS entrants et sortants. Cette situation s'explique par l'effet des offres promotionnelles utilisables en intra réseau.

Le volume du trafic SMS de 2024 se répartit par opérateur comme suit : 81,6% pour ORANGE BURKINA FASO SA ; 15,7% pour ONATEL SA et 2,7% pour TELECEL FASO SA.

➤ **Nombre moyen de sms reçus ou envoyés par abonnement par mois**

Le nombre moyen de SMS reçus ou envoyés par abonnement par mois a varié entre 11,5 SMS (2015) à 33,1 SMS (2020) sur la période 2015-2024. Ce nombre moyen de SMS reçus ou envoyés par abonnement par mois était de 30,5 SMS en 2024 contre 28,5 en 2023.

Entre 2015 et 2018, le réseau mobile de l'ONATEL SA était le plus utilisé avec une moyenne de 29,8 SMS par mois et par carte SIM. Par contre, de 2019 à 2024, c'est ORANGE BURKINA FASO SA qui a été le plus utilisé avec une moyenne de 51,0 SMS.

Notes méthodologiques

Le trafic voix de la téléphonie : correspond au nombre de minutes d'appels aboutis, émis à partir d'un téléphone (trafic départ) ou reçu sur un téléphone (trafic arrivé)

Le trafic On Net : Nombre de minutes d'appels aboutis, échangés entre abonnés d'un même réseau mobile. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau. Le trafic du roaming est exclu.

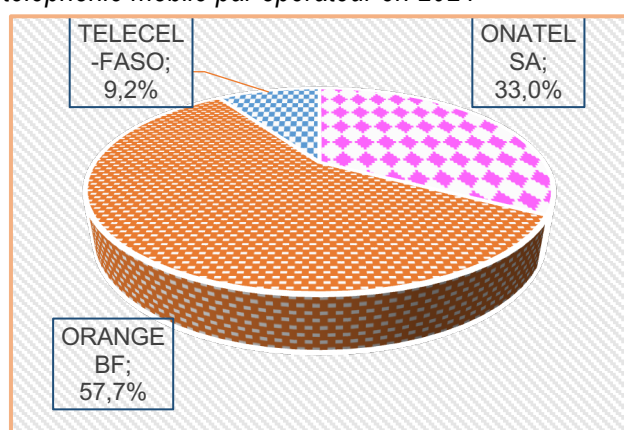
Le trafic SMS correspond au nombre de SMS délivré, émis à partir d'un téléphone (trafic départ) ou reçu sur un téléphone (trafic arrivée)

Tableau 16 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe et mobile

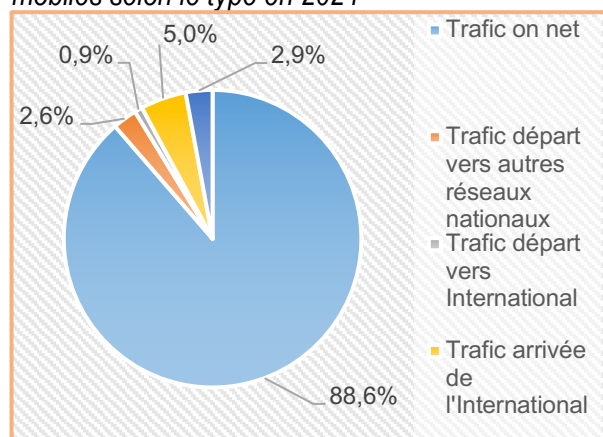
Type de trafic	Trafic en 2024 (en millions de minutes)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Téléphonie fixe	40,5	-26,9	-39,9%	-0,8	-1,9%	-5,5%
Téléphonie mobile	14 675,7	6 825,1	86,9%	-96,3	-0,7%	7,2%
Ensemble	14 716,2	6 798,2	85,9%	-97,1	-0,7%	7,1%

Source : DGESE/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

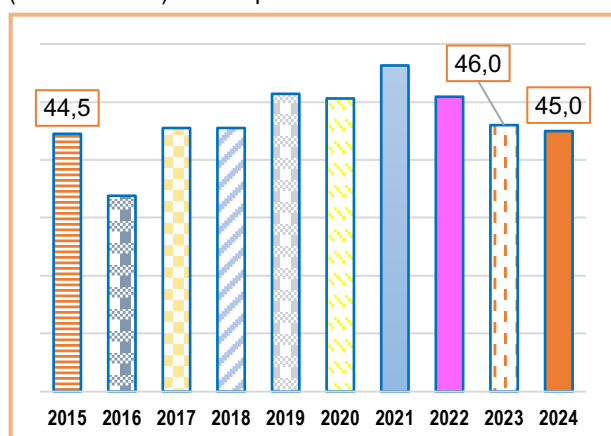
Graphique 53 : Répartition du trafic voix de la téléphonie mobile par opérateur en 2024



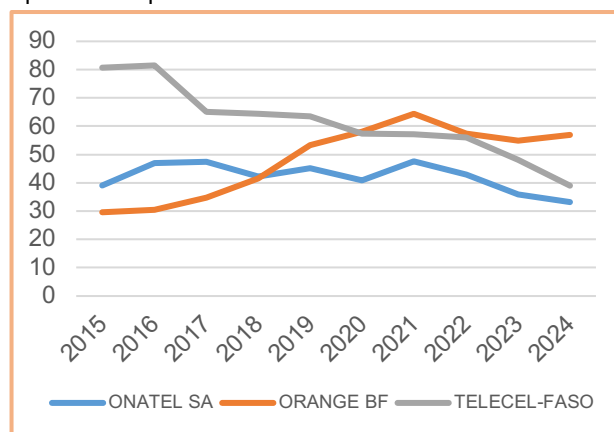
Graphique 54 : Répartition du trafic voix des réseaux mobiles selon le type en 2024



Graphique 55 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) des réseaux mobiles par ligne (abonnements) en min par mois



Graphique 56 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par opérateur et par mois



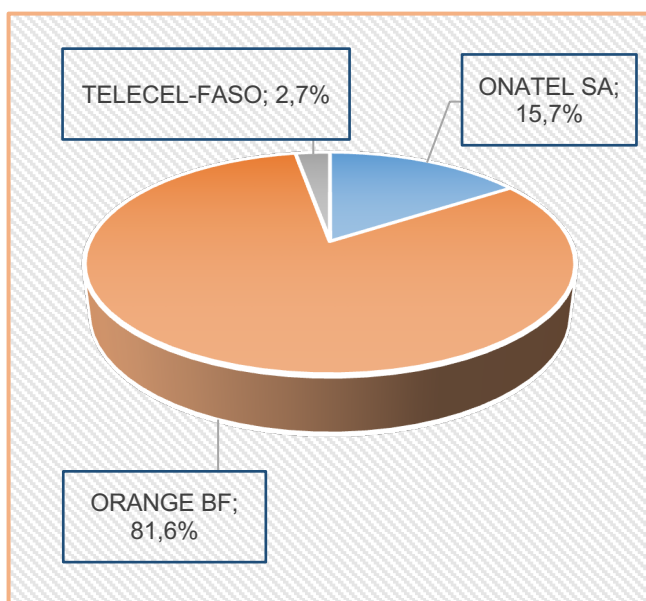
Source : DGESE/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Tableau 17 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs

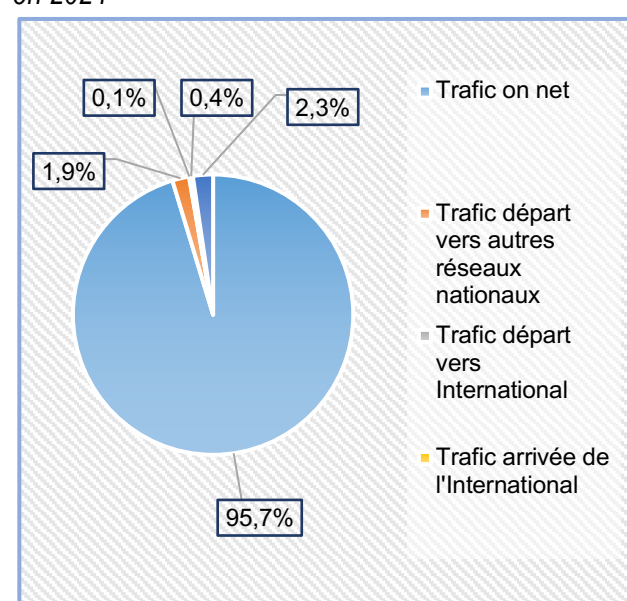
Opérateur	Trafic en 2024 (en millions de minutes)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	1 573,2	263,8	20,1%	40,4	2,6%	2,1%
ORANGE BF	8 190,2	7 808,2	2044,0%	908,2	12,5%	40,6%
TELECEL-FASO	276,0	-52,3	-15,9%	-45,7	-14,2%	-1,9%
Ensemble	10 039,4	8 019,7	397,1%	902,9	9,9%	19,5%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

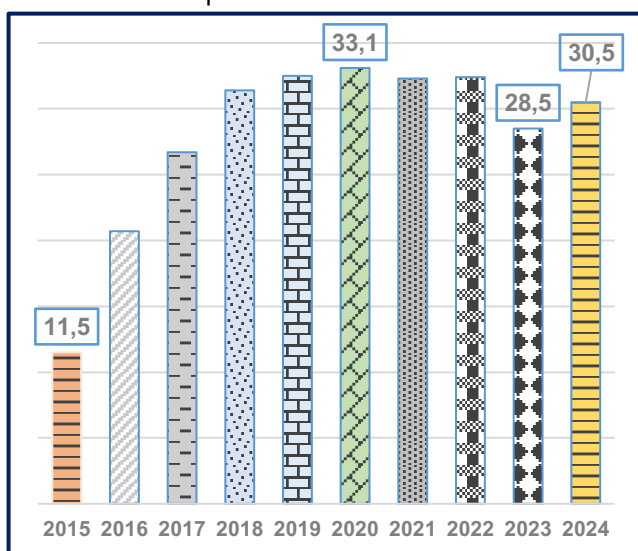
Graphique 57 : Répartition du trafic SMS par opérateurs en 2024



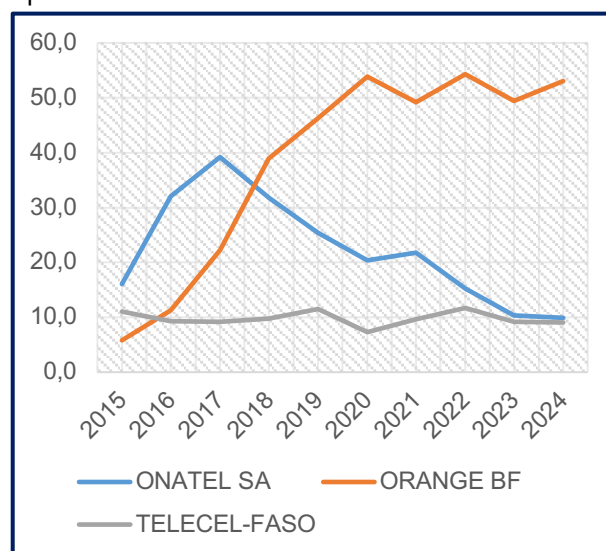
Graphique 58 : Répartition du trafic SMS selon le type en 2024



Graphique 59 Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois pour l'ensemble des opérateurs de réseaux mobiles



Graphique 60 : Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois par opérateur



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II. Chiffre d'affaires et investissements

Points saillants :

-  Croissance soutenue du chiffre d'affaires global des opérateurs depuis 2015 ;
-  972,6 milliards de FCFA investis par l'ensemble des opérateurs entre 2015 et 2024.

Commentaire général

Cette section présente l'évolution du chiffre d'affaires et des investissements des opérateurs titulaires de licence.

➤ **Evolution du Chiffre d'affaires des opérateurs**

Le chiffre d'affaires total des opérateurs (téléphonies et autres) qui était de 319,6 milliards de FCFA en 2015 a connu une évolution continue pour atteindre 532,1 milliards de FCFA en 2024 soit un accroissement moyen annuel de 5,8%.

Le chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie est passé de 319,6 milliards de FCFA en 2015 à 494,1 milliards de FCFA en 2024, soit un accroissement moyen annuel de 5,0%. Ce chiffre qui était de 469,7 milliards de FCFA en 2023 a augmenté de 24,1 milliards de FCFA en 2024. La répartition par opérateur de ce chiffre d'affaires en 2024 est de 28,6% pour ONATEL SA ; 8,3% pour TELECEL FASO SA et 63,1% pour ORANGE BURKINA FASO SA.

Le chiffre d'affaires des autres opérateurs a été multiplié par 28 en quatre ans, passant de 1,5 milliard de FCFA en 2019 à 42,6 milliards de FCFA en 2023. On note toutefois une régression de 4,6 milliards de FCFA en 2024 pour se s'établir à 38 milliards de FCFA.

La part des opérateurs de téléphonie dans le chiffre d'affaires global de 2024 est de 92,9% contre 7,1% pour les autres opérateurs.

➤ **Investissements des opérateurs**

Les opérateurs ont investi au total 37,1 milliards de FCFA en 2014 et 118,8 milliards de FCFA en 2023. Sur cette période, les investissements ont évolué en dents de scie avec une moyenne annuelle de 97,3 milliards de FCFA.

La part des réseaux de téléphonie mobile dans le montant investi en 2023 est de 95,9% soit 113,9 milliards. La contribution de chaque opérateur est de 34,8% pour ONATEL SA ; 43,6% pour ORANGE BURKINA et 21,5% pour TELECEL FASO SA.

Les autres opérateurs ont investi 40 millions de FCFA en 2019 et 4,9 milliards de FCFA en 2023. Leurs investissements ont aussi évolué en dents de scie avec un montant moyen annuel de 5,5 milliards FCFA sur cette période.

Tableau 18 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie

Type de réseau	Chiffres d'affaires en 2024 (En milliard)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	141,1	-3,6	-2,5%	2,0	1,4%	-0,3%
TELECEL FASO SA	41,0	-26,4	-39,2%	-1,4	-3,3%	-5,4%
ORANGE BF SA	312,0	204,6	190,5%	23,8	8,3%	12,6%
Total CA opérateurs de téléphonie	494,1	174,6	54,6%	24,4	5,2%	5,0%
Autres opérateurs	38			-4,6	-10,8%	
Total CA GENERAL	532,1	212,6	66,5%	19,8	3,9%	5,8%

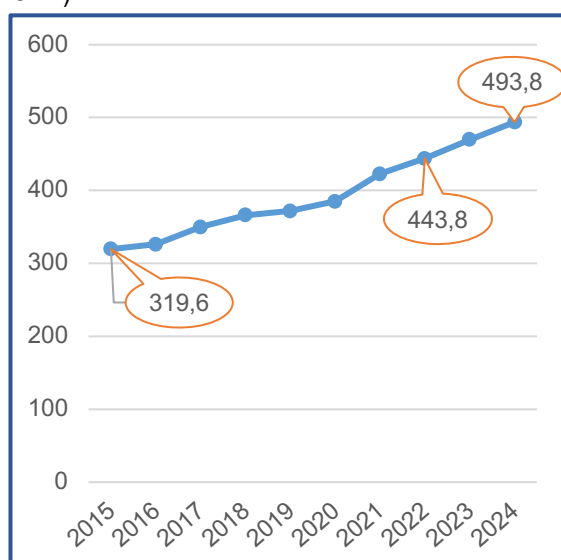
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Tableau 19 : Evolution du montant des investissements en 2023⁵ (En milliard de FCFA)

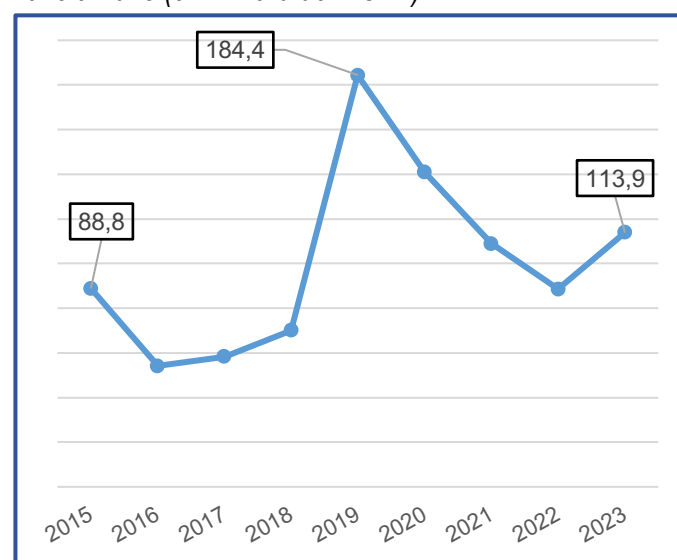
Type de réseau	Montant des investissements en 2023 (En milliard)	Variation de 2023 par rapport à 2015		Variation de 2023 par rapport à 2022		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	39,7	10,0	33,7%	-0,8	-2,0%	3,7%
TELECEL FASO SA	79,1	20,1	34,1%	18,6	30,7%	3,7%
ORANGE BF SA	49,7	11,1	28,8%	8,0	19,2%	3,2%
Total réseaux de téléphonie	113,9	25,1	28,3%	25,3	28,6%	3,2%
Autres opérateurs	4,9	4,9		-7,5	-60,5%	
Total Investissements opérateurs	118,8	30	33,8%	17,8	17,6%	3,7%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 61 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie (en milliard de F CFA)



Graphique 62 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels des opérateurs de téléphonie de 2015 à 2023 (en milliard de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

⁵ Les données de 2024 sont incomplètes.

III. Tarif de la téléphonie mobile et de l'Internet

Points saillants :

- ✚ 96 FCFA la minute pour ORANGE et ONATEL SA et 90 FCFA la minute pour TELECEL FASO SA pour les tarifs prépayés affichés on net en 2024 ;
- ✚ 9,6 FCFA la minute en ON NET et 596,6 FCFA le Go Hors TVA en 2024 ;
- ✚ Baisse progressive du coût réel du Go depuis 2020.

Commentaire général

Cette section présente l'évolution des tarifs des services voix, SMS et data mobiles.

➤ Tarifs des services voix, SMS et data mobiles

Entre 2015 et 2022, les tarifs publics ou affichés des communications voix et SMS intra réseaux et vers les autres réseaux nationaux sont restés statiques et se présentent comme suit :

- Sur le réseau mobile de l'ONATEL SA :
 - le tarif des appels ON NET, 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET, 10 FCFA TTC ;
 - le tarif du SMS OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 20FCFA TTC/SMS.
- Sur le réseau mobile de ORANGE BURKINA FASO SA :
 - le tarif des appels ON NET, 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET, 10 FCFA TTC.
 - le tarif du SMS OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 20 FCFA TTC ;
- Sur le réseau mobile de TELECEL FASO SA :
 - le tarif des appels ON NET, 84 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET, 10 FCFA TTC ;
 - le tarif du SMS OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 20 FCFA TTC.

A partir de 2023, les tarifs prennent en compte l'augmentation de 5% au titre de la contribution au Fonds de Soutien Patriotique. Ainsi, les tarifs se présentent comme suit à fin 2024 :

- Sur le réseau mobile de ONATEL SA :
 - le tarif des appels ON NET, 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET, 11 FCFA TTC ;
 - le tarif du SMS OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 21 FCFA TTC.
- Sur le réseau mobile de l'ORANGE BURKINA FASO SA :
 - le tarif des appels ON NET était de 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET était de 10,5 FCFA TTC ;

- le tarif du SMS OFF NET vers (les autres réseaux nationaux), 21 FCFA TTC.
- Sur le réseau mobile de TELECEL FASO SA :
 - le tarif des appels ON NET était de 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET était de 10,5 FCFA TTC ;
 - le tarif du SMS OFF NET (vers les autres réseaux nationaux), 21 FCFA TTC.

Cependant, les pratiques commerciales des opérateurs conduisent dans la réalité à des prix réels⁶ de la minute d'appel payés par le consommateur qui est beaucoup plus faible que les tarifs affichés grâce aux offres promotionnelles et aux importants bonus octroyés. Ces pratiques commerciales avantageuses pour l'abonné induisent un volume de trafic plus élevé que les revenus générés.

Ainsi, pour les appels intra réseaux, les prix unitaires réels moyens de trafics voix estimés pour l'ensemble des trois réseaux mobiles ont une moyenne qui est passé de 12,6 FCFA Hors TVA/Min en 2020 à 9,6 FCFA TTC/Min en 2024. Les prix réels des appels vers les autres réseaux nationaux qui sont moins concernés par les offres promotionnelles n'ont pas trop évolué sur la période avec une moyenne de 70,6 FCFA Hors TVA/min.

Pour ce qui est des appels à l'international, les tarifs sont restés quasi-stationnaires sur la période 2020 et 2024 avec une moyenne des trois opérateurs de 134,7 FCFA la minute. Il est à noter que le tarif à l'international de ORANGE BF SA est plus bas que celui des deux (02) autres avec une moyenne de 108,7 FCFA la minute.

Les offres promotionnelles concernent aussi les forfaits data mobiles d'où une baisse progressive du prix réel unitaire constaté sur le Giga-octet (Go). En effet, le prix réel moyen du Go pour l'ensemble des trois réseaux mobiles est passé de 987,9 FCFA Hors TVA en 2020 à 596,6 FCFA en 2024.

⁶ Le tarif ou prix réel unitaire d'un produit ou service est le rapport entre le revenu total spécifique généré par ce produit ou service et le volume total de ce produit ou service vendu par l'opérateur

Tableau 20 : Evolution du coût réel HT d'un Go de 2020 à 2024 par opérateur de téléphonie (en F CFA)

Opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
ONATEL SA	769,2	566,3	476,6	447,2	503,9
ORANGE BF SA	1 053,40	869,3	736,8	699,5	677,5
TELECEL FASO SA	1 141,10	847	593,1	463,8	439,3
MOYEN	987,9	760,9	602,4	587,4	596,6

Source : Arcep, observatoires des marchés

Tableau 21 : Evolution du coût réel HT de la minute d'appel de 2020 à 2024 par opérateur de téléphonie (F CFA)

Type d'appel/opérateur	2020	2021	2022	2023	2024
On-net					
ONATEL SA	15,3	9,0	6,6	6,4	7,5
TELECEL FASO SA	13,2	6,8	7,6	7,9	8,4
ORANGE BF SA	9,4	10,0	10,1	10,2	10,9
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	12,6	9,2	8,5	8,7	9,6
Vers les réseaux nationaux					
ONATEL SA	76,2	72,6	74,6	70,5	71,1
TELECEL FASO SA	63,5	61,9	58,2	62,6	69,8
ORANGE BF SA	70,7	78,9	70,7	74,0	71,4
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	70,1	72,8	69,0	70,1	70,9
Vers l'international					
ONATEL SA	145,9	196,0	163,0	188,7	227,4
TELECEL FASO SA	156,5	106,7	105,4	172,0	54,5
ORANGE BF SA	107,4	124,2	117,7	109,3	84,7
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	136,6	138,6	127,2	126,7	144,3

Source : Arcep, observatoire des marchés 2023

Chapitre 6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information

I. Diffusion des TIC

Points saillants :

- ✚ 187 stations de radio détentrices d'une licence à fin 2024 ;
- ✚ 32 stations de télévisions détentrices d'une licence à fin 2024 ;
- ✚ 153 presses en lignes détentrices de licences à fin 2024.

Commentaire général

La diffusion des TIC concerne les stations de radio, les stations de télévision et la presse en ligne.

➤ **Evolution du nombre de stations de radio**

Entre 2015 et 2024, le nombre de stations radio disposant d'une licence est passé de 157 à 187, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 2,0%. Aucune variation n'a été constatée depuis 2022. Par région, en 2024, le Centre a le plus grand nombre de stations de radio (39), suivi des Hauts Bassins (21) et de la Boucle Mouhoun (19). Le Plateau Central avec cinq (05) stations de radio est la région qui détient le plus faible nombre.

➤ **Evolution du nombre de stations de télévision**

Le nombre de stations de télévision disposant d'une licence est passé de 19 en 2015 à 32 en 2024. Aucune variation n'a été constatée depuis 2022. Notons que le CSC a retiré l'autorisation d'exploitation en 2020 des stations de télévision diffusées dans les régions du Centre-ouest et du Sahel, pour cause de non-respect de cahier des charges. En 2024, la Région du Centre avec 20 stations de télévision est celle qui en détient le plus. La Région des Hauts Bassins en détient trois (03), celles du Centre Nord et du Nord en détiennent chacune deux (02). Les Régions du Centre-Sud, du Plateau-Central, du Sahel et du Sud-Ouest ne disposent pas encore de station de télévision.

➤ **Evolution du nombre de presse en ligne**

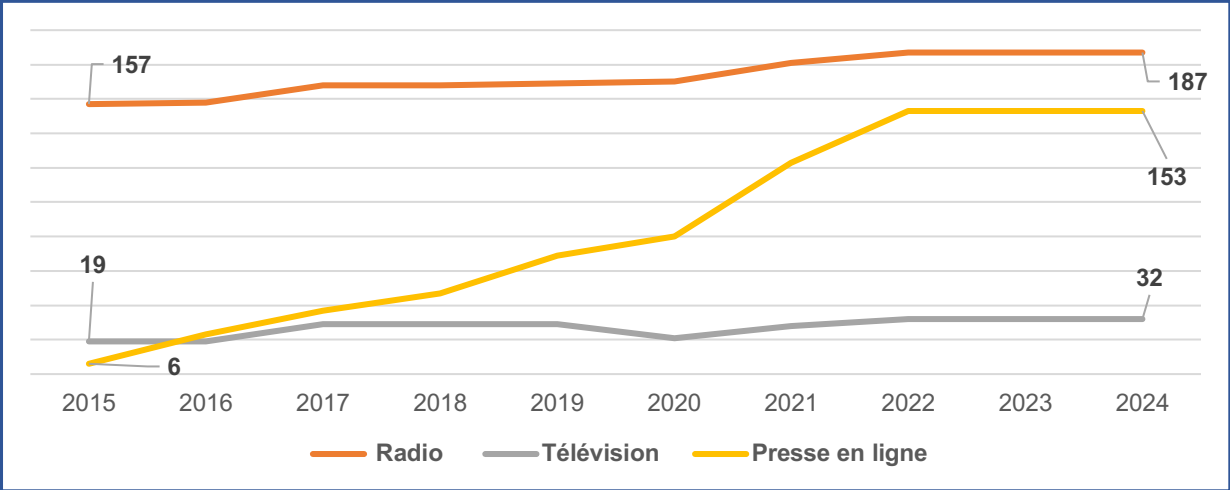
Le nombre de presses en ligne est passé de six (06) en 2015 à 153 en 2024, soit un taux de croissance annuelle de 43,3%. Aucune nouvelle ligne n'a été ouverte depuis 2022.

Tableau 22 : Evolution du nombre de médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence

Indicateur	Nombre de médias en 2024 (en nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Radio	187	30	19,1%	0	0,0%	2,0%
Télévision	32	13	68,4%	0	0,0%	6,0%
Presse en ligne	153	147	2450,0%	0	0,0%	43,3%

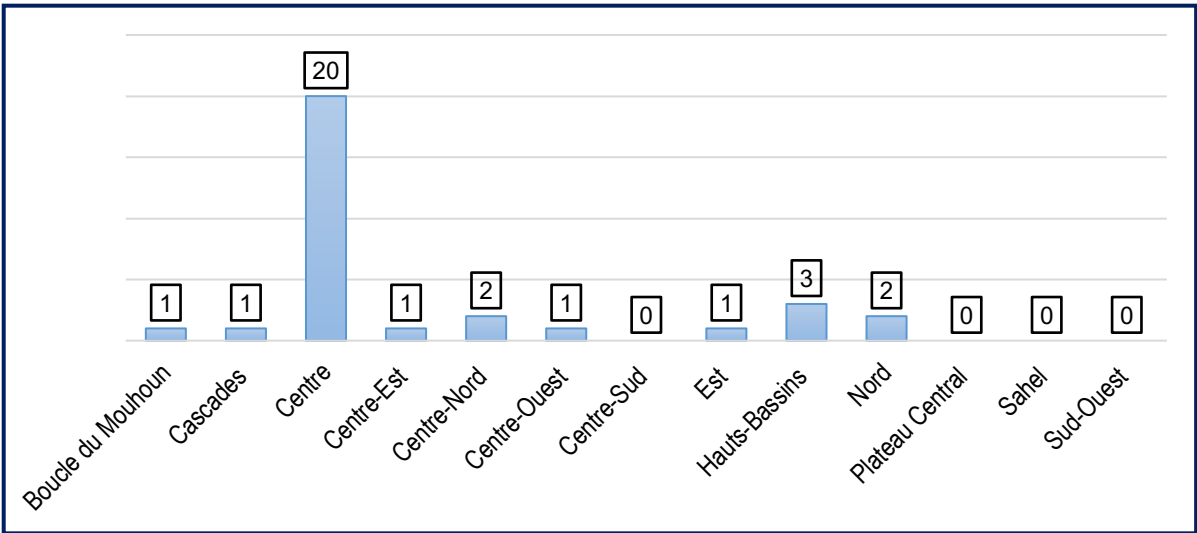
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 63 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels détenteurs d'une licence



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 64 : Répartition du nombre de stations de télévision locale détentrice d'une licence par région en 2024



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II. Gestion de la sécurité des systèmes d'information

Points saillants :

- ✚ 556 acteurs assistés par le Computer Incident Response Team (CIRT-BF) en 2024 ;
- ✚ 67,0% des incidents de sécurité des systèmes d'information ont été résolus en 2024 ;
- ✚ Pourcentage d'organismes particuliers supervisés en stagnation à 3% depuis 2022.

Commentaire général

Cette section traite des organismes audités, des organismes alertés, de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF, des incidents rapportés à l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), des alertes diffusées, de la proportion des incidents de sécurité de l'information résolus et des organismes particuliers supervisés.

➤ Organismes audités, bénéficiant de protection spéciale et alertés

Sur la période 2016–2024, douze (12) audits d'organismes ont été réalisés par l'ANSSI. Il convient toutefois de noter qu'aucun audit n'a été réalisé avant 2018 et en 2020. En 2024, cinq (05) organismes ont été audités contre trois (03) en 2023.

S'agissant des organismes ayant bénéficié d'une protection spéciale, 39 actions de protection ont été réalisées depuis 2018. En 2024, vingt (20) organismes ont bénéficié de ce type de protection de leur système d'information, contre quatre (04) en 2023.

Quant aux organismes alertés, 409 alertes ont été lancées depuis 2018. Le nombre le plus élevé, soit 85 organismes alertés, a été enregistré en 2020, 2021 et 2022. En revanche, ce chiffre est tombé à quatre (04) en 2023 avant de connaître une hausse pour atteindre 26 en 2024.

➤ Marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF

La marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF a connu une évolution significative, passant de 15 en 2016 à 556 en 2024, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 57,1 %.

Une analyse détaillée révèle plusieurs phases sur la période :

- 2016–2018 : une baisse continue, le nombre d'acteurs accompagnés passant de 15 à 4 ;
- 2019–2022 : une croissance soutenue, avec un bond de 30 à 307 acteurs assistés ;
- 2022–2023 : une chute de 307 à 26 acteurs, marquant une forte contraction ;
- 2023–2024 : une reprise fulgurante, le nombre d'acteurs atteignant 556.

Cette progression globale de 2023 à 2024 s'explique notamment par les actions stratégiques du CIRT-BF, telles que la formation, la sensibilisation et l'appui technique apportés aux différents acteurs.

➤ Nombre d'incidents rapportés à l'ANSSI et nombre d'alertes diffusées

Le nombre d'incidents rapportés par an à l'ANSSI a évolué en dents de scie entre 2016 et 2024 variant entre deux (02) et douze (12). Entre 2021 et 2024 ce nombre est passé de cinq (5) à trois (03). Cela

s'explique par une prise de conscience des acteurs sur les enjeux de la cybersécurité.

Quant au nombre d'alertes diffusées, il a varié entre 9 et 52 sur la période 2016-2024. Ce nombre est de 19 en 2024 contre 50 en 2023, soit une baisse de 62,0%. Cette baisse s'explique par le fait que les alertes n'ont concerné que les organismes qui sont interconnectés au Security Operation Center (SOC).

➤ Pourcentage des incidents de sécurité des systèmes d'information résolus

Entre 2016 et 2019, le pourcentage des incidents de sécurité des systèmes d'information résolus par an a évolué en dents de scie et a varié entre 40% et 100%. Tous les incidents de sécurité des systèmes d'information déclarés à l'ANSSI en 2021 et 2022 ont été résolus. Le pourcentage des incidents de sécurité des systèmes d'information résolus est resté constant à 67% en 2023 et 2024. Cette situation s'explique par la complexité des cyberattaques et par l'insuffisance des moyens pour une meilleure gestion des incidents de sécurité des systèmes d'information.

Sur la période 2016 à 2024, sur un total de 100⁷ organismes particuliers à superviser, aucun organisme n'a été supervisé avant 2020. Le taux de supervision est ressorti à 65% en 2020. Il a chuté à 5% en 2021 puis à 3% depuis 2022.

En 2024, l'ANSSI a réalisé l'audit technique de sécurité de 64 plateformes, sensibilisé et formé 624 personnes en cybersécurité, supervisé 20 plateformes et détecté 35 types de vulnérabilité.

Notes méthodologiques :

Nombre d'organismes audités : on entend par organisme, une personne ou groupe de personnes qui a ses propres fonctions, avec les responsabilités, les pouvoirs et les relations nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le concept d'organisme comprend, entre autres, les travailleurs indépendants, compagnies, sociétés, firmes, entreprises, autorités, partenariats, œuvres de bienfaisance ou institutions, ou toute partie ou combinaison de ceux-ci, constituée en société de capitaux ou ayant un autre statut, de droit privé ou public. Le nombre d'organismes audités est le nombre d'organismes dont leurs SI ont fait l'objet d'audit par l'ANSSI.

Nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale : c'est le nombre d'organismes à infrastructures critiques qui ont bénéficié de la protection de leur système d'information par l'ANSSI, notamment la surveillance et le monitoring de leur SI.

Nombre d'organismes alertés : c'est le nombre d'organismes qui ont été régulièrement informés de la survenue d'un incident de sécurité et qui reçoivent à ce titre, les alertes de sécurité périodiquement.

Nombre d'incidents rapportés : c'est le nombre d'événements liés à la sécurité de l'information indésirable ou inattendue, présentant une probabilité forte de compromettre les opérations liées à l'activité de l'organisme et de menacer la sécurité de l'information, qui ont été rapportés à l'ANSSI.

Nombre d'alertes diffusées : c'est le nombre d'alertes (ensemble d'informations, recommandations, ...) envoyés aux parties prenantes pour prévenir des risques imminents ou en cours sur les SI.

Marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF : la marge de progression des acteurs assistés est matérialisée par le nombre de nouveaux acteurs assistés par le Computer Incident Response Team (CIRT-BF) sur une période donnée.

Taux d'incidents de sécurité de l'information résolus : c'est le nombre des incidents de sécurité de l'information résolu par l'ANSSI sur le nombre total des incidents de sécurité de l'information reçu.

Taux d'organismes particuliers supervisés : c'est le nombre d'organismes particuliers qui ont bénéficié d'une supervision de leurs SI par l'ANSSI sur le nombre total d'organismes particuliers

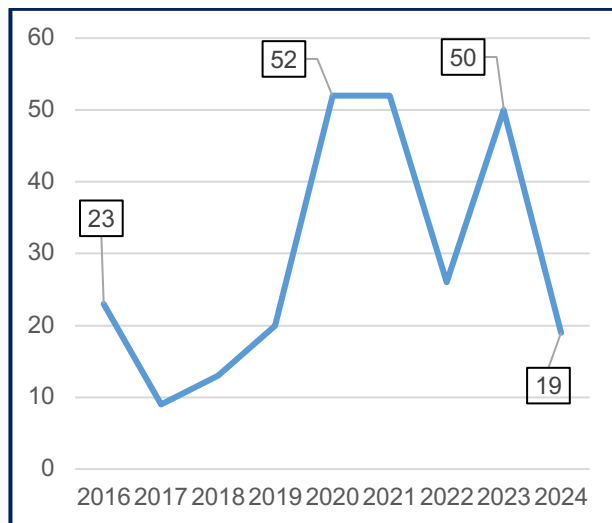
⁷ 100 organismes ont été recensé par l'ANSSI.

Tableau 23 : Gestion de la sécurité des systèmes d'information

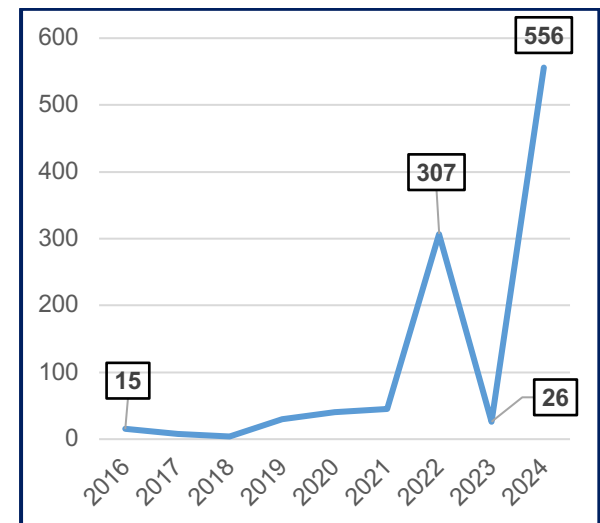
Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'organismes audités	0	0	0	2	0	1	1	3	5
Nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale	0	0	0	2	2	7	4	4	20
Nombre d'organismes alertés	0	0	44	80	85	85	85	4	26
Nombre d'incidents rapportés	9	12	7	4	2	5	2	3	3

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

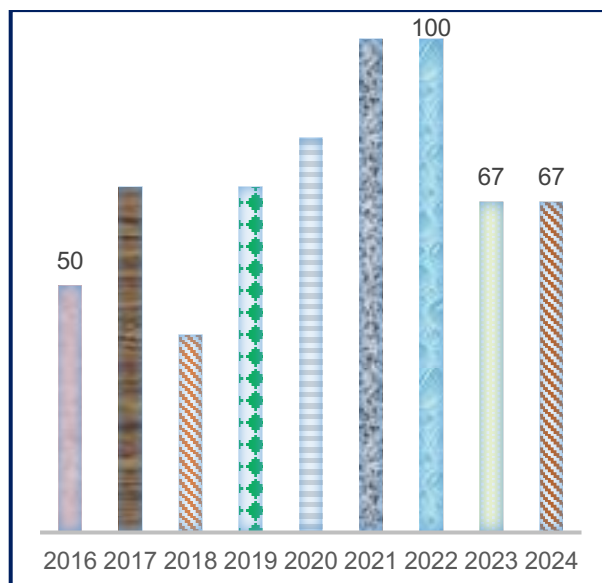
Graphique 65 : Evolution du nombre d'alertes diffusées



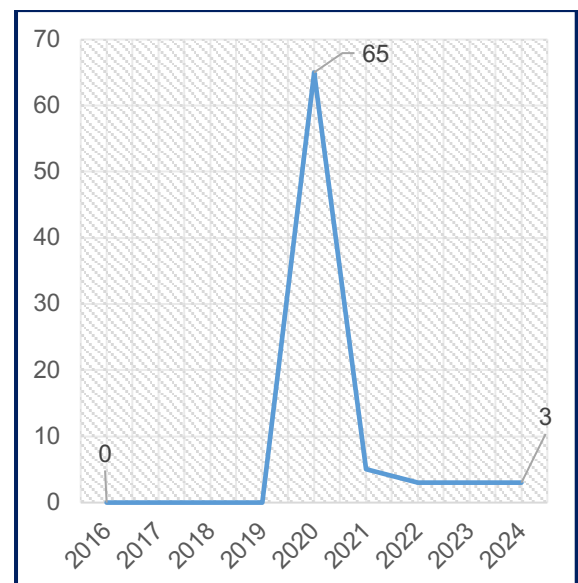
Graphique 66 : Évolution de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT (Nombre)



Graphique 67 : Taux de résolution des incidents de sécurité de l'information (%)



Graphique 68 : Taux d'organismes particuliers supervisés (%)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Chapitre 7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique

I. Accès aux services de la monnaie électronique⁸

I.1. Evolution des Services financiers via la téléphonie mobile

Points saillants :

- ✚ Progression de 2,5% en 2023 du nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile dans l'UEMOA par rapport à 2022 ;
- ✚ Régression de 26,8% en 2023 du nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso par rapport à 2022.

Commentaire général

L'avènement de la monnaie électronique est une révolution qui contribue à l'amélioration de l'accès des populations aux services financiers.

La présente analyse porte sur l'évolution des points de services financiers via la téléphonie mobile au sein de l'UEMOA et au Burkina Faso. Elle distingue le nombre de services financiers créés de ceux qui sont actifs.

➤ Au sein de l'UEMOA

Sur la période 2016-2023, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile est passé de 183 274 à 1 678 067, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 37,2%. La multiplication de ces points de services est plus remarquable sur la période 2016-2019. En effet, le nombre a plus que quadruplé en trois ans. A partir de 2019, la croissance du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile connaît un ralentissement progressif. Entre 2022 et 2023, on enregistre une augmentation de 29 933 points de services financiers, soit 1,8%. D'une manière générale, cette situation a sensiblement contribué à l'amélioration de l'accès des clients aux services financiers via la téléphonie mobile, avec une moyenne de 125 utilisateurs par point de services à fin décembre 2023 contre 96 en 2022.

Pour ce qui est des points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, le nombre est passé de 100 481 actifs en 2016 à 1 111 023 en 2023 avec un accroissement moyen annuel de 41,0%. Ce nombre qui était de 1 083 571 en 2022 a augmenté de 2,5% en 2023. Quant au taux d'activité des points de services, il est resté supérieur à 54,8% sur la période 2016-2023 avec le taux le plus élevé en 2023 (66,2%). Il se dégage une amélioration du taux d'activité de 0,5 point en 2023 par rapport à 2022.

➤ Au Burkina Faso

En 2016, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile était de 12 730. Avec une croissance moyenne de 39,0% l'an, ce nombre est passé à 127 582 en 2023. Par rapport à sa valeur de 2022 qui ressortait à 150 249, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile a baissé de 15,1% en 2023. Cette régression pourrait entraîner des difficultés d'accès des clients aux services financiers via la téléphonie mobile. En effet, le nombre moyen d'utilisateurs par point de service financier a

⁸ Dans cette partie, les données traitées se limitent à 2023 compte tenu de la non-disponibilité du tableau de bord 2024 de l'inclusion financière dans l'UEMOA, produit par la BCEAO.

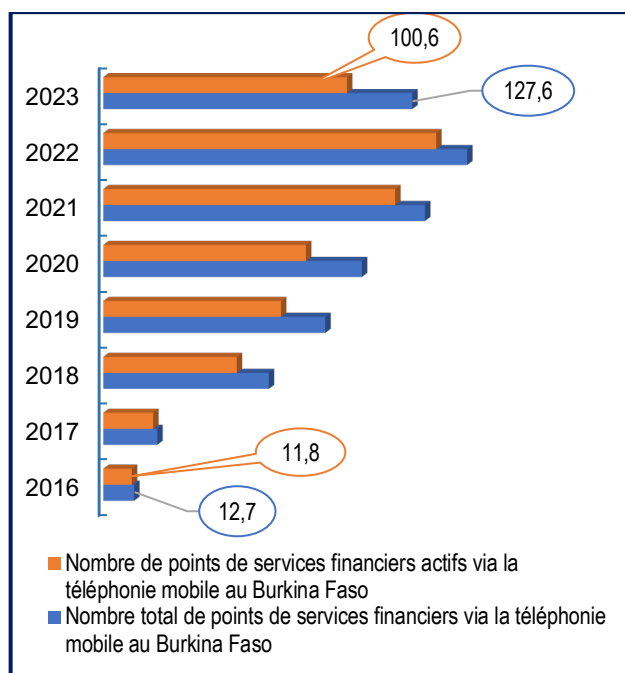
augmenté de 32 en passant de 126 en 2022 à 158 en 2023.

Pour ce qui est du nombre des points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, il enregistre une progression moyenne annuelle de 35,8% sur la période 2016-2023, correspondant à des valeurs de 11 794 et 100 641 respectivement en 2016 et 2023. Entre 2022 et 2023, ce nombre a régressé de 26,8%, entraînant ainsi une chute de 12,6 points du taux d'activité des points de services entre les deux années.

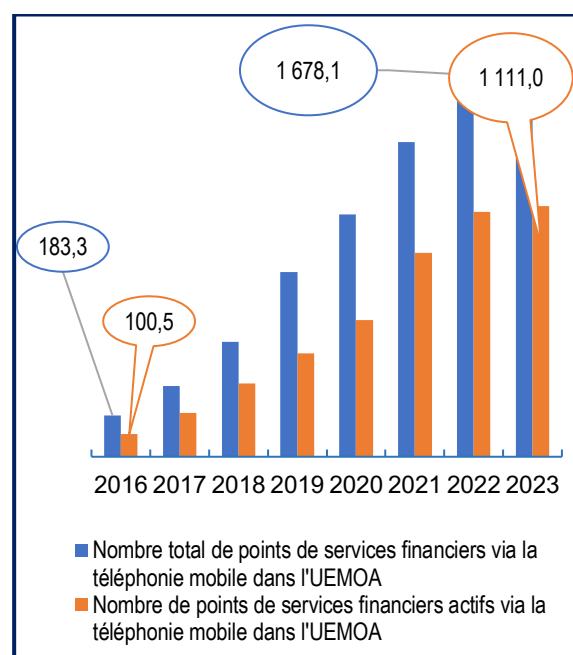
➤ Part du Burkina Faso dans l'UEMOA

Au sein de l'UEMOA, le Burkina Faso contribue en termes de nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile, à hauteur de 6,9% en 2016 et 7,6% en 2023 soit une régression globale de 1,5 point. Retenons que le Burkina Faso a atteint sa meilleure contribution en 2018 avec 13,4%. Quant aux points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, la part du Burkina Faso s'est globalement inscrit à la baisse sur la période, avec notamment une baisse continue observée depuis 2019. En 2023, les points de services financiers via la monnaie électronique au Burkina Faso représentaient 9,1% de ceux de l'UEMOA, en régression de 3,6 points par rapport à 2022.

Graphique 69 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina (En milliers)



Graphique 70 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA (En milliers)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

I.2. Evolution des comptes de monnaie électronique

Points saillants :

- ✚ Hausse de 3,4 millions de comptes de monnaie électronique actifs dans l'UEMOA en 2023 contre une baisse de 4,4 millions pour le Burkina Faso ;
- ✚ Forte baisse de 26,1 points du taux d'activité des comptes de monnaie électronique en 2023 au Burkina Faso ;
- ✚ Taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique au Burkina Faso supérieur à celui de l'UEMOA sur la période 2016-2023.

Commentaire général

Cette partie analyse les comptes de monnaie électronique créés et ceux actifs au sein de l'UEMOA et au Burkina Faso.

➤ **Au sein de l'UEMOA**

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts dans l'UEMOA affiche une tendance haussière sur la période 2016-2023 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 28,3%. Ce nombre est ressorti à 209,0 millions en 2023 contre 157,5 millions en 2022, soit une hausse de 32,7%. L'évolution du nombre de compte de monnaie électronique traduit l'adoption croissante de cette monnaie par les populations et le phénomène de la multibancarité⁹.

De 2022 à 2023¹⁰, les ouvertures des comptes de monnaie électronique sont portées par trois catégories d'acteurs avec une prédominance des établissements de monnaie électronique suivi des banques et des autres établissements financiers. En 2023, les établissements de monnaie électronique détenaient 73,1% des comptes de monnaie électronique ouverts, suivis des banques (26,3%) et des autres établissements financiers (0,6%).

Concernant les comptes de monnaie électronique actifs, le nombre est passé de 12,6 millions en 2016 à 68,9 millions en 2023. L'évolution moyenne annuelle du nombre de comptes actifs s'élève à 27,4% entre 2016 et 2023, soit environ 8,0 millions de comptes actifs de plus chaque année. Sur les deux dernières années le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a progressé de 5,2% en 2023, correspondant à 3,4 millions de comptes supplémentaires.

Le taux d'activité a connu une hausse progressive de 2016 à 2020, mais à partir de 2021, il s'est inscrit en baisse continue avec des régressions de 1,6 point ; 2,2 points et 8,6 points respectivement en 2021, 2022 et 2023. Le taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique dans la zone UEMOA est ressorti à 39,6% sur la période 2016-2023 avec un pic de 45,4% atteint en 2020.

⁹ BCEAO, rapport annuel sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA, février 2025, p.11.

¹⁰Idem.

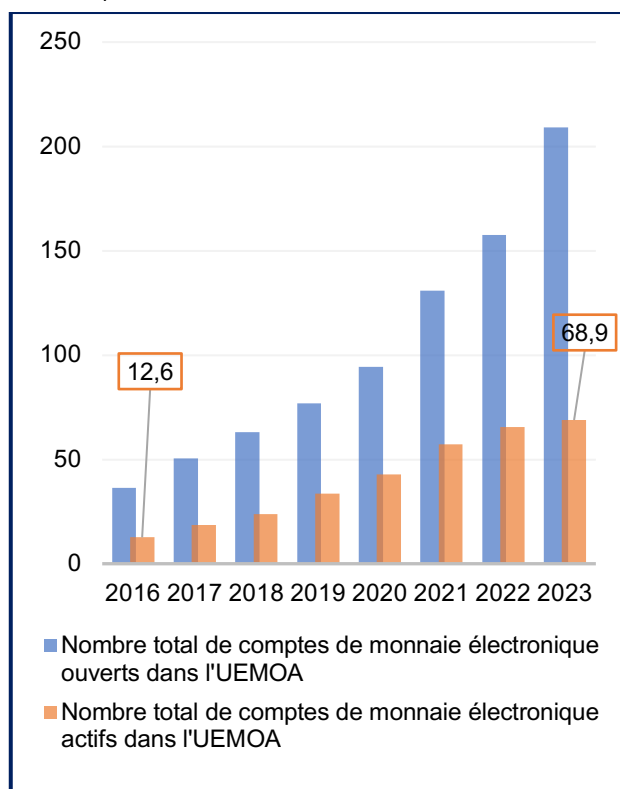
➤ Au Burkina Faso

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts est passé de 4,1 millions en 2016 à 20,1 millions en 2023. Ce nombre a évolué de 2,3 millions en moyenne l'an correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 25,4%. Entre 2022 et 2023, ce nombre a progressé de 6,3%.

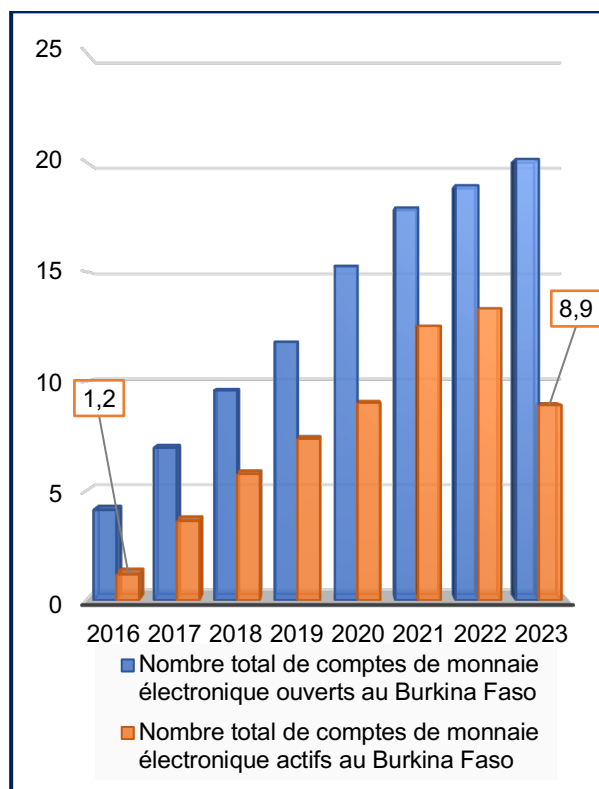
Pour ce qui est des comptes de monnaie électronique actifs, le nombre croît en moyenne de 33,4% l'an passant ainsi de 1,2 million en 2016 à 8,9 millions en 2023, soit environ 1,1 million de comptes actifs de plus chaque année. Entre 2022 et 2023 le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a régressé de 33,1% correspondant à une baisse de 4,4 millions de comptes.

Le taux d'activité s'est inscrit à la hausse sur la période 2016-2023 avec toutefois une légère baisse constatée en 2020 (-3,5 points) et une forte contraction en 2023 (26,1 points). Le taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique au Burkina Faso est ressorti à 55,9%, supérieur à la moyenne de l'UEMOA (39,6%), sur la période 2016-2023. En 2023, le taux d'activité s'est établi à 44,2% contre 70,4% en 2022.

Graphique 71 : Evolution du nombre de comptes monnaie électroniques ouverts dans l'UEMOA (En millions)



Graphique 72 : Evolution du nombre de comptes mobiles money ouverts au Burkina Faso (En millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

1.3. Evolution des transactions et des transferts

Points saillants :

- ✚ Explosion du volume des rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) qui a été multiplié par 36 environ entre 2016 et 2023 ;
- ✚ Prédominance des rechargements téléphoniques au Burkina Faso par rapport aux autres services de monnaie électronique ;
- ✚ Forte croissance des « transferts de personne à personne strictement » au Burkina Faso entre 2022 et 2023.

Commentaire général

Dans cette section, l'analyse porte sur les transactions via la téléphonie mobile au sein de l'UEMOA et au Burkina Faso.

➤ **Au sein de l'UEMOA**

Les transactions via la téléphonie mobile ont progressé en moyenne annuellement de 43,9% en volume et de 41,4% en valeur à partir de 2016, pour atteindre 9 412, 1 millions d'opérations d'une valeur de 130 150,4 milliards de FCFA en 2023. Le nombre d'opérations enregistrées en 2022 se chiffrait à 7 106,3 millions pour une valeur de 96 133 milliards de FCFA. Il se dégage en 2023 une augmentation du volume des opérations de 2 305,8 millions (32,5%) correspondant à une valeur de 34 017,4 milliards de FCFA (35,4%).

➤ **Au Burkina Faso**

○ **Transactions et transferts via la téléphonie mobile**

Sur la période 2016-2023, les transactions via la téléphonie mobile au Burkina Faso ont progressé en moyenne annuellement de 45,0% en volume et de 31,7% en valeur pour atteindre 1 854,2 millions d'opérations d'une valeur de 16 638,8 milliards de FCFA en 2023. Le nombre d'opérations enregistrées en 2022 se chiffrait à 1 532,9 millions pour une valeur de 13 365 milliards de FCFA. Il se dégage en 2023 une augmentation du volume des transactions de 321,4 millions (21,0%) correspondant à une valeur de 3 273,8 milliards de FCFA (24,5%).

Concernant les transferts transfrontaliers intra UEMOA (émis et reçus), ils ont évolué en volume de 2,4 millions et en valeur de 136,6 milliards de FCFA en moyenne l'an sur la période 2016-2023. Cette évolution a permis d'atteindre 19,0 millions de transferts d'une valeur de 1 085,1 milliards de FCFA en 2023, en progression de 27,4% en volume et de 14,3% en valeur par rapport à 2022.

○ **Utilisation des services**

Les principaux services adossés à la monnaie électronique concernent les opérations de rechargement de comptes et de retrait, les transferts, les paiements ainsi que les achats de recharge téléphonique.

Sur la période 2016-2023, les rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) sont le service le plus utilisé avec en moyenne 143,0 millions d'opérations supplémentaires chaque année. Ils sont suivis des transferts de personne à personne (34,9 millions d'opérations), des retraits cash (27,5 millions d'opérations) et du rechargement du compte mobile money (27,3 millions d'opérations).

Le volume des opérations de rechargement de porte-monnaie électronique au Burkina Faso affiche une tendance haussière sur la période 2016-2023. En effet, il a enregistré une croissance annuelle moyenne de 41,0% en passant de 19,0 millions en 2016 à 210,2 millions en 2023. Il se dégage ainsi en 2023 une augmentation de 17,9% par rapport à 2022.

Pour ce qui est des retraits cash, ils affichent une tendance à la hausse avec un volume qui est passé de 28,4 millions en 2016 à 220,6 millions en 2023, soit un accroissement moyen annuel de 34,0%. Le volume des retraits cash est en hausse de 30,3% entre 2022 et 2023.

Les rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) affichent une hausse fulgurante avec un volume qui a été multiplié par 35,8 entre 2016 et 2023, soit une variation annuelle moyenne de 66,7%. Le volume de ces transferts se situent à 1 029,7 millions d'opérations en 2023, en progression de 8,4% par rapport à 2022, correspondant à un volume de 79,4 millions de rechargements supplémentaires.

Les « transferts de personne à personne strictement » au Burkina Faso affichent une hausse continue sur la période 2016-2023 avec une variation annuelle moyenne en volume de 43,2%. Le volume de ces transferts se situent à 265,8 millions d'opérations en 2023, en hausse de 66,4% par rapport à 2022, soit un volume de 106,0 millions de transferts supplémentaires.

Notes méthodologiques :

Point de service mobile money : C'est un point de présence où s'effectue les transactions électroniques.

Taux d'activité des points de services : C'est le nombre de points de services actifs sur le nombre total de points de services multiplié par 100.

Monnaie électronique : C'est un stockage électronique de valeur monétaire sur une carte prépayée ou un appareil électronique, souvent un téléphone mobile, qui peut être utilisé par le plus grand nombre pour effectuer des paiements.

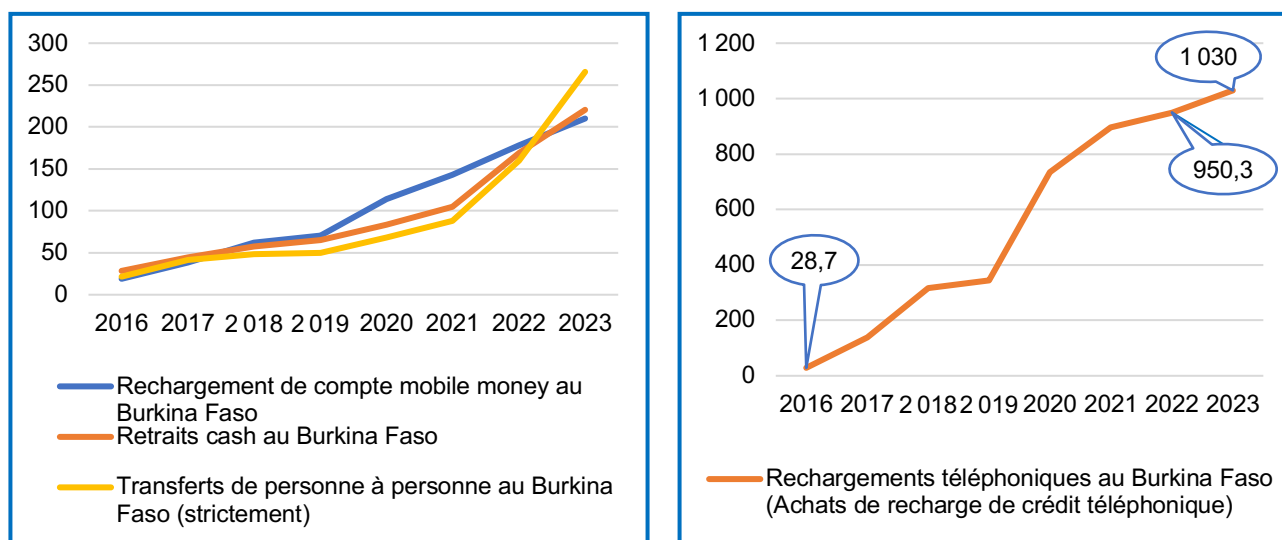
Compte de monnaie électronique actifs : C'est un compte de monnaie électronique qui a connu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours.

Tableau 24 : Evolution des transactions et transferts de 2016 à 2023

Indicateur	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Volume total des transactions dans l'UEMOA (en milliers)	735 295	1 254 465	1 907 725	2 632 069	3 497 284	5 146 454	7 106 303	9 412 109
Volume total des transactions au Burkina Faso (en milliers)	137 361	351 604	496 137	770 384	1 035 980	1 277 795	1 532 869	1 854 227
Valeur totale des transactions dans l'UEMOA (en milliard de FCFA)	11 501	16 943	23 534	28 738	41 455	63 895	96 133	130 150
Valeur totale des transactions au Burkina Faso (en milliard de FCFA)	2 415	3 933	4 672	5 545	7 432	9 397	13 365	16 639
Volume moyen journalier des transactions dans l'UEMOA (en milliers)	2 042	3 485	5 299	7 311	9 715	14 296	19 740	26 145
Volume moyen journalier des transactions au Burkina Faso (en milliers)	382	977	1 378	2 140	2 878	3 549	4 258	5 151
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en milliers)	8 564	15 067	20 684	26 699	31 685	43 770	64 752	82 631
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA (en milliard)	485	781	994	1 286	1 713	2 375	3 468	4 242
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en milliers)	2 134	4 196	5 740	6 848	7 560	10 034	14 909	18 996
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (en milliard)	129	259	329	418	578	731	949	1 085

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 73 : Evolution du volume d'utilisation des services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso de 2016 à 2023 (par type de services en millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Chapitre 8 : Services postaux et financiers

I. Service Colis Postaux

Points saillants :

-  Légère hausse des colis postaux internationaux traités entre 2023 et 2024 ;
-  Hausse du volume des colis postaux internationaux reçus et distribués entre 2023 et 2024.

Commentaire général

Les colis postaux internationaux traités se subdivisent, d'une part, en colis postaux déposés et expédiés, et d'autre part, en colis reçus et distribués.

Sur la période 2015-2024, le volume de colis postaux internationaux traités s'est globalement inscrit à la hausse en passant de 13 294 à 14 473 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 0,9%. On note une augmentation particulière de 21,5% entre 2020 et 2021. Cette progression pourrait s'expliquer par le développement du commerce en ligne dont la livraison se fait dans la plupart des cas par le biais du service colis de LA POSTE-BF. Entre 2023 et 2024, on note une légère hausse de 0,5% du volume de colis postaux traités imputable aux colis reçus et distribués (52,1%).

En termes de structure, les colis déposés et expédiés représentent en moyenne 63,7% des colis postaux traités sur la période 2015-2024 contre 36,3% pour les colis reçus et distribués. En 2024, les colis déposés et expédiés conservent leur prédominance avec un poids de 88,5% contre 11,5% pour les colis reçus et distribués.

➤ Colis postaux internationaux déposés et expédiés

De 2015 à 2024, le nombre de colis postaux déposés et expédiés est passé de 5 231 à 12 806, soit une hausse globale de 7 575, correspondant à un accroissement annuel moyen de 10,5%. Il convient de relever notamment une hausse continue de cet indicateur jusqu'en 2022, imputable à des actions commerciales et à l'établissement de partenariats avec des structures entreprises par LA POSTE BF dans le but d'accroître son chiffre d'affaires. Cette hausse continue peut également se justifier par la revue des tarifs du colis pour tenir compte de l'évolution du marché, la conquête de nouveaux marchés et le développement du e-commerce. Toutefois, au cours des deux dernières années, on enregistre un repli en 2023 (-1,4%) et en 2024 (-3,8%), en lien avec la concurrence des opérateurs autorisés et l'utilisation de circuit informel de distribution du colis.

➤ Colis postaux internationaux reçus et distribués

Le nombre de colis reçus et distribués connaît une forte régression en volume de 6 396 entre 2015 et 2024 avec une variation moyenne annuelle de -16,1%. Cette situation s'explique par la libéralisation du secteur postal et l'entrée en marché du secteur privé dans la distribution des colis qui ont réduit la part du marché du secteur des colis postaux. La survenance de la COVID 19 a aussi impacté fortement le secteur des transports (perturbations dans la chaîne logistique mondiale dans l'acheminement des colis), développant ainsi de nouvelles habitudes de distribution qui se sont maintenues dans certains cas après la pandémie.

Toutefois, le nombre de colis reçus et distribués a augmenté de 52,1% entre 2023 et 2024. Cette reprise en 2024 est imputable à la signature de nouveaux partenariats et aux actions commerciales entreprises.

De façon générale, la mise en œuvre du projet de convoyage des colis des pèlerins de la Mecque, la poursuite des activités commerciales, la mise en œuvre de la nouvelle tarification, à moyen terme l'ouverture à l'extérieur de la plateforme de e-commerce « FASORANANA » et la distribution à domicile permettront de booster davantage la croissance des produits colis.

Notes méthodologiques :

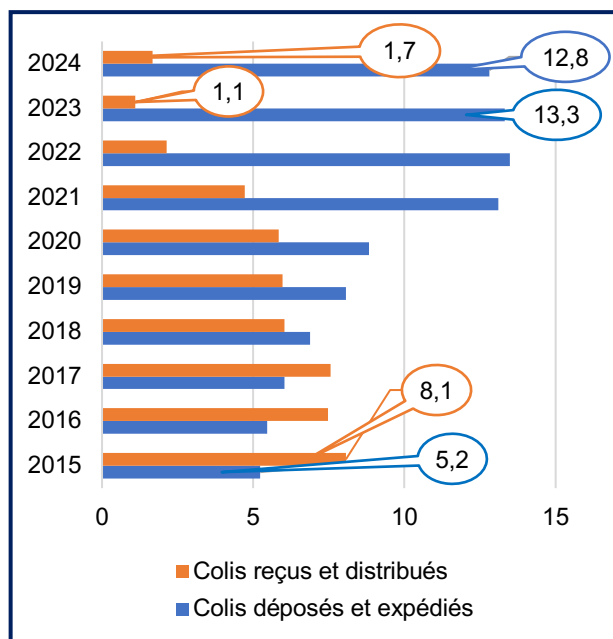
Colis postal : c'est un envoi de documents ou de marchandises avec ou sans valeur commerciale dont le poids est relativement élevé (30 kg au minimum au Burkina Faso).

Nombre de colis déposés et expédiés : c'est l'ensemble des colis reçus dans un bureau de poste pour être expédiés à l'international.

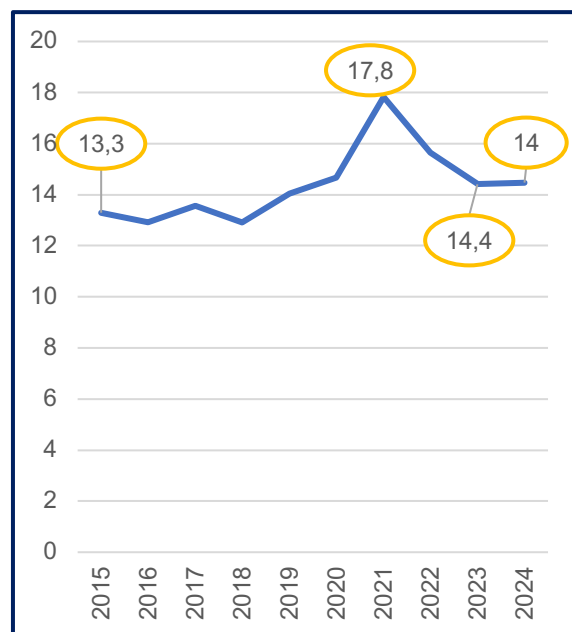
Nombre de colis reçus et distribués : c'est l'ensemble des colis reçus de l'international dans un bureau de poste pour être distribués sur le plan national.

Volume des colis postaux traités : c'est l'ensemble des colis déposés et distribués tous régimes (UEMOA, hors UEMOA et international).

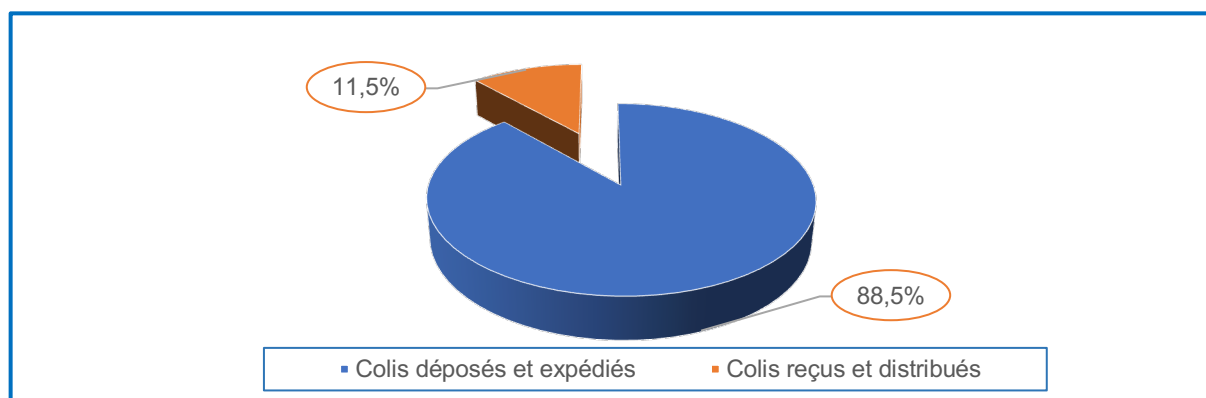
Graphique 74 : Evolution du nombre de colis internationaux traités par composante (En milliers)



Graphique 75 : Evolution du nombre total de Colis internationaux traités (En milliers)



Graphique 76 : Répartition des colis postaux traités en 2024



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

II. Services courriers

Points saillants :

- + Baisse de 9,6% l'an du volume du courrier traité au niveau national depuis 2015 ;
- + Hausse de 16,0% l'an du courrier traité au niveau international depuis 2015.

Commentaire général

Dans cette section, il sera question d'analyser le volume du courrier traité aux niveaux national et international.

L'évolution du volume total du courrier traité affiche une tendance baissière avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 3,2% de 2015 à 2024 en lien avec l'évolution technologique et l'influence des nouveaux modes de communication. Néanmoins, on note que le volume du courrier traité a connu une hausse continue de 2017 à 2019 avec une hausse globale de 54,0%. Entre 2023 et 2024, le volume total du courrier traité a baissé de 1,1%, passant de 3,05 millions à 3,01 millions.

En termes de structure, le courrier traité au niveau national représente en moyenne 64,9% de l'ensemble du courrier traité sur la période 2015-2024 contre 35,1% pour le courrier traité au niveau international. En 2024, le volume du courrier traité à l'international représente 51,5% contre 48,5% pour celui traité au plan national. Cette situation est imputable à l'apparition de nouveaux opérateurs autorisés sur le marché et à l'existence de structures informelles de distribution du courrier.

➤ **Au plan national**

Sur la période 2015-2024, on observe une baisse du volume du courrier traité au niveau national passant de 3,6 millions en 2015 à 1,5 millions en 2024, soit en moyenne une baisse annuelle de 9,6%. Cependant, une hausse de 40,7% est constatée entre 2016 et 2017, due à l'arrivée d'un nouveau produit (assistance courrier) dans le but de redynamiser le secteur du courrier. Entre 2023 et 2024, le volume du courrier traité au niveau national enregistre une légère hausse de 0,8% correspondant à un volume de 11 023.

➤ **Au plan international**

Le volume du courrier traité au niveau international connaît globalement une hausse sur la période 2015-2024 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 16,0% et un pic atteint en 2019 (2,2 millions) ainsi qu'un plus bas niveau observé en 2016 (0,2 million). L'année 2020 enregistre une baisse de 21,5% en lien avec la COVID-19. Entre 2023 et 2024, le volume du courrier traité au niveau international a également connu un repli de 2,8% passant de 1,60 million à 1,55 million.

Notes méthodologiques :

Courrier traité au niveau national : c'est une correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue ou envoyée par la poste à l'intérieur du pays.

Courrier traité au niveau international : c'est une correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue et distribuée par la poste en partance ou en provenance de l'étranger.

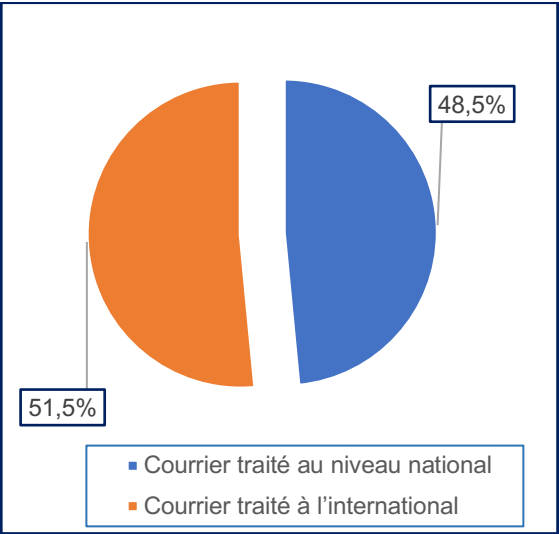
Volume du courrier traité : ensemble des courriers traités au niveau national et international.

Tableau 25 : Evolution du volume du courrier au niveau national et à l'international

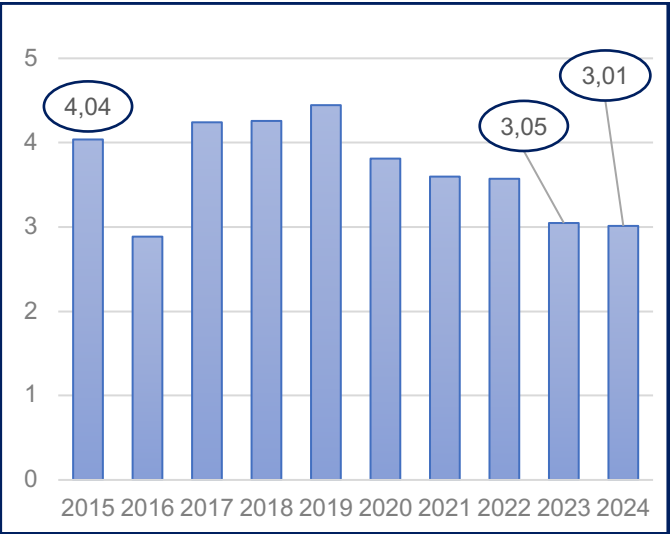
Indicateur	Volume de courrier en 2024 (en nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Courrier traité au niveau national	1 460 510	-2 169 506	-59,8%	11 023	0,8%	-9,6%
Courrier traité à l'international	1 552 147	1 144 354	280,6%	-45 414	-2,8%	16,0%
Ensemble	3 012 657	-1 025 152	-25,4%	-34 391	-1,1%	-3,2%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

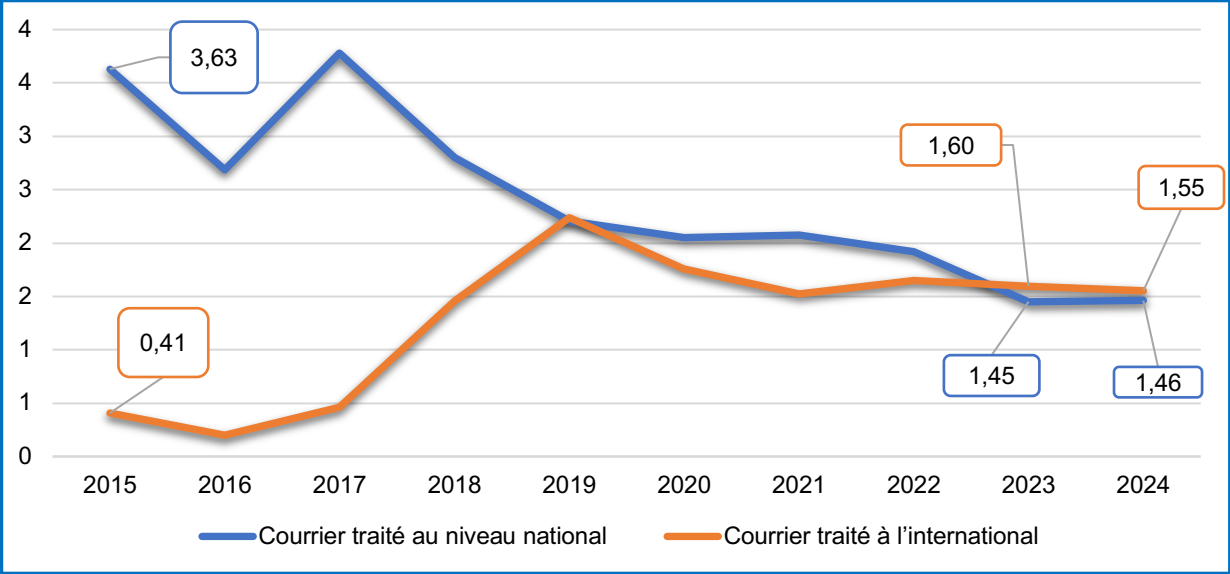
Graphique 77 : Répartition du volume du courrier traité en 2024



Graphique 78 : Evolution du volume total du courrier traité (En millions)



Graphique 79 : Evolution du volume du courrier traité au niveau national et international (En millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

III. Services financiers de LA POSTE BF

a) Comptes

Points saillants :

-  Portefeuille de 906 376 comptes de services financiers postaux en 2024 ;
-  55 266 comptes CNE actifs supplémentaires en 2024 ;
-  1 001 comptes CCP actifs en 2024.

Commentaire général

Cette partie aborde les comptes de services financiers (CNE et CCP) de LA POSTE BF.

Le nombre total de compte de services financiers affiche une tendance haussière sur la période 2015-2024 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 8,3%. Néanmoins, on note une baisse en 2015 (-12,2%) et 2017 (-8,1%) imputable aux comptes CNE. Entre 2023 et 2024, le volume total de comptes de services financiers a augmenté de 6,6% pour s'établir à 906 376.

En termes de structure, les comptes CNE représentent en moyenne 99,1% de l'ensemble des comptes de services financiers sur la période.

➤ **Compte CNE**

Sur la période 2015-2024, on note une hausse du nombre de comptes CNE avec un taux d'accroissement moyen annuel de 8,3%. Cette croissance s'explique par l'amélioration de la qualité des services et les actions commerciales menées par LA POSTE BF qui ont suscité l'engouement des populations à l'épargne. Entre 2023 et 2024, le nombre de comptes CNE est passé de 842 736 à 898 002, soit un taux de progression de 6,6%.

➤ **Compte CCP**

Le nombre de comptes CCP affiche une tendance haussière sur la période 2015-2024 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 5,8%. Ce nombre s'est accru globalement de 21,6% entre 2015 et 2018, avant de décroître de 23,6% entre 2018 et 2020. Cette régression s'explique principalement par l'apurement de la base de données des comptes à solde négatif.

A partir de 2021, le nombre de comptes CCP affiche une hausse continue avec notamment une augmentation de 13,6% en 2024 pour s'établir à 8 374. Cette progression est imputable à l'amélioration de la qualité des services numériques associés aux comptes et aux diverses actions commerciales menées.

Notes méthodologiques :

Compte Caisse Nationale d'Epargne (CNE) : C'est une solution pour épargner, matérialisée par un livret ou une carte détenue par l'épargnant où figurent les dépôts, les retraits et les soldes.

Compte Courant Postal (CCP) : Désigne le compte courant d'un établissement postal associé à des moyens de paiement (encaissement cheque, virement et domiciliation).

Agence postale : C'est un bureau de poste secondaire rattaché à une agence LA POSTE BF

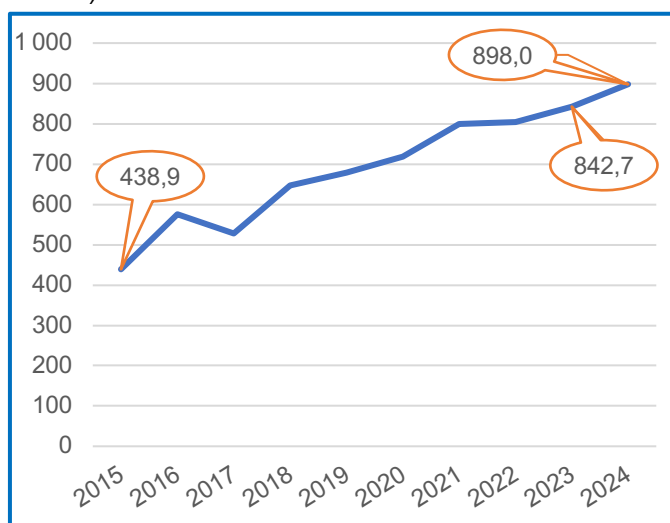
Agence LA POSTE BF : C'est un bureau de poste de plein exercice (qui effectue toutes les opérations postales et financières).

Tableau 26 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP

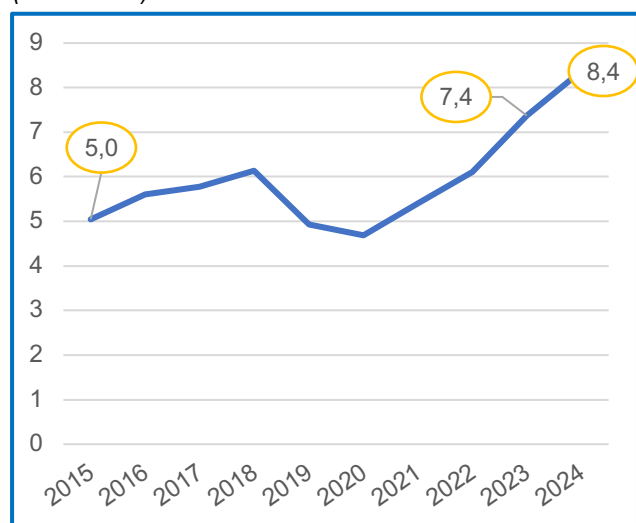
Indicateur	Nombre de comptes en 2024 (en nombre)	Variation de 2024 par rapport à 2015		Variation de 2024 par rapport à 2023		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Comptes CNE	898 002	459 075	104,6%	55 266	6,6%	8,3%
Comptes CCP	8 374	3 327	65,9%	1 001	13,6%	5,8%
Ensemble	906 376	462 402	104,2%	56 267	6,6%	8,3%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 80 : Evolution du nombre de comptes CNE (En milliers)



Graphique 81 : Evolution du nombre de comptes CCP (En milliers)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

b) Mandats postaux et transferts de fonds

Points saillants :

- ✚ Baisse de 2 799 du nombre de mandats physiques en 2024 ;
- ✚ Baisse continue du nombre de transferts de fonds émis sur la période 2015-2024 ;
- ✚ Baisse continue depuis 2022 du nombre de transferts de fonds payés.

Commentaire général :

Cette section traite des mandats physiques (émis et payés) et des transferts de fonds.

Les mandats physiques étaient dans le temps presque l'unique moyen de transferts de fonds par le biais des services postaux. Suite à l'apparition des nouvelles technologies de transfert de fonds (mobile banking, transfert de fonds électronique, applications mobiles etc.), les mandats physiques, émis et payés, ont nettement baissé. Ainsi, sur la période 2015-2024, le nombre de mandats physiques traités affiche une tendance baissière passant de 115 605 en 2015 à 77 190 en 2024, soit une baisse globale de 38 415 en volume et une variation annuelle moyenne négative de 4,4%. On note toutefois une hausse continue de 2020 à 2022 avec des taux de progression de 58,7%, 16,4% et 2,5% respectivement en 2020, 2021 et

2022. Cette situation s'explique par la signature de conventions entre LA POSTE BF et des partenaires pour l'ouverture de mandats comptes en vue de procéder à des opérations de virement. Sur les deux dernières années cette tendance s'est estompée avec une baisse de 13,8% et 3,5%.

Le nombre de mandats physiques traités sur la période 2015-2024 est en moyenne dominé par les mandats émis avec un poids de 81,7% contre 18,3% pour ceux payés. En 2024, les mandats traités étaient composés de 97,6% de mandats émis et de 2,4% de mandats payés.

➤ Mandats physiques émis et mandats physiques payés

Sur la période 2015-2024, le nombre de mandats physiques émis a augmenté de 3,8% pour s'établir à 75 368 en 2024. Par contre, les mandats physiques payés ont fortement chuté de 95,8% pour se situer à 1 822 en 2024. Il ressort donc une augmentation annuelle moyenne de 0,4% pour les mandats physiques émis et une baisse annuelle moyenne de 29,6% pour les mandats physiques payés sur la période. Entre 2023 et 2024, les mandats physiques émis et payés ont baissé respectivement de 3,2% et de 15,0%.

➤ Transferts de fonds électroniques

Les transferts de fonds électroniques peuvent être directement effectués par LA POSTE BF ou dans le cadre d'un partenariat avec d'autres structures. L'analyse distinguera les transferts de fonds électroniques émis de ceux payés indépendamment de leur origine.

○ Transferts de fonds émis

Les transferts de fonds émis sont en baisse continue sur la période 2015-2024 avec une régression annuelle moyenne de 23,0%. Entre 2023 et 2024, le volume des transferts de fonds émis a baissé de 23,5% en passant de 10 319 à 7 891.

○ Transferts de fonds reçus et payés

Les transferts de fonds reçus et payés sont également en baisse continue sur la période 2015-2024 avec une régression moyenne annuelle de 24,2%. En 2024, le volume des transferts de fonds reçus et payés a baissé de 30 055 par rapport à 2023 pour s'établir à 54 065.

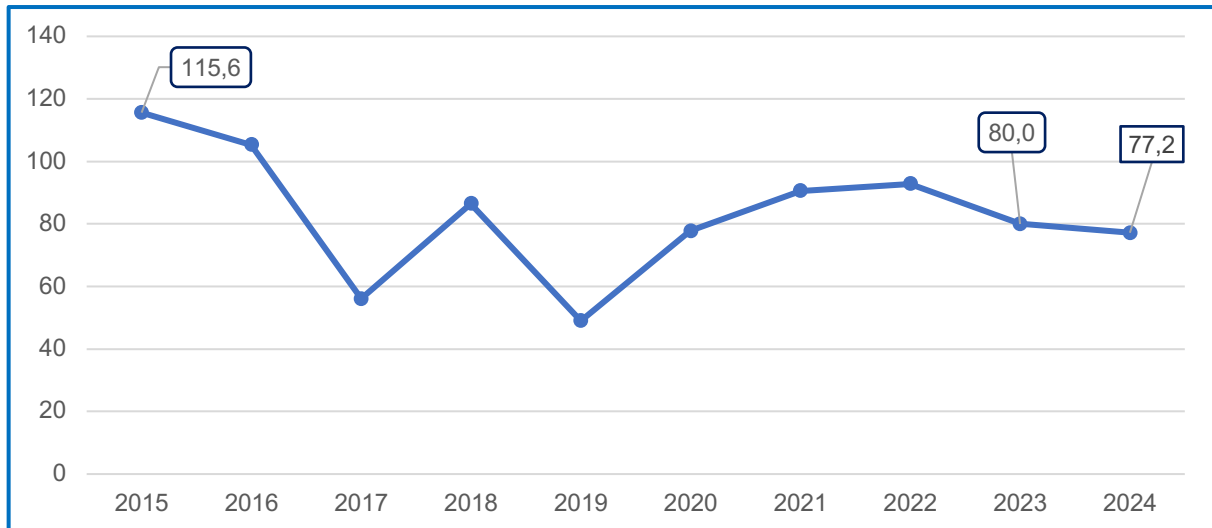
Globalement, l'évolution négative des transferts de fonds électroniques observée depuis 2015 s'explique par : (i) l'entrée sur le marché d'autres opérateurs de transferts de fonds, (ii) la multitude des produits de transferts de fonds de partenariat (Western Union, Small word, RIA, Money Gramm, Sikka cash, ...), (iii) l'avènement du Mobile Money (Orange money, Moov Money, Telecel money, Coris money, ...) et (iv) le circuit informel de transfert d'argent. Cette régression est beaucoup plus accentuée au niveau des transferts de fonds payés. Malgré ce constat, les transferts de fonds payés demeurent volumineux par rapport aux transferts de fonds émis. Cela traduit que le Burkina Faso est un pays payeur.

Notes méthodologiques :

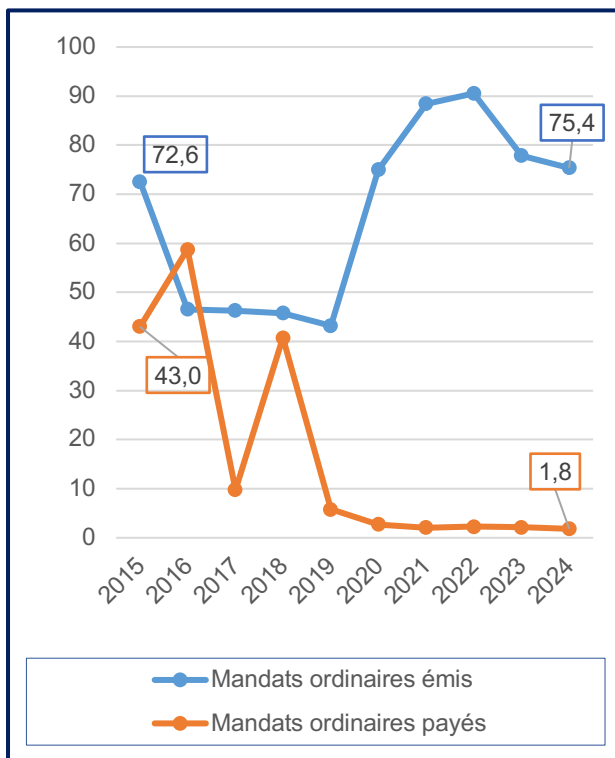
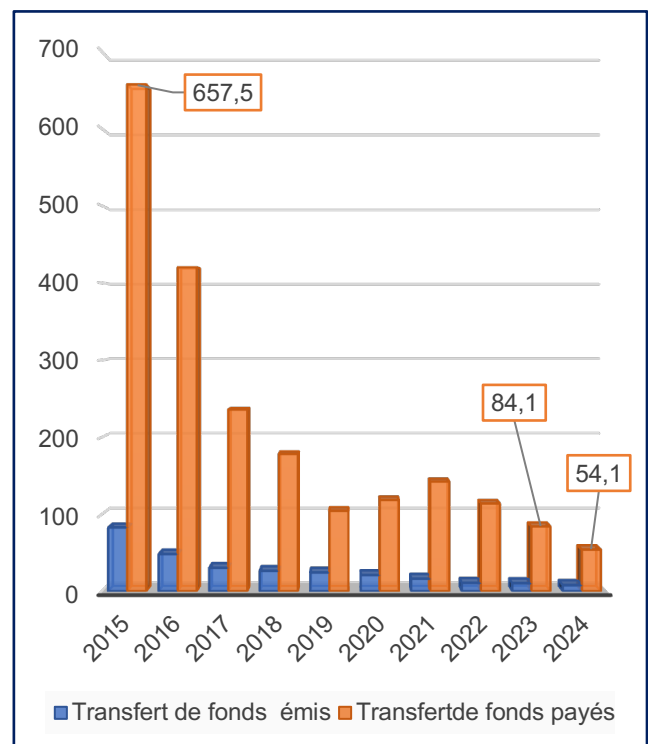
Transfert électronique de fonds : C'est la transformation de la monnaie physique en monnaie dématérialisée et de la monnaie dématérialisée en monnaie espèce via les systèmes informatiques.

Mandat Physique : Désigne un titre émis et payé par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçu d'un déposant au profit d'un bénéficiaire.

Transfert de fonds : C'est l'ensemble des transferts d'argent électronique postaux émis ou payés et des transferts de fonds de partenariat émis ou payés.

Graphique 82 : Evolution du nombre de mandats ordinaires traités (ensemble, en milliers)

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 83 : Evolution du nombre de mandats ordinaires émis et payés (En milliers)**Graphique 84** : Evolution des transferts de fonds émis et payés (En milliers)

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

III. Evolution du nombre de Boîtes Postales (BP)

Points saillants :

- ✚ Hausse de 1 023 BP physiques entre 2023 et 2024 ;
- ✚ Hausse de 1 885 BP physiques louées entre 2023 et 2024 ;
- ✚ Baisse de 1 276 du nombre de BP virtuelles (SMART BP) louées entre 2023 et 2024.

Commentaire général

Cette section analyse l'évolution du parc de boîtes postales en distinguant les boîtes physiques et celles virtuelles, d'une part, et le parc total de celui utilisé, d'autre part.

➤ Boîtes postales physiques

Sur la période 2015-2024, le parc des boîtes postales physiques est passé de 36 046 à 39 333, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 1,0%. Cela s'explique par le fait que LA POSTE BF dans sa politique d'extension et de modernisation du réseau postal, ouvre en moyenne deux (02) agences par an accompagnées d'une batterie de 200 BP par agence. Toutefois, le nombre de boîtes postales physiques a baissé en 2019 (-27) et 2022 (-499), imputable à la fermeture de certaines agences en lien avec la situation sécuritaire. Entre 2023 et 2024, le nombre de boîtes postales physiques a augmenté de 1 023 en volume correspondant à 2,7% en valeur relative.

Le nombre de boîtes postales louées connaît une baisse moyenne annuelle de 1,7% entre 2015 et 2024. La même tendance est observée au niveau du taux d'abonnement qui enregistre un repli progressif sur la période 2015-2023 et une reprise en 2024 avec un taux de 50,4%. Cette reprise s'explique par l'organisation d'une campagne promotionnelle sur l'abonnement aux boîtes postales physiques. Pour ce qui est du taux d'abonnement, il ressort en moyenne à 58,2% sur la période 2015-2024.

D'une manière générale, on constate une évolution plus rapide du parc des BP physiques par rapport aux BP louées qui enregistrent une baisse dans le temps. Cette situation s'explique principalement par la résiliation de certaines BP physiques louées et du fait que la création du parc des BP physiques ne tient pas compte de la demande.

➤ Boîtes postales virtuelles

Avec l'avènement du numérique, LA POSTE BF dans le but de répondre aux exigences de la clientèle, a mis en place la boîte postale virtuelle (SMART BP) à partir de 2019 avec un parc de 57 002 SMART BP, qui est resté stationnaire depuis cette date.

Concernant les SMART BP louées, le nombre a baissé de 318 en 2022 après une hausse continue en 2020 et 2021. Entre 2022 et 2023, le nombre de SMART BP louées a plus que triplé pour s'établir à 2 283. Cette augmentation en 2023 est due à une campagne promotionnelle sur l'abonnement aux boîtes postales virtuelles. Le taux d'occupation ressort en moyenne à 1,8% l'an sur la période 2019-2024 avec un niveau remarquable de 4,0% en 2023. Ce taux a enregistré une baisse de 2,2 points en 2024 imputable à une forte baisse (-55,9%) du nombre de boîtes postales louées. Cette situation s'explique en partie par une migration des abonnés de la boîte postale virtuelle vers la boîte postale physique.

Notes méthodologiques :

Boîte postale : C'est un casier à lettre installé dans un bureau de poste et destiné à recevoir du courrier. Le parc Boîtes Postales (BP) est l'ensemble des batteries BP installées dans toutes les agences du Burkina Faso (BP louées et non louées).

Boîtes Postales louées : C'est l'ensemble des abonnements des BP par les tiers (particuliers, entreprises, associations, officielles, administrations) et à jour de leur redevance

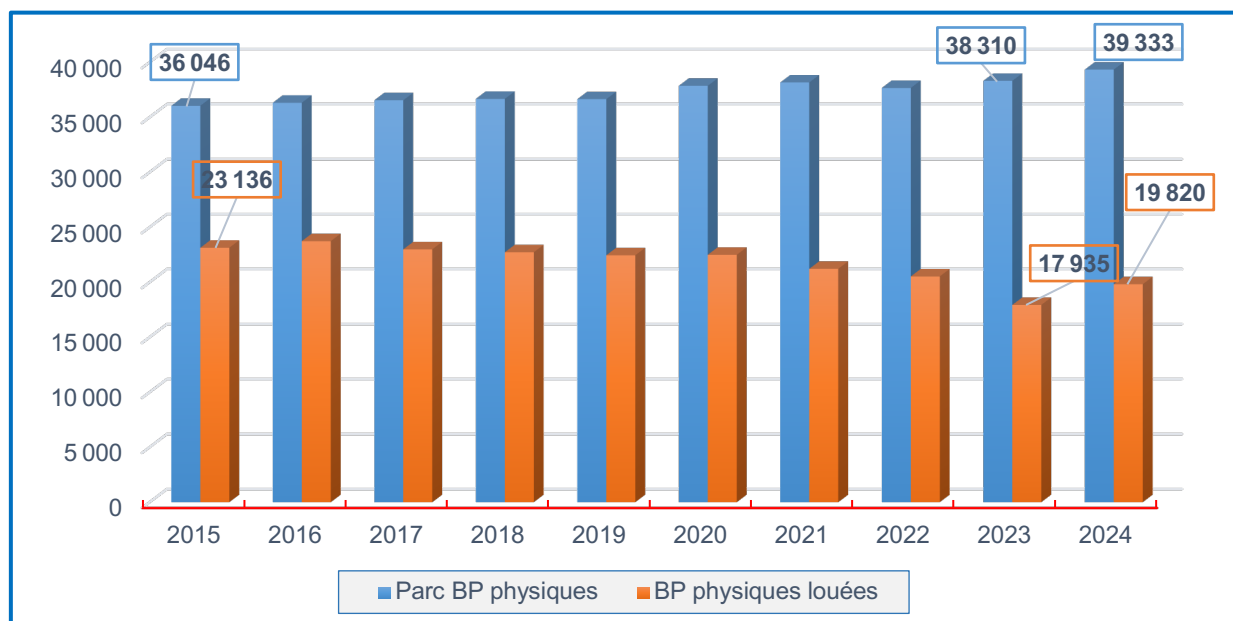
SMART BP : C'est une boîte postale numérique créée à partir de 2019.

Tableau 27 : Evolution du parc de boîtes postales virtuelles entre 2019 et 2024

Indicateur	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Parc BP virtuelles (SMART BP)	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002
BP virtuelles louées	498	533	1073	755	2 283	1 007

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 85 : Evolution du parc BP physiques et BP physiques louées



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

IV. Extension et modernisation du réseau postal

Cette partie traite de la couverture géographique et des efforts de modernisation du réseau postal.

IV.1. Couverture géographique

Points saillants :

- + Faible couverture géographique du territoire national en agences postales (36,2%) ;
- + 100% de couverture des communes urbaines en agences postales contre 16,2% pour les communes rurales ;
- + Interconnexion de toutes les agences de LA POSTE BF (100%) au réseau informatique.

Commentaire général :

Cette partie analyse l'évolution du nombre d'agences de LA POSTE BF, leur interconnexion au réseau informatique, la couverture géographique et la répartition spatiale par région postale de ces agences.

La couverture du réseau postal est encadrée par le Décret N°2011-762/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant fixation des normes de couverture territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaire du service postal universel, qui en son article 2 dispose : « afin de faciliter l'accès du public au réseau de l'opérateur désigné, celui-ci dispose d'un point de contact (point poste) par commune rurale ou d'un point d'accès (bureau de poste) par ville de 100 000 habitants au moins ».

○ **Nombre d'agences de LA POSTE BF**

Au cours de la période 2015-2024, le nombre d'agences de LA POSTE BF a augmenté en moyenne de deux (2) l'an au lieu de six (6) prévus¹¹. Cela s'explique essentiellement par le non-renouvellement du contrat plan à partir de 2015. En 2024, trois (3) agences ont été ouvertes portant ainsi le nombre à 127. Compte tenu du contexte sécuritaire, 18 agences sont temporairement fermées ramenant ainsi le nombre d'agences fonctionnelles à 109.

○ **Interconnexion des agences de LA POSTE BF au réseau informatique**

Le nombre d'agences de LA POSTE BF interconnectées au réseau informatique en 2016 était de 82 sur 110 agences. A partir de cette date, des actions d'interconnexion de dix (10) agences POSTE BF par an ont été entreprises en vue de mettre en réseau toutes les agences. Ainsi, toutes les agences sont interconnectées au réseau informatique en 2024.

○ **Répartition spatiale suivant le découpage administratif**

En termes de couverture géographique des agences de LA POSTE BF, le taux de couverture nationale est de 36,2% en 2024. Tous les chefs-lieux de région administrative et chefs-lieux de province ont bénéficié d'au moins une agence, de même que toutes les communes urbaines. Par contre, les communes rurales sont faiblement dotées en agence, soit une couverture de 16,2%. La région du centre enregistre le plus grand nombre d'agences (28) qui reste tout de même inférieur à la norme nationale qui est de 36 agences.

○ **Répartition spatiale par région postale des agences de LA POSTE BF**

En termes de répartition spatiale des agences par région, on note que LA POSTE BF a découpé le territoire national en cinq (05) régions postales qui supervisent et encadrent le fonctionnement de ses agences. Pour

¹¹ Ce nombre était prévu dans le cadre du contrat plan Etat-LA POSTE BF qui n'a pas été renouvelé depuis 2015.

ce qui est de la couverture de ces régions postales en 2024, on relève que la région postale du Grand Ouaga est la mieux couverte avec un taux de couverture de 118,5%. Elle est suivie des régions de l'Ouest (31,3%), du Nord (30,2%), du Centre (28,6%) et de l'Est (26,6%).

IV.2. Développement de produits et services numériques

Commentaire général :

Point saillant :

 Huit (8) nouveaux produits et services numériques développés entre 2016 et 2024.

LA POSTE BF, ayant constaté le besoin crucial d'intégrer le numérique dans la gestion de l'exploitation des produits postaux et financiers, s'est engagée en 2016 vers la digitalisation pour offrir des produits accessibles, pratiques et sécurisés qui répondent aux besoins de la clientèle.

De 2016 à 2024, LA POSTE BF a développé 8 nouveaux produits et services dans le cadre de la digitalisation. Ces produits sont dominés par les services en ligne (Post connect, Alert SMS, Post-Banking, Suivi et localisation, et Notification SMS) sur la période. En 2024, les produits et services digitalisés sont au nombre de 10 et n'ont pas varié depuis 2020. Cependant, ces produits sont constamment améliorés.

Notes méthodologiques :

Couverture géographique des agences LA POSTE BF : c'est le nombre d'agences postale BF implantées sur l'ensemble des 351 communes du Burkina Faso.

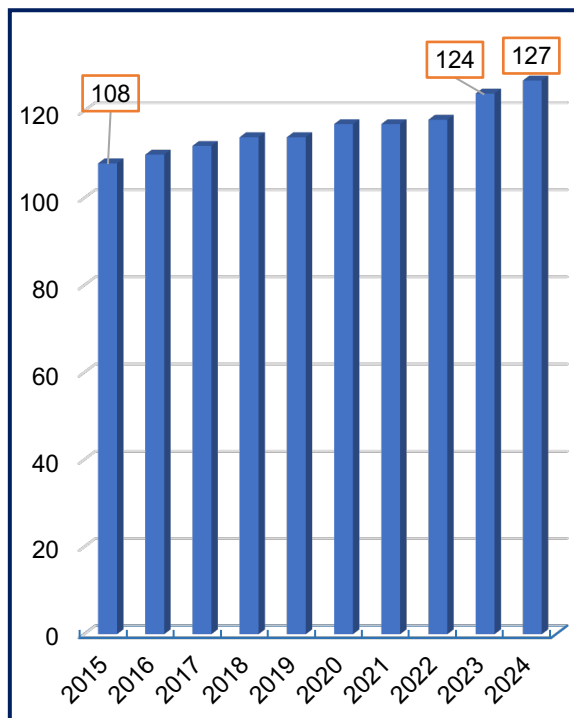
Région postale : concerne les structures régionales (05) qui sont les représentations déconcentrées de La Poste BF. Chaque directeur régional supervise et encadre le fonctionnement des agences postale dans leur région territoriale.

Tableau 28 : Répartition des agences postales par région et par commune en 2024 (Nombre)

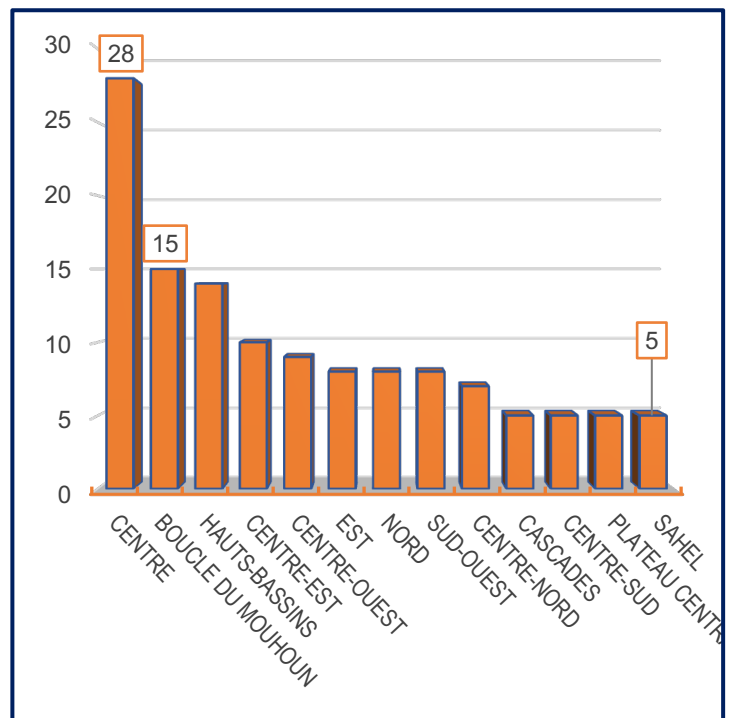
Région	Nombre de communes BF	Communes BF		Communes dotées d'agences		Nombre d'agences supplémentaires par région	Nombre total d'agences
		Urbaines	Rurales	Urbaines	Rurales		
Boucle du Mouhoun	47	6	41	6	9		15
Cascades	17	3	14	3	2		5
Centre	7	1	6	1	3	22	26
Centre-Est	31	6	25	6	5		11
Centre-Nord	28	3	25	3	4		7
Centre-Ouest	39	4	35	4	6		10
Centre-Sud	19	3	16	3	2		5
Est	27	5	22	5	3		8
Haut-Bassins	34	3	31	3	5	6	14
Nord	27	4	23	3	4	1	8
Plateau Central	20	3	17	3	2		5
Sahel	27	4	23	4	1		5
Sud-Ouest	28	4	24	5	3		8
Ensemble	351	49	302	49	49	29	127

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 86 : Evolution du nombre d'agences postales au BF

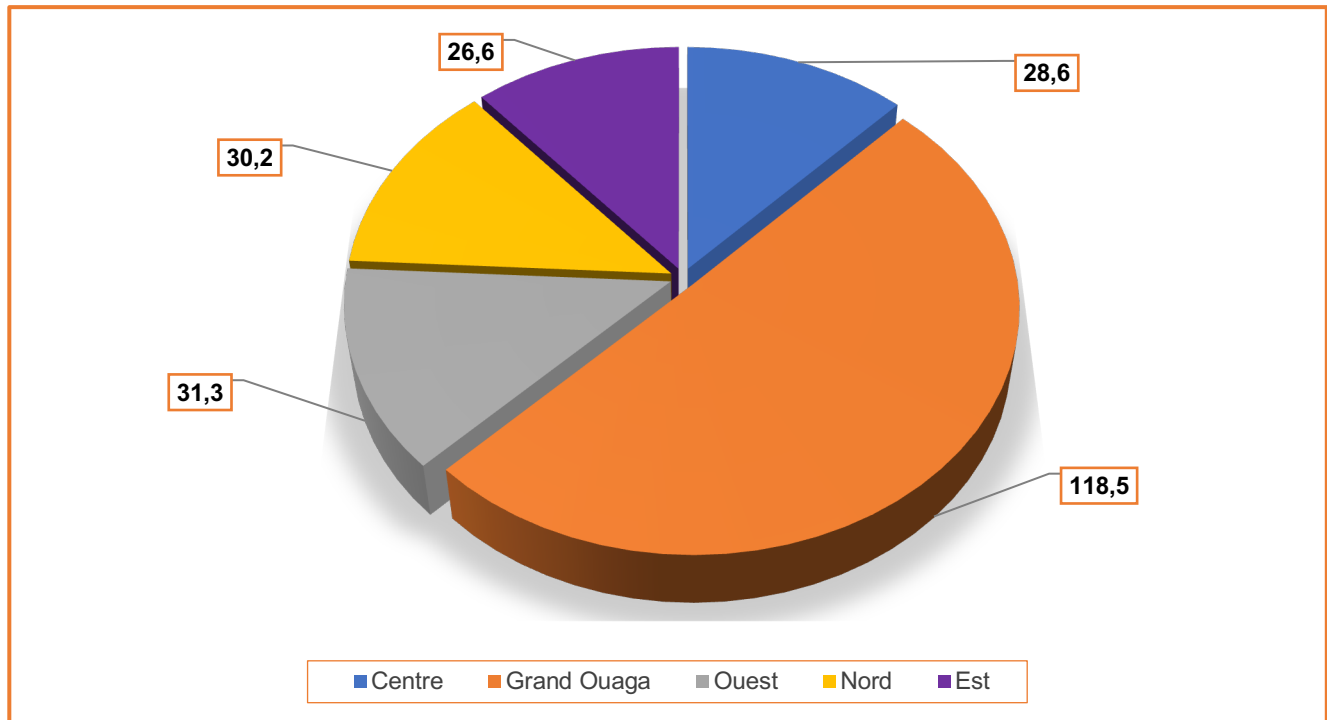


Graphique 87 : Répartition des agences postales par région administrative en 2024 (Nombre)



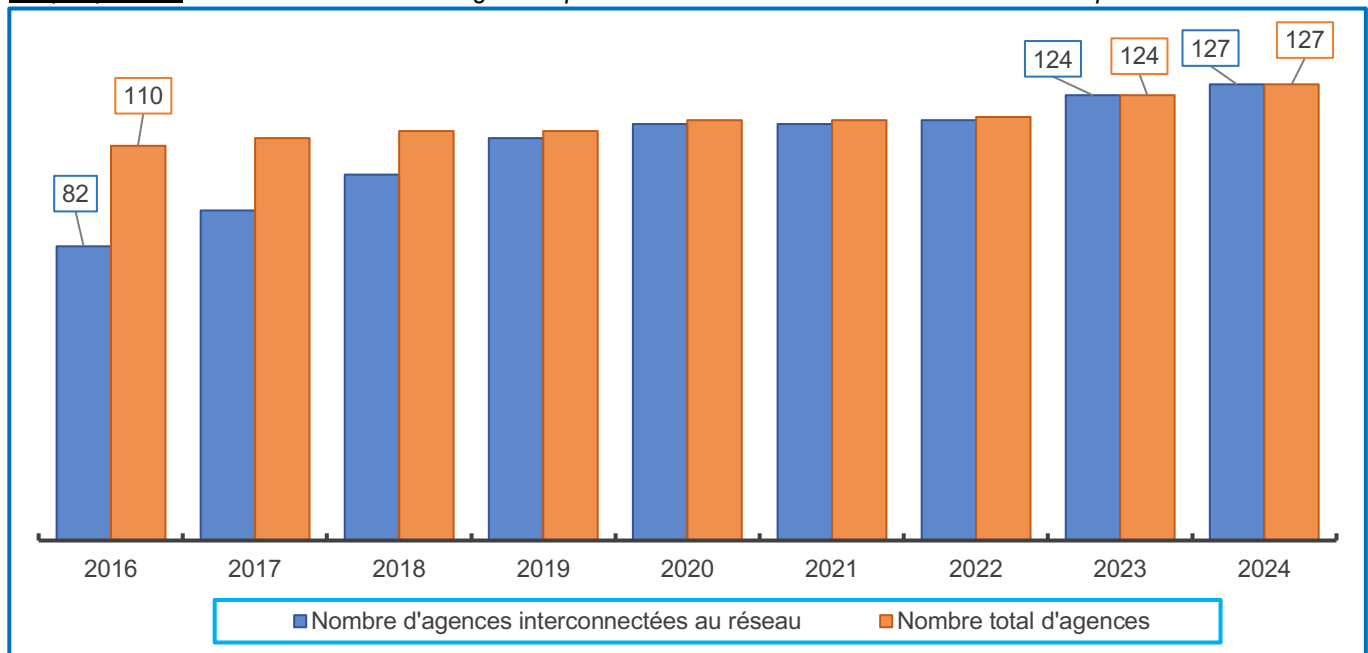
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 88 : Taux de couverture des agences par région postale en 2024



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

Graphique 89 : Evolution du nombre d'agences postales interconnectées au réseau informatique de 2016 à 2024



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2024 du MTDPCE

ANNEXES

Annexe 1 : Équipe de rédaction

N°	Nom & Prénom (s)	Structure	Fonction
1	BARRO Braïma	DGESS/MTDPCE	Directeur général des études et des statistiques sectorielles
2	ILBOUDO W. Jonas	SG/MTDPCE	Chargé d'Etudes
3	BADIEL Moussa	DGESS/MTDPCE	Directeur des statistiques sectorielles et de l'évaluation
4	BAMBARA Adeline Marie Rachelle	DGESS/MTDPCE	Chef de service administratif et financier
5	OUEDRAOGO T. Wilfried	DGESS/MTDPCE	Chef de service de la production Statistique
6	DRABO Goutiri	DGESS/MTDPCE	Chef de service des enquêtes et de l'évaluation
7	KORGOWend-Kuuni Esaïe	DGESS/MTDPCE	Agent
8	TRAORE Kalifa Blaise	DGESS/MTDPCE	Agent
9	NADINGA Hahadou Daniel	DGESS/MTDPCE	Agent
10	KORGOWend-Kuni Germain	DGESS/MTDPCE	Agent
11	PODA Der	DGTD/MTDPCE	Agent
12	BONDE N'bakassissan Pierre	DGF/MTDPCE	Chef de service de l'exécution budgétaire et de la comptabilité
13	TIENDREBEOGO François	ANPTIC	Chef du département de la planification et du suivi-évaluation
14	OUEDRAOGO Idrissa	LA POSTE BF	Chef Division Statistiques et Etudes DSIPN
15	BOUDA Moussa	INSD	Agent
16	NABALOU M Saïdou	TELECEL FASO	Chef de service SARH
17	BEYEN Moumouni René	ANSSI	Chef de service études et planification
18	KABORE Edmond	DGESS/MTDPCE	Chef de service planification opérationnelle et suivi-évaluation
19	SAWADOGO Amadé	DRH/MTDPCE	Chef de service du développement des ressources humaines
20	NANEMA Eugène	DGCE/MTDPCE	Chef de service de la planification, du suivi et de l'évaluation
	GANSONRE Ousmane	ORANGE BF SA	Agent
21	TRAORE Eric	ONATEL SA	Chef de département
22	BAMA Y. Daniel	TELECEL FASO	Agent

